

LETTRES.

Ne repugnete vestro bono , &
hanc spem , dum ad verum per-
venitis , alite in animis : liben-
terque meliora excipite & opi-
nionem ac voto juvate.

Seneca de Constantiâ sap. Cap. xix.

DEUXIÈME ÉDITION,

Augmentée de Notes.

A LONDRES.

M. DCC. L.

A. BONDREY

H. Bondre



A V I S
DE L'ÉDITEUR.

ON jugera aisément, en lisant ces Lettres, & le fragment qui s'est trouvé à la tête du Manuscrit, que c'est un Ouvrage posthume.

P R É F A C E.
DE L'AUTEUR.

L'Auteur de ces Lettres, qui ne les a écrites que pour sa Patrie, les consacre au premier, au meilleur & au plus chéri de tous les Patriotes: puissent-elles.....!

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTEN LENOX

DE L'ÉDITEUR

Le présent ouvrage, qui est le fruit d'une longue et patiente recherche, est le résultat d'une étude approfondie de l'histoire de la littérature française, et plus particulièrement de la poésie du XVIII^e siècle.

PAR É. F. A. C. E.
DE L'ÉDITEUR.

Il est à regret que nous ne puissions pas donner plus de détails sur l'ouvrage, car nous sommes obligés de nous en tenir à ce qui est le plus intéressant pour le lecteur. Mais nous espérons que cet ouvrage sera utile à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la littérature française.

L E T T R E

P R E M I E R E.

MONSIEUR,

Vous me faites l'honneur de me demander ce que je pense de la prétention du Clergé par rapport à l'exemption du vingtième. Cette question dépend en partie des principes du droit & des faits historiques. C'est sous ce double point de vue que je l'envisagerai , parce qu'il est plus à ma portée ; & si dans le cours de la discussion je suis obligé de remonter à des causes qui aient un rapport plus direct aux principes de la Religion , & aux Loix de l'Eglise & de l'Etat , je tâcherai de ne parler que d'après des autorités reçues & incontestables.

Le premier de tous les principes de la Société est celui de la Justice distributive. Il est fondé sur le droit naturel que chaque Société & chaque Membre de cette Société ont d'être régis avec équité pour leur défense commune , & leur bonheur général & particulier , & sur le droit positif , qui en établissant les Sociétés sous le gouvernement d'un ou de plusieurs , a confirmé le droit naturel que tous les hommes tiennent de leur essence. Or , si le droit même de conquête , qui est le plus fort de tous , ne peut , aux yeux de la Justice & de la raison , changer ce premier principe

du droit naturel, ni ôter aux peuples conquis le droit d'être gouvernés avec équité par le Conquérant, tous les autres droits qui transmettent la puissance souveraine par élection ou par succession le peuvent encore moins, parce que les hommes n'ont ni voulu, ni pu se soumettre à des Loix contraires à leur bonheur, & aux droits qu'ils tiennent de leur essence même. Les exemptions obtenues ou acquises au préjudice de ces droits par quelques Membres du Corps politique, sont nulles & abusives si elles tendent à détruire, ou à affaiblir considérablement la Justice distributive dûe à tous les autres, ou ce ne sont que des exceptions qui ne peuvent être admises que quand elles procurent au reste de la Société un bien supérieur au mal qu'elles peuvent faire à quelques-uns de ses Membres. Elles sont toujours révocables quand cette condition y manque, ou cesse d'exister; & il est aussi intéressant pour le Souverain, que pour les Sujets, de maintenir la Justice distributive & la révocabilité, de tout ce qui peut y être contraire, parce que cette Justice est en même tems le titre & le fondement le plus solide de la puissance de l'un & de l'obéissance des autres, comme elle est le gage & le moyen de la tranquillité de l'Etat & du bonheur de ses Membres.

Développons à présent, Monsieur, les idées & les conséquences qui naissent de ce principe, & ne consultons d'abord que ce sentiment intime & inné dans le cœur de tous les hommes, cet Oracle sûr, ce Témoin ir-

réprochable, ce Juge intègre & incorruptible de nos façons de penser & de nos actions, il nous dira que nous sommes tous Membres d'une Société qui nous donne les mêmes droits, & nous impose les mêmes obligations. De-là naissent sur l'exemption de contribuer aux charges de l'Etat, prétendue par quelques-uns des Membres de cette Société, les doutes & les scrupules qui, suivant les principes de la morale, suffisent pour rejeter tout ce qui les fait naître. Quels que soient en effet les préjugés, peut-on se prêter décisivement à penser que les Membres d'un Etat, qui en partagent tous les avantages, ne doivent ni en supporter les charges, ni l'aider dans ses besoins ? Je conviens cependant, que pour mieux sentir ces doutes & ces scrupules qu'excite l'exemption prétendue par une partie des Sujets d'un Etat au préjudice des autres, il faut avoir au moins quelque notion de ce que c'est que l'Etat, & combien de gens seroient dans le cas de le demander ? On croiroit à les entendre, & plus encore à voir leur conduite, que l'Etat est un Etre de raison, & le Patriotisme un ridicule enseveli avec le Fanatisme des Curtius & des Scévola, sous les ruines de l'ancienne Rome ; mais les débris en sont précieux pour des cœurs cytoyens ; & s'il en est encore, ils m'aideront à en rassembler les matériaux. L'Etat, à ne consulter que l'étimologie du mot, n'est autre chose que la conservation habituelle & actuelle de notre être & de notre bien-être, le centre où tendent les principes & les moyens de notre con-

servation & de notre bonheur. Nos ayeux , plus simples que grossiers , & par-là plus disposés à suivre les impressions & les lumières de la raison , qu'à les combattre , connoissoient la foiblesse & les besoins de chaque homme en particulier , l'intérêt qu'il a , & l'attrait naturel qu'il sent à s'unir à un autre homme. Ils sentirent que la conservation & le bonheur de chacun en particulier , dépendant nécessairement de la conservation & du bonheur de tous en général , il falloit pour rappeler les hommes à cette vérité , unir & fixer à jamais ces deux idées dans leur esprit par un seul signe qui les leur retraçât toujours en même tems. Ainsi , pour rendre ces deux idées associées indissolubles , aisées à appercevoir & familières , ils les avoient fixées & désignées par le seul mot d'*Etat* qui les comprend l'une & l'autre , & les confond , en faisant regarder à chaque homme en particulier l'intérêt général dans son vrai point de vûe , c'est-à-dire comme moyen aussi sûr que nécessaire de l'intérêt personnel. Mais comme le sentiment agit toujours plus vivement , plus généralement & plus sûrement sur tous les hommes , on sentit qu'il falloit établir & fixer aussi d'après lui , & par lui , dans leurs cœurs la relation de l'intérêt général à l'intérêt personnel. Le mot de *Patrie* synonyme de celui d'*Etat* , y parut propre. L'*Etat* , terme philosophique , rend à l'esprit l'objet & les effets de la Société ; la Patrie , expression sensible , rappelle au cœur les droits de la Société sur tous les hommes , &

Lettre I.

9

leurs devoirs envers elle ; le titre cher & respectable qui lui donne les uns , & auquel elle exige les autres ; enfin les sentimens qui doivent être le principe & l'ame de ces droits & de ces devoirs. N'en résulte-t-il pas que tous les hommes unis ont vis-à-vis de chaque homme en particulier , l'autorité & l'affection de peres , & que chaque homme en particulier doit réciproquement à tous les hommes unis la soumission & la tendresse de fils ? Si l'Etat & la Patrie imposent des obligations aux hommes , ils leur donnent en même tems des droits & des secours mille fois plus utiles que leurs devoirs ne leur sont onéreux. Dépendans les uns des autres par leur foiblesse & leurs besoins , opposés en même tems par leurs desirs & par leurs passions , que deviendroient-ils sans l'équilibre que l'Etat & la Patrie maintiennent perpétuellement entre leurs différens intérêts , en les soumettant constamment au bien général ? Et n'est-ce pas de cette harmonie établie entre tous les hommes en général , que résultent la conservation , la sûreté & la félicité de chaque homme en particulier ? Cependant on l'oublie sans cesse , ou plutôt on l'ignore presque toujours , & quelle peut en être la première cause ? Croiroit-on en trouver le germe dans la frivolité , cette apparence changeante & successive qui tient lieu de caractère à la plupart des hommes ? Elle gagne insensiblement de l'esprit au cœur ; on s'imagine trouver son compte à être frivole , on croit n'y perdre que l'usage souvent pénible & embarrassant de

penfer & de réfléchir, on y perd par fucceffion de tems jufqu'à l'ufage agréable de fentir. La réflexion eft à l'ame par rapport au fentiment, ce que le travail eft au corps par rapport au plaisir : un paffage auffi néceffaire qu'utile, un contraste piquant, une préparation au fentiment qui en donne le délir & la faculté ; à force de fuir l'occupation pour ne chercher que l'amufement, l'homme frivole devient bien-tôt incapable de s'intérefser. Sa vanité lui fait de fa légereté même un principe de conduite pour lui, & un motif de censure pour les autres ; ainfi l'ame inceffamment tirée hors d'elle-même par des futilités qui la partagent fans la fixer, ni la remplir, perd infenfiblement fon affiette, les objets les plus intéreffans ne fçavent où trouver, ni comment faifir ce Protée qui leur échappe fous mille formes frivoles, & qui n'ayant point de pife, a encore moins de tenue. Faut-il donc s'étonner que la rélation effentielle de la confervation de l'être & du bien-être, comme effet avec l'Etat & la Patrie, comme caufe, quelque fenfible qu'elle doive être, ne foit cependant ni fentie, ni apperçue par l'homme frivole ? Il ne fent pas même ce bien-être que l'Etat & la Patrie lui confervent ; c'eft un bienfait trop commun & trop général pour ne pas trouver beaucoup d'indifférens, & encore plus d'ingrats. Plus la fanté eft inaltérable, moins on en fent le prix ; & la confiftance même de l'Etat, la fageffe du Gouvernement qui devroient augmenter la reconnoiffance des hommes à proportion de la

Lettre I.

II

certitude qu'elles leur donnent pour leur conservation & leur tranquillité , ne font qu'accroître leur indifférence , ou leur ingratitude pour un bien dont la possession leur paroît assurée. Ainsi , la frivolité est le principe de nos torts avec l'Etat par l'ignorance , où elle nous laisse sur ses bienfaits , ses droits & nos devoirs , & l'intérêt particulier trouvant l'esprit & le cœur vuides d'idées & de sentimens sur ces objets si intéressans , consume notre aveuglement par les ténèbres dont il nous environne , & souvent notre prévarication par les forfaits qu'il nous suggere. Mais nos obligations n'en sont pas moins indispensables ; & après en avoir établi le principe , il faut voir comment on peut s'en acquitter.

Les secours nécessaires que la Patrie exige en sont les moyens , parce que c'est l'expression essentielle de nos devoirs & de nos sentimens. L'idée d'exemption de toutes Impositions est donc contradictoire avec la première notion d'*Etat* & de *Patrie* , avec les devoirs sacrés qu'elle impose , avec les premiers sentimens que tout Citoyen leur doit pour prix de la sûreté & du bonheur qu'ils lui procurent.

Le préjugé en général est une opinion prise , ou un jugement formé sans examen ou sans connoissance ; l'Auteur de l'*Esprit des Loix* , cet Ouvrage de génie & de sentiment si honorable à l'humanité , le définit dans sa Préface , non-seulement ce qui fait qu'on ignore certaines choses ; mais ce qui

fait qu'on s'ignore soi-même , & c'est-là le plus fort & le plus dangereux des préjugés , parce que c'est de cette double ignorance de soi-même , & des choses dont on veut juger , que naissent les plus grandes erreurs que le préjugé ou la précipitation dans les jugemens puissent enfanter. Suivant cette définition , y eut-il jamais de préjugé plus caractérisé que les franchises , *immunités* & *libertés* prétendues par le Clergé , dans toute l'étendue que des esprits prévenus ou mal instruits veulent leur donner. Ils prétendent & voudroient établir qu'il est exempt de toutes impositions , & que s'il contribue aux Charges de l'Etat qui en sont le principe & l'objet , ce n'est que *volontairement* , *gratuitement* , & à titre de *pure libéralité*. Prouvons , Monsieur , que l'Etat a un droit inaliénable & imprescriptible sur les biens Ecclésiastiques , comme sur ceux des autres Sujets , pour les faire contribuer à ses charges & à ses besoins par la forme des impositions ; que les Ecclésiastiques sont tenus comme les autres Sujets , à titre de devoir & d'obligation , de contribuer de leurs biens aux charges & besoins de l'Etat , & que tel a été le droit & l'usage de tous les tems. Démontrons enfin au Clergé que c'est ignorer les principes , l'Histoire & les faits , & s'ignorer soi-même , que d'ignorer ou de ne pas reconnoître la vérité incontestable de l'une & de l'autre proposition.

La réunion des forces particulières forme ce qu'on appelle l'Etat politique , dit *Gra-*

vina. Voilà son essence, d'après laquelle il existe, & sans laquelle il ne pourroit exister. L'Etat politique a donc droit par son essence d'exiger de tous les Membres qui le composent, la réunion des forces qui le constituent ; & si l'Etat n'avoit pas ce droit sur quelques-uns d'eux, ou que quelques Particuliers fussent dispensés de cette obligation, l'Etat & ces Particuliers n'auroient plus dès-lors, entre eux, les rapports qui leur sont essentiels. Mais cette réunion de forces particulières, qui forme l'Etat politique, n'est-elle dans son principe & dans son établissement qu'arbitraire, positive & de convention ? Non, sans doute, l'on n'en doit chercher, & l'on n'en peut trouver le véritable principe que dans la loi Naturelle, c'est-à-dire, dans l'essence même de l'homme & dans sa fin. Essentiellement capable de sentir & de connoître, & destiné à l'un & à l'autre par son Auteur, il éprouve d'abord quatre sentimens primitifs, qui sont son essence, & d'où naissent ses rapports avec les autres hommes : Le desir de conserver son être, le sentiment de sa faiblesse, celui de ses besoins, & le desir de s'unir à un autre être. Lorsque l'homme vient ensuite à exercer la faculté de connoître, ses connoissances & ses idées produisent en lui d'après ses sentimens, & d'accord avec eux, un desir de vivre en Société plus étendue & plus proportionnée à ses nouvelles connoissances. La Société est donc le résultat & la conséquence des premiers sentimens & des premières connoissances qu

font l'essence de l'homme. Elle lui est donc aussi essentielle que les premiers sentimens & les premieres connoissances dont elle est l'objet & la conséquence. La Société est de plus la premiere fin à laquelle l'homme est destiné, & le moyen de se rendre heureux ; elle est donc sa premiere loi naturelle. Or la réunion des forces particulieres est l'essence de la Société ou de l'Etat politique qui est la même chose, comme la Société est l'essence de l'homme ; ainsi la réunion des forces particulieres, loin de n'être que positive & de convention, est la loi naturelle de l'homme, & ne peut être regardée que comme le premier, le plus cher & le plus indispensable de tous les engagements.

Les forces particulieres sont ou personnelles, comme les soins ou les travaux Civils ou Militaires ; ou réelles, comme les revenus des fonds ou de l'industrie. L'Etat politique est formé de la réunion des unes & des autres, sur lesquelles il a un droit égal & essentiel. La sûreté des Etats, leurs nécessités & leurs charges toujours subsistantes, exigent que la réunion des forces réelles soit actuelle & permanente : cette réunion se fait par la voye des impositions ordinaires. Les charges & les besoins qui surviennent aux Etats, exigent souvent encore des impositions extraordinaires ; & comme elles ont le même principe, le même caractère & le même objet, elles n'obligent pas moins essentiellement que celles que les nécessités & les charges habituelles des Etats rendent toujours subsistantes.

Tous les hommes , essentiellement faits pour la société , ont depuis le commencement du monde rempli leur vocation par l'établissement des Etats politiques , & tous sont sujets à l'autorité qui les régit. Les Ecclésiastiques , Citoyens & Sujets de l'Etat par leur naissance , ne cessent pas de l'être par leur consécration ; & s'il pouvoit y avoir sur cela le moindre doute , il seroit bientôt levé par l'autorité de Jesus-Christ même , qui a dit qu'il n'étoit pas venu pour délier les Sujets de l'obéissance des Rois ; celle de St. Paul , qui assure que toute ame est sujette aux Puissances ; l'assujettissement de la Tribu de Levi à Saül , marqué dans l'Ecriture , & celui des Ecclésiastiques aux Juges ordinaires , en matiere civile & criminelle avec de certaines distinctions qu'ils ne tiennent que de la puissance séculière , comme je le ferai voir dans la suite.

La naissance établit donc entr'eux , ainsi qu'entre les autres hommes & l'Etat politique , les relations essentielles que leur profession ne détruit point , c'est-à-dire , l'obligation de leur part de contribuer aux charges & aux besoins de l'Etat politique , & le droit de la part de l'Etat politique d'exiger d'eux cette contribution ; & comment pourroient-ils s'y soustraire ? Loin que leur profession les en affranchisse , elle les y oblige au contraire à trois titres de plus que le reste des hommes ; comme Pasteurs ils doivent au monde l'exemple de la fidélité aux premiers & aux plus sacrés devoirs des hommes les

uns envers les autres ; comme reclus ou chargés d'un ministère qui les empêche de servir l'Etat de leurs personnes, ils cesseroient d'en être les membres & d'en remplir les devoirs, s'ils n'aidoient de leurs biens une société, dont ils font la partie la plus opulente & la moins utile * ; & ils le doivent enfin à titre de justice & de reconnaissance pour les biens dont la société les a enrichis à ses dépens, & la jouissance paisible de ces biens, & de tous les avantages communs qu'elle leur procure.

Il est de toute justice & de l'essence d'une société, que sans mise réelle ou industrielle on ne puisse avoir ni droit ni part à ses profits, & tous les hommes remplissent sur cela leurs obligations.

- Le Cultivateur met dans la société des travaux utiles & pénibles, souvent plus utiles à ses compatriotes qu'à lui-même ; L'Artisan & le Commerçant y mettent leurs peines & leur industrie ; l'Homme d'Etat ses soins & sa vigilance ; le Sçavant, l'Homme

* Seroit-il nécessaire d'avertir ici que l'on ne parle que politiquement ; & s'il est des Ecclésiastiques inutiles à l'Etat, ce ne sont que ceux qui sont inutiles à l'Eglise ? Qui ne sent pas combien la Religion & la Patrie sont servies utilement par ces respectables Ouvriers de la Vigne du Seigneur, qui après avoir enseigné aux Peuples à rendre à Dieu ce qui est à Dieu, leur enseignent par leurs instructions & par leur exemple, à rendre à César ce qui est à César ? Mais si leurs travaux Apostoliques font revivre & respecter en eux les premiers Disciples de Jésus-Christ, leur indigence & leur désintéressement ne nous les rappellent pas moins.

de Lettres & le Philosophe, leur application, leurs veilles, leur recherches & leurs réflexions; le Magistrat, l'étude des Loix, la discussion des affaires des Particuliers, la dispensation de la Justice; le Militaire enfin, ses fatigues, son sang & sa vie; après avoir aidé la société par la contribution personnelle de leurs travaux & de leurs soins, ils l'aident encore d'une portion de leurs biens, & la renouvellent sans cesse en lui fournissant des Sujets aussi utiles dans tous les genres. Quelle est au contraire la condition des Ecclésiastiques? „ Ils servoient autrefois „ l'Etat de leurs personnes à la guerre, ils „ contribuèrent même à le peupler dans les „ premiers siècles de l'Eglise, & leur saint „ ministère ne les dispensoit point du travail „ des mains & de la culture de la terre. „ Aujourd'hui dispensés d'enrichir, de gouverner, de maintenir, d'éclairer, de défendre & de perpétuer la société, ils ne „ sont de fait ou de droit obligés à aucune „ mise personnelle, quoiqu'ils soient plus „ que tous les autres hommes enrichis, „ gouvernés, maintenus, éclairés, défendus, perpétués par la société, & dans les „ tems qu'ils partagent dans une proportion „ plus forte que les autres tous les avantages qui en résultent; qu'ils profitent encore de la misère personnelle de tous les „ autres membres, ils l'appauvrissent incessamment de biens & de sujets qu'ils „ s'approprient sans profit pour elle & sans „ retour. „ Dans cette position, croiroit-

on que les Ecclésiastiques ne sont pas obligés de contribuer réellement de la plus petite portion de ces biens qu'ils n'ont acquis, dont ils ne jouissent & qu'ils ne conservent que par les bien-faits de tous les autres hommes, & à leurs dépens ? Voudroient-ils rejeter la totalité ou la plus forte partie de la contribution réelle sur les autres membres de l'Etat, qui contribuent déjà personnellement ? ou prétendroient-ils que s'ils contribuent réellement sans aucune proportion, même avec la contribution réelle des autres hommes, aux charges & aux besoins de la société, ce n'est que *volontairement, gratuitement, & à titre de don & de pure libéralité* ? N'est-ce pas détruire un pareil système que l'exposer ? Ne seroit-ce pas faire injure aux lumières & aux sentimens d'un Corps aussi respectable que le Clergé, que de lui imputer de pareilles inconséquences, & un tel excès d'injustice & d'ingratitude ?

J'ai établi jusqu'ici, Monsieur, les principes & les caractères du droit qu'a l'Etat & l'autorité qui le régit sur les biens des Ecclésiastiques, & réciproquement ceux de l'obligation imposée aux Ecclésiastiques de contribuer aux charges & aux besoins de l'Etat. Voyons à présent s'ils ont quelques titres pour anéantir ce droit & cette obligation. On ne sçauroit se soustraire à un droit commun & à une obligation générale, qu'à trois titres ; en vertu d'un droit particulier, en conséquence de quelque concession spéciale, ou par le fait seul de la possession. Il

paroît que les Ecclésiastiques veulent cumuler ces trois sortes de titres ; *les immunités, libertés, exemptions & franchises* qu'ils réclament , les supposent tous. Elles peuvent être ou personnelles, c'est-à-dire, attachées à la profession , ou réelles & attachées aux biens. Avant de discuter l'existence & la qualité de ces *exemptions, franchises, libertés & immunités* prétendues par le Clergé de France, examinons , Monsieur, leur possibilité , l'application, la force & l'effet qu'elles peuvent avoir relativement au droit & à l'obligation dont il s'agit

Il est incontestable qu'aucun droit , quel qu'il soit , humain ou divin , ne sçauroit déroger au droit naturel , ni dispenser des obligations qu'il impose. Car le droit naturel des Etres , n'étant autre chose que leur essence , déroger au droit naturel ou en dispenser , feroit changer l'essence des Etres , ce qui est impossible à celui-même qui les a créé tels, parce qu'il l'a voulu. Or suivant ce qui a été prouvé ci-dessus, le droit naturel des hommes est de vivre en société, parce qu'il est de l'essence des hommes de s'unir les uns aux autres ; il est de l'essence de la société ou de l'Etat politique, qui est la même chose, d'avoir droit à la réunion des forces particulières , personnelles ou réelles des hommes qui la composent , & de les obliger de contribuer personnellement ou réellement aux charges qu'elle entraîne ; il ne sçauroit donc y avoir aucun droit humain ou même divin qui exempte les hommes de la contribution person-

nelle ou réelle, aux charges de la société qui est leur essence, lorsque l'essence de la société exige des hommes l'une ou l'autre contribution : les Ecclésiastiques ne sçauroient donc tenir d'aucun droit humain ou divin l'exemption personnelle, c'est-à-dire, attachée à leur profession ; de réunir leurs forces particulières à la société, puisque leur consécration ne leur ôte pas les caractères ineffaçables d'hommes, de membres de l'Etat & de Sujets qu'ils ont contractés par leur naissance. D'un autre côté ; les biens des Ecclésiastiques, avant que la société s'en fût dépouillée pour les enrichir à titre purement gratuit, étoient dans l'Etat, & faisoient une partie considérable des forces réelles à la réunion desquelles il a essentiellement droit. Ont-ils pu changer de nature en passant dans les mains Ecclésiastiques, par les prodigalités excessives d'une piété, souvent séduite & mal entendue ? Ont-ils pu être affranchis d'une obligation aussi légitime qu'essentielle ? Cet affranchissement, s'il étoit porté par les donations, seroit destructif du droit naturel & de l'essence, il ne sauroit donc exister ; & il faut conclure qu'il est aussi impossible qu'injuste, que les Ecclésiastiques puissent pour leurs personnes ou leurs biens, avoir de droit humain ou même divin une exemption de contribuer aux charges & aux besoins de l'Etat. Je prouverai dans ma seconde Lettre, lorsque j'entrerai dans le détail des faits, que l'exemption des Léuites de l'ancienne Loi, qui étoit de droit divin,

ainsi que leur droit sur les dixmes , ne fut fondée que sur une exclusion totale de la possession de tous les autres biens , hors les dixmes auxquelles ils furent réduits pour leur subsistance , & que par conséquent il n'y a aucune parité entr'eux & les Ministres de la Loi nouvelle. Aussi la proposition d'une exemption de droit divin , n'a été hasardée sans raison & sans preuve , que dans des siècles ténébreux de l'ignorance & de l'imbécilité desquels les Ecclésiastiques ont sçu tirer un si grand parti pour s'enrichir aux dépens de la société. Malgré la puissance & le crédit du Clergé , l'affoiblissement de l'autorité Royale , la discorde des Grands , l'ignorance & la superstition des peuples , cette opinion ne put faire fortune à la fin du neuvième siècle ; ne seroit-ce pas méconnoître & outrager autant le nôtre , de la refuter sérieusement , que de l'avancer avec confiance ? Mais si le Clergé ne peut par son état & sa profession avoir de droit divin l'exemption des charges publiques , il ne peut pas plus la tenir du droit positif. La Loi naturelle , qui n'est autre chose que les rapports essentiels des hommes , les uns aux autres , est écrite dans leurs cœurs par la main même de l'Etre dont ils tiennent l'existence. C'est-là que tous les hommes liroient en elle leurs droits & leurs obligations , s'ils n'étoient pas aveuglés par leurs passions , leur intérêt personnel mal entendu , & leurs préjugés. Il a donc fallu les éclairer sur la loi naturelle , les y rappeler , la leur faire

respecter & observer. C'est dans ce point de vûe que la Sagesse a dicté les loix politiques & civiles d'après la loi naturelle , d'après les devoirs des hommes & leurs véritables intérêts , tandis que l'autorité leur a donné l'autenticité. Les Législateurs & les Souverains ne sont donc que les Interprètes & les Commentateurs de la loi naturelle , qui a son principe dans l'essence même des hommes ; ils ne peuvent ni l'abroger ni en affranchir à perpétuité , parce que le droit qui en résulte est inaliénable & imprescriptible comme la loi naturelle ; si le Souverain peut en dispenser , ou y renoncer pour un tems , il ne le peut ni pour toujours ni pour son successeur , parce qu'il n'en a que l'usage & l'exercice , & son successeur ou lui-même peuvent y rentrer quand la justice ou les besoins de la société l'exigent ; mais si ce droit est inaltérable par la raison qu'il est essentiel aux hommes & appartenant en commun à la société , nulle possession ne peut le détruire quelqu'ancienne qu'elle puisse être.

Concluons donc que les Ecclésiastiques ne peuvent être exempts de droit de contribuer de leurs biens aux besoins de l'Etat ; parce que ce droit , quel qu'il fût , seroit contraire au droit naturel. L'Etat des Ecclésiastiques & le caractère sacré dont ils sont revêtus , ne peuvent pas les dispenser de cette obligation envers la société , ni de l'obéissance qu'ils doivent à l'autorité qui la régit , parce qu'ils ne cessent pas par leur

consécration d'être membres & sujets de l'Etat, suivant cette parole de Jesus - Christ même : *Rendez à Cesar ce qui est à Cesar ;* & cette autre de Saint Paul : *Obéissez à vos Supérieurs même Payens & Publicains.*

Les Souverains ne peuvent, suivant le principe établi au commencement de cette Lettre, dispenser leur sujets Ecclésiastiques, au préjudice des autres, de l'obligation de contribuer dans la même proportion qu'eux aux charges communes, parce que ces concessions seroient contraires à la Justice distributive que le Prince doit à tous les Membres de la Société, & que chacun d'eux a droit de réclamer. Si elles avoient été faites, elles seroient toujours révocables, parce que le droit de la Société est inaliénable, & la possession la plus ancienne ne pourroit en empêcher la révocation, parce que ce droit est imprescriptible en même-tems qu'il est inaliénable. C'en est assez pour prouver, quant au fonds du droit, que le Clergé n'a ni ne peut avoir ni exemption totale, perpétuelle & irrévocable de contribuer aux charges communes de l'Etat, ni immunités qui le dispensent de contribuer dans la même proportion que les autres Cytoyens. Mais il peut avoir des privilèges qui le distinguent d'eux, des concessions & des usages qui établissent ces privilèges. Il est même certain qu'il en a, & il n'est pas le seul qui en ait de légitimes. Les Nobles & les Magistrats, les Commensaux, differens Corps & différentes Provinces du Royaume ont pareillement des privilèges ;

les uns, par leur naissance ou leur dignité ; les autres par des traités d'autres par acquisitions, & d'autres enfin par concession. Tous en jouissent sur la foi publique, & tous méritent l'attention & la protection du Souverain, qui a adopté, reconnu, donné ou confirmé ces différentes prérogatives. Je dis plus, elles doivent être conservées précieusement tant qu'il n'y a ni prévarication, ni abus de la part de ceux qui les possèdent ; & l'abus seul, s'il étoit sans prévarication, ne seroit qu'une raison pour les réduire à leur juste valeur, non pour les proscrire. Il n'est question que d'en connoître, & d'en fixer le titre, l'objet & les bornes. C'est ce que je tâcherai de faire par rapport au Clergé dans ma seconde Lettre ; je le ferai avec le même détail que dans celle-ci où je me suis étendu sur des choses qui n'auroient peut-être eu besoin que de la simple exposition ; & sans vous arrêter aux trois premiers époques de cette seconde Lettre uniquement remplies de faits également constans & inutiles pour les gens instruits ou impartiaux, vous pouvez passer tout d'un coup à la quatrième époque. Mais vous me demandez des preuves pour toutes sortes de personnes dans un pays que vous dites plein de préjugés, peu instruit, & craignant peut-être de l'être. Il faut tout dire, & tout prouver dans ces sortes de cas, parce qu'on impute le laconisme à défaut de moyens ou de raisons ; & j'ai vû plus d'une fois les mêmes gens sur cette même matière contester d'abord les propositions les plus évidentes, s'offenser

s'offenser ensuite qu'on les eût crû assez ignorans pour vouloir les leurs prouver, & finir après la preuve faite, par rester dans leur opinion, malgré l'intérêt personnel qu'ils ont à la voir détruire. Est-ce prévention, paresse d'esprit, habitude, séduction ou simple penchant à la contradiction? Loin de se prévaloir de ces préjugés populaires, le haut Clergé, fait pour porter la lumière dans les esprits foibles, saisira sans doute cette occasion pour les détromper, en fermant la bouche à ceux qui osent l'accuser de vouloir rejeter la plus forte partie des charges publiques sur ses freres & les compatriotes; & en sacrifiant des prétentions si contraires aux droits du Prince & des Sujets, il achevera de mériter par cet esprit de soumission, de justice & de désintéressement, les sentimens d'estime, de respect & de confiance qui lui sont déjà dûs à tant de titres.

Je suis, &c.

P. S. Vous avez lû sans doute, Monsieur, le *Traité des Droits du Roi touchant l'Administration de l'Eglise*, par M. Tloan, & l'*Histoire du Droit Public Ecclésiastique de France*. Consultez encore ces deux excellens Ouvrages, vous y trouverez partout, mais principalement dans le premier, *Seconde Partie, Dissertation cinquième*; & dans le second, *Tome premier, Chapitre des Preuves des Droits du Roi touchant les Personnes & les affaires Ecclésiastiques*; les principes du Droit de la Parrie sur les biens d'Eglise, & de l'obligation des Ecclésiastiques envers elle, que je viens d'établir dans ma Lettre.

L E T T R E I I.

MONSIEUR,

J' A I traité dans ma premiere Lettre la question de droit concernant les Exemptions prétendues par le Clergé par rapport aux impositions , & je crois avoir démontré qu'il n'a , ni ne peut avoir par état , de droit divin , humain ou positif aucune exemption de contribuer aux charges de la Patrie comme les autres Sujets , & dans la même proportion qu'eux , mais seulement une possession & des concessions , qui forment ses privilèges. Je vais donc dans cette Lettre traiter la question de fait , & j'examinerai 1°. Ce qui s'est pratiqué , sur-tout en France , depuis l'établissement du Christianisme par rapport aux Ecclésiastiques , concernant les impôts. 2°. Les privilèges qu'ils ont acquis en différens tems à ce sujet. 3°. En quoi consistent ces privilèges , quelles en doivent être les bornes & l'étendue. Je commence par vous prévenir que toutes les autorités , & tous les faits seront tirés des monumens les plus authentiques de l'Histoire ancienne & moderne , & sur-tout de l'Histoire Ecclésiastique de M. Fleury , de celle de Mezeray , du Livre des Libertés de l'Eglise Gallicane , & des Mémoires du Clergé. Les concessions de nos Rois en faveur du

Clergé de France, supposent, suivant lui, la possession antérieure qu'elles reconnoissent & qu'elles confirment. L'ordre de la matiere & des dattes exige donc que l'on commence par examiner les caractères de cette possession.

Si la conduite des hommes étoit l'expression fidèle & constante de leurs devoirs ; si la Loi naturelle qui en est le principe , étoit toujours la règle de toutes leurs actions , ce qu'on appelle coutume & usage , seroit en soi-même aussi respectable que respecté. Et quelle loi plus juste en effet & plus puissante tout ensemble , que l'habitude immémoriale , universelle & uniforme de la raison & de la justice ? Mais s'il est des usages de cette espèce , combien doit-il s'en trouver , & s'en trouve-t-il en effet qui n'ont pour principe & pour origine que l'oubli & souvent l'infraction de la loi naturelle. Les fastes du monde ne le prouvent que trop , & les loix renouvelées sans cesse & multipliées sans fruit , pour rappeler les hommes à leurs premiers devoirs , achevent de le démontrer. Après tant de motifs & de raisons de se défier de ce qu'on appelle coutume & usage , cet objet si ordinaire & si peu légitime de la superstition politique , par quelles règles & sur quels principes faudra-t-il le discuter , pour l'adopter & le consacrer , ou le réprouver & les proscrire ? Les actions des hommes ne peuvent & ne doivent être jugées que sur leurs rapports avec ce qui en doit être le principe

& la règle. Tout usage quelque ancien qu'il soit, dès qu'il sera démontré n'être que l'infraction de la loi de nature, ne peut & ne doit donc passer que pour un abus. Ainsi quand l'exemption de fait & de possession que les Ecclésiastiques pourroient avoir de contribuer de leurs biens aux charges de l'Etat, seroit immémoriale, ne seroit-on pas en droit, & ne suffiroit-il pas de la combattre par ces paroles de Saint Cyprien :

„ *C'est en vain*, dit-il, *que ceux dont la rai-*
 „ *son & la justice prescrivent les privilèges*,
 „ *ne répondent à l'une & à l'autre que par*
 „ *leur possession*, comme si la coutume &
 „ l'usage pouvoient avoir jamais plus de
 „ force que la vérité, & devoient préva-
 „ loir sur elle.

Examinons néanmoins l'origine, les progrès, les caractères & l'effet de la possession réclamée par le Clergé de France. Cet examen exige un détail historique que la matière rend indispensable. L'étude du passé mène à la connoissance du présent, & souvent même à la science de l'avenir, parce que les hommes comme les modes ne varient que dans les formes, sans changer d'objet & de principe. Le but de l'Histoire est de les montrer dans tous les points de vûe, & dans les positions différentes, où le contraste & le jeu de leurs idées & de leurs sentimens, de leurs opinions & de leurs passions les placent successivement. C'est un tableau toujours le même & toujours changeant des hommes, qui comme Acteurs ou Specta-

teurs, ont paru sur le Théâtre (du monde dans les scènes qu'ils y ont jouées ou vu représenter. Les caractères ou les passions des uns, & les impressions des autres, sont l'ame de ce tableau ; & comme les affaires de l'Eglise & des Ecclésiastiques sont nécessairement liées à celles de la société par leur relation naturelle, & par les motifs, les intérêts & les sentimens des hommes qui s'en sont mêlés, je ne puis en retracer l'histoire à vos yeux, sans y joindre au moins en partie celle de tous les siècles, de tous les états, de tous les hommes & de toutes les passions. Je suis même d'autant plus obligé de traiter cet objet dans toute son étendue, que le Clergé qui fait remonter ses Exemptions aux premiers siècles du monde & de l'Eglise, a formellement avancé dans ses remontrances au Roi, qu'il en jouissoit depuis Clovis. Je vais donc essayer de vous présenter, 1°. Le Clergé en général dans sa position à l'égard de l'Empire Romain, tant que le monde entier fut réuni sous sa domination. 2°. Le Clergé de France dans ses positions différentes & successives à l'égard de l'Etat depuis l'établissement de la Monarchie Française jusqu'à nos jours.

La loi nouvelle ayant succédé à l'ancienne, qui n'en étoit que l'ombre & la figure, il faut en conséquence du rapport qui se trouve entre les Prêtres de l'une & de l'autre, & des inductions que le Clergé en tire, examiner quelle étoit la condition

des Juifs relativement à leur Etat , tant qu'il a subsisté , & à l'Empire Romain , lorsqu'il les eut subjugués.

La consecration de la Tribu de Lévi au ministère des Autels , y rendit le Sacerdoce héréditaire. Josué par l'ordre & l'inspiration de Dieu exclut les Lévites du partage des terres , & leur attribua pour leur subsistance les Dixmes des fonds qu'il distribua aux autres Tribus. Réduits par cette Loi à une simple aumône , n'ayant & ne pouvant avoir aucune part dans les biens de l'Etat , il n'étoit ni possible ni juste qu'ils contribuassent réellement à ses charges & à ses besoins : tel est le fondement d'une exemption établie de droit Divin en faveur des Lévites , & le prétexte qu'on a voulu donner aux prétentions du Clergé , pour reclamer une pareille exemption pour ses biens fonds , & un droit aussi légitime sur les Dixmes. Mais il faudroit pour qu'il y eût parité entre les Ecclésiastiques & les Lévites , qu'ils n'eussent pas plus de part qu'eux aux biens temporels ; que le Législateur de la Loi nouvelle en les en excluant leur eût attribué la Dixme de tous les biens pour les dédommager de cette privation ; & que l'on ne sçût pas que les Dixmes qu'ils possèdent leur ont été données , ainsi que les biens fonds , par ceux qui en étoient les vrais propriétaires ; que les biens des Ordres de Cluny , Cîteaux & Malthe ont été exemptés par les Papes de payer la Dixme , ce qui ne se pourroit si elle étoit de droit Divin ; que c'est par une Ordon-

nance récente que les Curés sont autorisés à percevoir en vertu de leur clocher la Dixme de toutes les terres qui ne la payent à personne ; qu'enfin une partie de ces Dixmes appartient à des Bénéficiers Ecclésiastiques , qui n'ont pas charge d'ames , & une autre à des Seigneurs Laïcs , à qui elles sont inféodées. Comme tous ces faits sont certains , je ne m'y arrêterai pas davantage.

Différentes révolutions avoient déjà confondu la Tribu sainte avec les autres , lorsque les Romains subjuguèrent les Juifs , & imposèrent des taxes sur leurs terres & sur leurs personnes. Ils étoient dès-lors partagés en trois Sectes ; les Pharisiens , les Esseniens & les Sadducéens. Les Pharisiens , suivant le rapport de S. Clement d'Alexandrie , de S. Chrysostome , de Théodoret & de S. Augustin , refusoient de payer les Tributs à l'Empereur ; ils s'en prétendoient exempts , ainsi que de toute obéissance civile. Voici comme parle d'eux Joseph, Historien , Juif & contemporain. “ Il y a une
 „ Secte de gens , dit-il , qui veulent qu'on
 „ les croie plus instruits que les autres des
 „ Loix & des usages de la Religion , du
 „ Gouvernement & de la Patrie. Ils se vantent d'en être les rigides observateurs.
 „ On les nomme Pharisiens ; ils sont artificieux , arrogans , & si entreprenans ,
 „ qu'ils ne craignent pas même quelquefois
 „ de s'élever contre les Rois , & de les attaquer ouvertement. Pleins de préjugés ,

Hist. des
 Juifs par Joseph , liv. 17^e
 ch. 3.

Ibid. liv.
18. ch. 2.

„ d'orgueil , d'artifice & d'esprit d'indé-
 „ pendance & de révolte , ils s'opposoient à
 „ l'autorité , ils offensoient la Majesté sou-
 „ veraine , & par toutes sortes d'intrigues
 „ & de cabales ils excitoient le peuple à la
 „ rébellion. Avec ce caractère & ces dis-
 „ positions ils refuserent au Roi , à l'Em-
 „ pereur & à l'Etat le serment de fidélité
 „ que toute la Nation leur avoit prêté. *Au-*
 „ *guste* , dit ailleurs Joseph , avoit établi
 „ Cirénus , homme d'un mérite rare , Gou-
 „ verneur de Syrie & de Judée , avec ordre
 „ d'y faire le *dénombrement de tous les biens*
 „ *des particuliers*. Les Juifs voyoient d'a-
 „ bord avec peine ce *dénombrement*. Joazar ,
 „ Grand Sacrificateur , leur persuada de n'y
 „ pas résister. Mais Judas & un Pharisien
 „ nommé Sadoc , sollicitèrent les peuples
 „ à se soulever , disant que ce *dénombre-*
 „ *ment n'étoit autre chose qu'une manifeste*
 „ *déclaration, qu'on vouloit les réduire en ser-*
 „ *vitude*. Pour les exhorter à maintenir
 „ leur liberté , ils leur représenterent que si
 „ le succès de leur entreprise étoit heureux ,
 „ ils ne jouiroient pas avec moins de gloire
 „ que de repos de tous leurs biens ; mais
 „ qu'ils ne devoient pas espérer que Dieu
 „ leur fût favorable , s'ils ne faisoient pas
 „ de leur côté tout ce qui seroit en leur
 „ pouvoir. Le peuple fut si touché de ce
 „ discours , qu'il se porta aussi - tôt à la ré-
 „ volte. Ce ne fut plus par tout que meur-
 „ tres & brigandages. On pilloit & on tuoit
 „ indifféremment amis & ennemis par le

„ désir de s'enrichir , & sous prétexte de dé-
„ fendre la liberté publique. La rage de ces
„ séditieux passa jusqu'à cet excès de fureur ,
„ qu'une famine qu'elle occasionna ne put
„ les empêcher de forcer les Villes & de les
„ inonder du sang de leurs concitoyens. Judas
„ & Sadoc ne troublèrent & ne désolèrent
„ pas seulement toute la Judée, mais ils jette-
„ rent encore les sémences de tous les maux
„ dont elle fut affligée depuis , & de sa des-
„ truction totale. “ Le même Historien ob-
„ serve encore que les Prêtres des Juifs , &
„ sur-tout les Princes des Prêtres, étoient pres-
„ que tous de la Secte des Pharisiens. Elle
„ subsistoit encore du tems de J. C. Voici ce
„ que nous lisons à son sujet dans l'Evangile
„ de Saint Mathieu , & dans celui de Saint
„ Marc. “ Les Pharisiens , disent ces deux
„ Evangelistes , firent dessein entr'eux de
„ surprendre Jesus dans ses paroles. Ils lui
„ envoyèrent donc leurs Disciples avec les
„ Hérodiens, (c'étoit les Officiers publics
„ préposés pour la levée des impôts) lui
„ dire : Maître, nous sçavons que vous êtes
„ véritable , & que vous enseignez la voye
„ de Dieu , sans avoir égard à qui que ce
„ soit , parce que vous ne considérez point
„ la personne dans les hommes ; dites-nous
„ donc votre avis sur ceci. *Est-il libre &
„ permis de payer ou non le tribut à Cesar.* “
„ Ils faisoient ainsi un cas de conscience du
„ paiement de ce tribut qui étoit un cens, une
„ espèce de capitation : “ Mais Jesus connois-
„ sant leur malice, leur dit : Hypocrites ,

„ pourquoi me tentez-vous ? Montrez-moi
„ la pièce d'argent qu'on donne pour le
„ cens ; & eux lui ayant présenté un de-
„ nier , Jesus leur dit ; de qui est cette ima-
„ ge & cette inscription ? de César , lui
„ dirent-ils : alors Jesus leur répondit , ren-
„ dez donc à César ce qui est à César , & à
„ Dieu ce qui est à Dieu. “ Saint Mathieu
rapporte encore que ceux qui recevoient le
tribut de deux drachmes étant venus trou-
ver Saint Pierre , & lui ayant demandé si
son Maître ne payoit pas ce tribut , il leur
répondit qu'il le payoit. l'Evangeliste ajoute
que Jesus-Christ dit à Saint Pierre de jeter
la ligne dans la mer , & qu'il trouveroit
dans le premier poisson qu'il prendroit une
pièce d'argent de quatre drachmes , dont il
se serviroit à payer les cens pour eux deux.
*Cette doctrine de Jesus-Christ sur le payement
des tributs , confirmée par son exemple &
par un miracle , fut suivie & prêchée par les
Apôtres Saint Paul , dans l'Epître aux Ro-
mains , établit l'autorité des Princes & l'o-
béissance qui leur est dûe , en réglant les
devoirs des chrétiens à l'égard des Princes
payens : il ordonna aux Fidèles de leur être
soumis , non-seulement par la crainte , mais
par le devoir de leur conscience , & de rendre
à tous ce qui leur est dû , le tribut à qui ils
doivent le tribut , les impôts à qui ils doivent
les impôts* Différence qui établit celle des
charges réelles & personnelles , & l'obli-
gation de contribuer aux unes & aux au-
tres.

L'usage de payer les tributs est attesté comme constant dans la seconde apologie que S. Justin adressa à Marc-Aurele au milieu du second siècle. “ *Nous payons*, dit ce défenseur de la Religion qu’il scella de son sang, *les tributs & les impositions* à ceux que vous avez préposés pour les lever, *& nous y sommes plus exacts que qui que ce soit*, en conséquence de l’ordre & de l’exemple de celui qui nous a dit, *rendez à César ce qui appartient à César.* ” Vers la fin du même siècle, S. Irenée, Evêque de Lyon, expliquant l’Epître aux Romains sur l’obéissance due aux Princes : “ C’est ce que J. C. lui-même a confirmé, dit-il, par son exemple lorsqu’il ordonna de payer le tribut à César pour lui & pour S. Pierre. ” Origène qui vécut jusqu’à l’année 253. dit dans son Commentaire sur cette même Epître : “ Les Princes exigent les tributs du droit de nos terres & de notre commerce : J. C. n’en a-t-il pas payé lui-même ? Combien n’est-il pas plus juste & plus raisonnable que nous y soyons assujettis ? ” S. Augustin dans deux de ses traités dit positivement : “ Otez le droit des Princes temporels, qui osera dire, cette maison, ce fond, cet esclave est à moi ? Prenez donc garde de ne point dire, qu’ai-je de commun avec les Rois, car c’est par le droit des Rois que vous tenez vos possessions. Ainsi jusqu’à la fin du troisième siècle, la Religion Chrétienne, toujours persécutée par les Empereurs payens, n’avoit pas procuré à ses disciples ni à ses Ministres,

Justin orat.
ad Anthon.
apol. 2.

Iren. lib. 5.
cap. 20.

Orig. lib. 9.
in Rom. 13.

Aug. tract. 6.
ad capit. 1.
Joan. & apud
Græc. n. cap.
jux. dist. 3.

une exemption de tributs que les uns & les autres étoient bien éloignés de prétendre. Les Evêques & les Prêtres encore pénétrés *des préceptes de J. Chr. & des Apôtres*, en consacroient la tradition dans leurs écrits, l'expression dans leurs mœurs, l'observation & l'exemple dans leur conduite ; ils se vantoient enfin d'être aussi fidèles aux contributions qu'ils s'y reconnoissoient sujets.

La conversion de Constantin au quatrième siècle, donna la paix à l'Eglise, & la faveur de cet Empereur aux Evêques & aux Ecclésiastiques ; il les enrichit, les respecta, les honora & leur accorda de grands privilèges. Il exempta leurs personnes des corvées publiques, & permit aux Parties de porter les affaires civiles au Tribunal des Evêques, donnant à leurs Sentences la même autorité qu'à celles émanées de lui, & ordonnant à ses Officiers & aux Magistrats de les faire exécuter ; mais on ne trouve cependant pas que ce Prince par aucune loi, ait exempté les biens Ecclésiastiques des impositions. Le calme que Constantin avoit procuré à l'Eglise, s'étoit à peine maintenu sous sa protection jusqu'à sa mort arrivée en 337. l'hérésie d'Arius, qui dès 321. avoit commencé de la troubler, enleva aux Ministres de la Religion la protection de Constantius, l'apostasie de Julien son successeur renouvella les persécutions. Jovien ne regna pas assez long-tems après lui, pour réparer les maux qu'il avoit faits à l'Eglise. Valens qui lui succéda, favorisa les Ariens au préjudice & aux dépens des Catho-

liques. En 373. S. Gregoire prononça un discours devant Julien préposé pour régler à Nazianze l'imposition des tributs ; il lui recommanda les Pauvres , le Clergé & les Moines. " Aucun lieu , dit-il , ne les attache ici - bas , ils possèdent à peine leurs corps , ils n'ont rien pour César , tout est pour Dieu , les hymnes , les prières , les veilles , les larmes , leurs biens sont hors d'atteinte. ,, S. Basile dans le même tems prioit aussi un Officier de l'Empereur d'exempter les Moines des charges publiques, *comme n'ayant plus ni leurs biens qu'ils ont donnés aux Pauvres , ni leurs corps qu'ils consomment par la pénitence.* On voit par-là que les Clercs & les Moines avoient cessé sous ce regne d'être exempts des charges publiques. En effet nous avons une loi de Valens adressée en 370. à Modeste Préfet du Prétoire , par laquelle il soumet aux charges des Villes les Clercs qui y étoient sujets par leur naissance , & du nombre de ceux que l'on nommoit *Curiales* , à moins qu'ils n'eussent été dix ans dans le Clergé. Par une autre loi que l'on croit du même tems , Valens avoit ordonné la même chose pour les Moines ; mais après la mort de Valentinien son frere , devenu plus libre de persécuter la Doctrine Catholique , & sçachant que les Moines en étoient un des plus puissans appuis , il ordonna en 376. qu'ils fussent contraints à porter les armes. Quelle étoit cependant la doctrine de S. Ambroise , élu l'année précédente Evêque de Milan , sur l'obligation de payer

Hist. Eccles.
lib. 16. nomb.

52.
Greg. Naz.
epist. 169.

Hist. Eccles.
Ibid.

Bas. epist. 304.

Hist. Eccles.
Ibid.

Leg. 9. cod.
Theod. de
episc.

L. 63. cod.
Theod. de
decut.

Hist. Eccles.
liv. 17 nomb.
xxiv.

Bas. epist. 200.

Amb. lib. 4.
in Luc. cap. 5.

Idem. lib. 10.
cap. 20.

Idem. orat.
cont. Aux.
lib. 5. epist.
32.

Hist. Ecclef.
liv. 18. nom.
xv.

Amb. epist. 51.

les impôts? " Si J. C. a payé le tribut, disoit-
,, il dans son Livre sur S. Luc, qui êtes-
,, vous, pour croire en être exempts? si vous
,, ne voulez pas être sujets de César, ajou-
,, toit-il ailleurs dans le même ouvrage, re-
,, noncez donc à la possession des biens du
,, monde; mais si vous en possédez & en
,, jouissez, vous êtes par-là sujets de César.
,, Si l'Empereur demande un tribut, disoit-
,, il encore dans un Sermon contre Auxence
,, en 386. nous ne le lui refusons pas; *les ter-
,, res de l'Eglise payent tribut nous rendons à*
,, *César ce qui est à César*, & à Dieu ce qui
,, est à Dieu; *le tribut est à César.* ,, S. Am-
broise ignoroit-il néanmoins les droits de
l'Episcopat, ou manquoit-il de fermeté
pour les soutenir? En 388. il fit sortir
Théodose du Sanctuaire destiné aux seuls
Ministres de l'Autel. Cet Empereur ré-
pondit à l'Evêque Nectaire, qui lui de-
mandoit pourquoi il n'y étoit pas demeu-
ré, " A peine ai-je pû trouver quelqu'un qui
,, m'enseignât la vérité, je ne connois qu'Am-
,, broise qui porte à juste titre le nom d'Evê-
,, que. ,, Ce Prélat aussi instruit que zélé,
écrivit encore en 399. à Théodose avec force
& autorité au sujet du massacre de Thessalo-
nique; il l'excommunia, lui refusa l'entrée
de l'Eglise de Milan, lui imposa la pénitence
publique, mais ne cessa pas néanmoins de lui
demeurer aussi soumis que fidèle. En 404. S.
Innocent Pape mandoit à S. Victrice, Evê-
que de Rouen, par une *décrétale en réponse*
aux questions que cet Evêque lui avoit faites

Lettre II.

39

sur les règles pratiquées par l'Eglise Romaine
 au sujet de divers points de discipline : “ Si
 „ l'Empereur nous demande le tribut , nous
 „ ne le lui refusons pas : „ *les terres de l'Eglise*
se payent le tribut. Honorius , successeur de
 Théodose , par une Loi de l'année 407. adres-
 sée à Porphyre Proconsul d'Afrique , confir-
 ma les privilèges que les Loix précédentes
 portoient en faveur des Eglises & des Clercs.
 Par une autre loi du 25. Mai 412. ce Prince
 défendit que les terres des Eglises fussent su-
 jettes aux charges extraordinaires , en ordon-
 nant cependant qu'elles continuassent de
 payer la *contribution ordinaire.* Valentinien
 III. qui lui succéda , donna l'an 415. une loi
 adressée à Bassus , pour rétablir les privilèges
 de toutes les Eglises , que le Tyran Jean leur
 avoit ôtées , principalement le droit des
 Clercs , de n'être point poursuivis devant les
 Magistrats séculiers , mais jugés par les Evê-
 ques. Les loix des Empereurs en faveur de
 l'Eglise & du Clergé , successivement abro-
 gées & rétablies depuis Constantin jusqu'à
 Justinien , furent enfin rassemblées , rédigées ,
 fixées & publiées par ce Prince en 534. sous
 le titre de Nouvelles. Par la trente-septième
 il permet aux Evêques d'Afrique de rentrer
 dans les biens dont les Ariens les avoient dé-
 pouillés ; mais , à condition de payer les *char-*
ges ordinaires. Il y avoit plusieurs boutiques
 à Constantinople , dont les loyers étoient
 destinés pour les frais des Sépultures. Justinien
 n'exempte des tributs qu'une partie de ces
 boutiques , de peur , dit-il , que s'il les exemp-

Dec. Grat.
 P. 2. cauf. xi.
 Quæst. 1. cap.
 xxvii.

Loix Eccles.
 par d Heri-
 court 3. parte
 chap. 5.

Ibid. toit toutes des charges ordinaires, cette
Ibid. exemption ne devînt préjudiciable au public.

Justinien distinguant ailleurs, suivant le Decret d'Honorius de l'année 412. les impositions ordinaires des extraordinaires, dispense les Eglises des secondes, en les assujettissant aux premières. Enfin les fonds même de l'Eglise de Rome étoient encore tenus de la contribution aux charges de l'Etat, comme au tems du Pape Saint Innocent. Saint Gregoire en 591. & 593. recommandoit aux défenseurs

Greg. lib. de Sicile de faire cultiver avec soin les terres
 1. epist. 42. de ce pays qui appartenoient au Saint Siège,
 lib. 12. ep. 50. „ afin, disoit-il dans ses Lettres, que l'on pût
 „ payer plus facilement les impositions dont
 „ elles étoient chargées. Les Légats que le
 Pape Agathon avoit envoyé à Constantinople, au sixième Concile œcumenique, en revinrent à Rome en 682. au mois de Juillet. Ils rapportèrent des Lettres de l'Empereur Constantin Pogonat, portant remise pour

Ep. Leon. t. cette année en faveur de l'Eglise Romaine des
 6. Conc. pag. contributions de bled que fournissoient ses pa-
 1113. Anast. trimoines de Sicile & de Calabre, ainsi que de
 in Jo. V. plusieurs autres impositions dont l'Eglise étoit
 surchargée. On trouve encore deux Lettres
 données par l'Empereur Justinien l'an 687.
 au Pape Jean V. en faveur de l'Eglise Romaine.
 Anast. in ne. Par l'une, Justinien remet la capitation
 Con. que payoient les patrimoines de Rome dans le
 pays des Brutiens & en Lucanie. Par l'autre,

Théoph. an. il ordonne la restitution des serfs de ces pa-
 17. pag. 202. trimoines & de ceux de Sicile, que, faute de
 & Ap. 2. pag: paiement des impositions, la Milice de l'Em-
 303. S. Nice- pereur retenoit en gage.

6. hor. Chr.

Telles furent , Monsieur , les maximes , la conduite & les positions constantes & respectives du Clergé de l'Etat , tant que l'Univers n'en fit qu'un sous la domination des Empereurs , depuis J. C. jusqu'au commencement du cinquième siècle , & même jusqu'à la fin du sixième & du septième.

L'Empereur Romain désolé par l'inondation des Barbares que l'ambition de Stilicon avoit appellés , & que la foiblesse d'Honorius & de ses successeurs ne put repousser , vit fonder par eux sur ses débris plusieurs Etats particuliers environ l'an 420. On fixe communément à cette époque la naissance de l'Etat que les Français vainqueurs des Romains & des Gaulois formerent dans les Gaules. C'est la position successive du Clergé relativement à cet Etat , depuis sa fondation jusqu'aujourd'hui , que je vais essayer de vous retracer. Je divise cette exposition en cinq Epoques différentes. La première , depuis Pharamond jusqu'à Charlemagne : La seconde , depuis Charlemagne jusqu'à la fin de la seconde race : La troisième , depuis Hugues Capet , jusqu'à Philippe-le-Bel : La quatrième , depuis Philippe-le-Bel , jusqu'à François II. La cinquième & dernière , depuis François II. jusqu'à l'année 1711.

PREMIERE EPOQUE.

LA Religion Chrétienne prêchée dans les Gaules , dès l'an 253. n'y étoit pas encore généralement établie au quatrième siècle. Les persécutions des Empereurs jusqu'à Constantin , l'hérésie Arienne ensuite , & les incursions des Barbares , y avoient troublé & détruit les Eglises ; elles ne furent ni protégées , ni favorisées par Pharamond , & ses trois premiers Successeurs , tous idolâtres ainsi que lui. Clovis premier Roi Chrétien les rétablit , en fonda de nouvelles , & leur donna à toutes de grandes possessions. Sa ferveur & son zèle excitèrent ses Sujets , nouveaux convertis comme lui , à imiter ses pieux exemples. Plusieurs Moines , qui dès le milieu du cinquième siècle étoient venus d'Irlande s'établir dans les Gaules , *sous la conduite des Evêques & la discipline des Canons* , n'eurent pas moins de part à toutes ces libéralités. Les richesses , ainsi que le crédit du Clergé , faisoient déjà des Monastères un refuge aussi sûr qu'agréable contre la jalousie des Visigots & des Français. Il y eut en France dans le commencement du cinquième siècle plusieurs Conciles , dont les différens objets furent d'arrêter les entreprises des Evêques les uns sur les autres , de conserver les droits , les aziles & les biens des Eglises , de dispenser le Clergé

de plaider devant les Juges Séculars, & de Mezeray.
réprimer les usures.

Les contributions aux charges & aux besoins de l'Etat étoient de trois sortes dès la fondation de la Monarchie.

La première consistoit dans le Service Militaire dû par les Vassaux du Roi, à raison de leurs fiefs ou *bénéfices* , & par les hommes libres, à raison des terres dont ils étoient propriétaires. Ce Service Militaire étoit rendu personnellement, & aux frais des Vassaux du Roi & du Propriétaire qui en étoient tenus ; ainsi il étoit par-là pour l'un & pour l'autre une contribution mixte, c'est-à-dire, tout à la fois personnelle & réelle.

La seconde espèce de contribution étoit purement réelle ; elle consistoit dans les dons & présens que faisoient annuellement au Roi & à l'Etat tous les Vassaux du Roi, & tous les hommes libres propriétaires.

La troisième sorte de contribution consistoit enfin dans les tributs ou les cens, qui n'étoient exigés que des Romains ou Gaulois conquis, à raison des Terres qui leur avoient été laissées à cette condition par les Francs leurs vainqueurs, ou des Fermiers des Domaines du Roi.

Les Eglises furent dotées & enrichies dès le cinquième siècle par les Rois, par leurs Vassaux, par les Propriétaires & par les Gaulois & les Romains. Ainsi les Ecclésiastiques avoient des Terres du Domaine, des Fiefs, des Terres en propriété, & des Terres

Sujettes aux tributs ou au cens. *

Il paroît même que nos Rois avoient bien avant la fin du sixième siècle surpassé par leurs donations la pieuse libéralité de leurs Vassaux & de leurs Sujets libres ou esclaves. Chilperic, Petit-fils de Clovis, se plaignoit déjà que les biens de son Domaine avoient presque tous été donnés aux Eglises.

Greg. Tur.
lib. 6. cap. 45.

„ Notre fisc, disoit-il, est devenu pauvre,
„ nos richesses ont été transportées aux
„ Eglises, il n'y a plus que les Evêques qui
„ régner, ils sont dans la grandeur &
„ nous n'y sommes plus. “ Ce discours est rapporté par Saint Grégoire, Evêque de Tours, Historien contemporain. Les Ecclésiastiques si riches & si accrédités étoient-ils néanmoins exempts alors des contributions dont les Terres, qui leur avoient été données, étoient chargées envers l'Etat, avant d'être devenues le patrimoine de l'Eglise ? Par rapport au Service Militaire, il est constant par l'histoire de la première race, & plus encore par celle de la seconde, que les Ec-

Fleury 30.
Disc. sur
l'Hist. Eccl.
nomb. 8. &
xiv.

clésiastiques, non seulement en étoient tenus comme les autres Sujets, mais même qu'ils étoient & furent jusqu'à Charlemagne dans l'usage de rendre personnellement ce service. Pour ce qui est des contributions réelles, il est encore constant que les Evêques, Abbés & Abbeses, faisoient des dons & présents au Roi & à l'Etat, ainsi que les

* J'adopte ici entier l'opinion de l'Auteur de *l'esprit des Loix* sur le tribut ou le cens. On peut voir dans le tome 2. de cet Ouvrage, Liv. 30. c. 15. & 16. ce qu'il en dit.

Comtes & le Peuple dans la même forme & & dans la même proportion. On voit même que les Rois ne s'en rapportèrent pas toujours à la libéralité des Ecclésiastiques comme à celle de leurs autres Sujets. Clotaire I. en 558. ou 560. ordonna que les Ecclésiastiques payassent la troisième partie de leur revenu ; contribution bien différente de celle qu'ils payent aujourd'hui par les Décimes, & renouvelée cependant plus d'une fois sous la seconde & la troisième race, ainsi que nous le verrons dans la suite. Les Evêques assemblés à Soissons y consentirent tous, à l'exception du seul Injuriosus de Tours. Enfin, à l'égard des tributs ou cens, il paroît que les Ecclésiastiques y étoient sujets, soit à cause de leurs personnes, parce qu'ils étoient tous Romains ou Gaulois, soit à cause des terres dont les Gaulois ou les Romains avoient enrichi les Eglises. Nivard, Archevêque de Reims, obtint du Roi Childeberr I. qui ne mourut qu'en 558. l'exemption de quelques tributs dont son Eglise étoit chargée. Gregoire de Tours loue le Roi Theodebert d'avoir remis aux Eglises d'Auvergne le tribut qu'elles avoient coutume de payer. Fleury observe que les richesses des Eglises de France étoient déjà au cinquième & au sixième siècle, une tentation continuelle & dangereuse pour l'avarice & l'ambition. Les Seigneuries temporelles dépendantes de ces richesses, y ajoutoient l'autorité & le crédit. Les unes & les autres faisoient participer les

Greg. Tur.

lib. 4. cap. 2.

Almon, lib.

2. cap. 2.

Valestin,

rom. 1. lib.

8. an. 518.

Flodoard.

lib. 2. cap. 7.

Greg. Tur.

lib. 3. c. 25.

Fauchet liv.

3. c. 9. ann.

550.

3. & 4. Dis.

cours sur

l'Hist. Eccl.

Ecclésiastiques aux affaires publiques dans les Assemblées générales de la Nation , & sur-tout dans les Conseils des Princes , où la faveur les appelloit encore aussi souvent que le besoin & l'utilité. Aussi les Seigneurs même & les Grands de la Nation conquérante renonçoient-ils alors à tous les Emplois pour l'Episcopat , où ils trouvoient l'honneur , les richesses , la considération , la faveur & la sûreté contre les disgrâces. De là les brigues , la simonie , les intrusions , les choix indignes , le séjour continuel à la Cour , l'abandon des fonctions du saint Ministère , l'applicarion exclusive aux affaires civiles & politiques , l'influence sur le Gouvernement , les factions & les guerres civiles. Les Grands , ignorans par état , par goût & par vanité , ne s'occupoient que de la chasse & de la guerre. Les lumières & l'érudition des Evêques ne pouvoient donc manquer de leur donner dans les Assemblées générales & dans les Conseils des Rois , autant d'ascendant que d'influence. Mais devenus insensiblement par contagion , chasseurs , guerriers & concubinaires , les Ecclésiastiques prirent aussi dès le sixième siècle , le dégoût , les principes & les mœurs des Seigneurs qu'ils avoient supplantés dans l'administration & dans le crédit. Grégoire de Tours en est un exemple , il reconnoît lui-même qu'il avoit peu étudié , & ses écrits par le stile , le choix de ses matières , le défaut d'ordre , & la crédulité superstitieuse qui y regne , le prouvent encore

mieux que son aveu. Telle étoit la position des Evêques par rapport à l'Etat , lorsque deux femmes émules d'ambition , de galanterie , de vices & de crimes , gouvernerent , ou plutôt désolèrent la France , & par l'abus qu'elles firent de l'autorité royale , lui portèrent la première atteinte. Les Grands & les Evêques , allarmés & avertis par l'une & par l'autre , chercherent à balancer une autorité absolue qu'ils avoient vû devenir arbitraire & despotique. Clotaire II. qui pour réunir toute la Monarchie étoit entré dans leur conspiration contre Brunehaut , seconda le projet qu'ils avoient de borner l'autorité Royale , & dont cette conspiration n'étoit que le prétexte. Warnachaire chef de la révolte en profita le premier , en devenant Maire du Palais de Bourgogne , & obtint de Clotaire II. que ce Prince lui conserveroit toute sa vie cette place importante , qui jusqu'alors avoit été amovible. Il est vraisemblable que Warnachaire , au moyen de la révolution , étoit devenu Maire du Palais par le choix de la Nation : car après sa mort , Clotaire demanda aux Grands assemblés à Troyes , s'ils vouloient en élire un autre à sa place , mais ils lui en déférèrent encore unanimement la nomination. Dagobert fils & successeur de Clotaire II. ne gouverna que par les conseils de Pepin Maire d'Austrasie , de S. Arnoul Evêque de Metz , de S. Cuniberg Evêque de Cologne , & de Didier qui fut depuis Evêque de Cahors , & continua de jouir aussi du droit de nommer

Fredeg.
Chron. cap.
42. ann. 613.

Ibid. cap.
54. ann. 626.

Ibid. cap.
89. ann. 641.

les Maires du Palais : mais sous la minorité de Clovis II. son fils , & la Régence de Nentechilde, les Seigneurs élurent Flochat, qui en reconnoissance de leurs suffrages, s'obligea par lettres & par serment envers les Grands & les Evêques , de leur conserver pendant leur vie leurs honneurs & leurs dignités. C'est ici que l'Auteur du livre des Maires de la Maison Royale , fixe l'époque de leur usurpation , qui ne devint néanmoins sensible qu'en 660. par la tyrannie du Maire Ebroin. Les biens Ecclesiastiques furent l'objet & la proie de son avidité , tandis que son ambition , sous le nom de Thierri second fils de Clovis II. qu'Ebroin au préjudice & à l'exclusion de Childeric son aîné mit sur le Trône, avoit usurpé l'autorité Royale , & en abusoit. Ce fut sous le gouvernement d'Ebroin que commencèrent les *précaires* des biens d'Eglise : Marculfe auteur contemporain en rapporte des formules parmi celles qu'il a recueillies. Ces *précaires* étoient originairement de l'invention des Ecclesiastiques , qui pour faciliter les donations qu'on leur faisoit, laissoient par-là l'usufruit aux donateurs leur vie durant. L'Eglise se servoit encore de *précaires* pour donner ses biens par baux à cens , qui devoient se renouveler tous les cinq ans , & qui le plus souvent n'expiroient qu'à la mort des locataires. Ebroin & les Seigneurs qu'il gratifioit des biens d'Eglise , étoient trophables pour ne pas colorer & couvrir leurs usurpations de cette forme consacrée par l'usage,

Marculf.
lib. 2. c. 40.

& qui leur en assuroit la jouissance. Il n'étoit question d'ailleurs , pour y parvenir , que de forcer par l'autorité & le crédit les Ecclésiastiques de consentir à ce qu'ils ne pouvoient empêcher & à ce qu'ils faisoient tous les jours de plein gré pour leur intérêt & celui de leurs Eglises. Ebroin établit donc le premier l'usage des lettres *précaires*. Le Roi Pepin dans un Diplôme datté de la troisième année de son regne , en cite une faite par ce Maire. Sa politique vint même encore mieux au secours de son ambition & de son avidité en prétextant ses violences de l'objet de l'intérêt de l'Etat. Il sçavoit que les biens des Ecclésiastiques devoient , comme ceux des laïcs , le service militaire. Il donna donc ce service pour motif des *précaires* qu'il fit faire , & il en mit à toutes la condition expresse. Par là l'excès & l'abus constatoient du moins le droit de l'Etat sur les biens d'Eglise : aussi ces usurpations ainsi colorées , continuerent - elles d'avoir lieu lorsque la faction des Evêques , qui avoit pour chef S. Léger , eut déplacé Ebroin leur auteur , & l'eut confiné dans le Monastere de Luxeu. Tandis qu'en Neustrie & en Bourgogne , Thierri , après la mort d'Ebroin , suivoit toujours ses maximes par rapport aux biens Ecclésiastiques , Pepin de Heristal , qui sous le titre de Maire , & ensuite sous celui de Duc , s'étoit emparé de l'Austrasie , y suivoit un système différent , aussi agréable au Clergé qu'utile aux vûes de de son ambition. Fidèle à l'exemple de ses

Tom. 5. des
Hist de France
ce par les PP.
Benedictins ,
art. 6.

Ann. 663.

Annal. de
Metz sur l'an
687.

Ibid.

Ancêtres , qui avoient occupé les premières places de l'Eglise , il lui rendoit ses biens , il remettoit les Evêques dans leurs sièges , & ne régnoit que sous leur autorité & par leur avis. Aussi le Clergé de Neustrie implora-t-il son secours. Les annales de Metz rapportent qu'une des raisons qu'alléguâ Pepin pour faire la guerre au Roi Thierrî , & s'emparer de sa personne , de ses trésors & de son autorité , fut qu'il étoit *appelé en Neustrie par les Evêques* , à la défense des Eglises dont les Maires avoient envahi toutes les possessions. Pepin vainqueur fut reconnu Maire du Palais dans toute la France , & la gouverna comme il avoit gouverné l'Austrasie. Les Moines seuls Ecrivains de ce tems-là , exaltent beaucoup ses vertus , & ne peuvent se lasser d'admirer sa dévotion & sa libéralité. Son fils Charles Martel regna après lui , sous les noms de Dagobert III. Chilperic II. & Thierrî IV. vainqueurs des Sarazins , des Frisons & des Saxons , il sçut du moins rendre sa domination utile & glorieuse à la France , & formidable à tous ses ennemis. Sa politique & celle de Pepin son pere , quoique contradictoires , furent l'une & l'autre assorties à leurs caracteres & à leurs intérêts , mais sur-tout à leur position & aux circonstances. Pepin appelé par le Clergé , se rendit maître de la Monarchie , en le protégeant & en lui faisant rendre par les Grands ses rivaux , les biens qu'ils avoient usurpés sur l'Eglise. Charles Martel ne peut se main-

tenir qu'en dépouillant les Ecclésiastiques qu'il n'avoit plus à ménager , pour enrichir à leurs dépens les gens de guerre dont il eut toujours besoin.

Les biens prodigués aux Ecclésiastiques , cette composition pécuniaire avec Dieu pour les péchés , que l'ignorance , la superstition & l'avidité avoient introduite , ne parurent & ne devinrent bientôt plus respectables qu'à ceux qui en abusoient. Ainsi Charles Martel ne manqua ni d'occasion , ni de prétexte pour envahir sans contradiction les biens d'Eglise sur des usufruitiers au moins indifférens au public , & en récompenser ceux à qui la patrie devoit sa défense & sa conservation. Toute la Nation d'ailleurs étoit alors militaire : conquérant & politique , il ne mit donc pas plus de bornes à ses invasions , qu'il ne s'en fit scrupule & qu'il n'y trouva d'obstacles. Mais il prit aussi pour prétexte le droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques & le service militaire dont ils étoient chargés. Le domaine du Roi , les fiefs des Seigneurs & les alleux mêmes , avoient passé entre les mains des Ecclésiastiques par des donations que la piété des Rois , des Grands & des propriétaires leur en avoit faites. Charles Martel en dépouillant le Clergé par des *précaries* , composa un nouveau domaine , & établit de nouveaux fiefs. Ainsi ce Prince , suivant le système d'Ebroin , exerça & constata aussi , quoique par l'excès & par l'abus , le droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques. Telle étoit la si-

En Chronica
Centulensi lib.
2. cap. 1.

tuation du Clergé, lorsque Winfred, Moine Anglais, crut y trouver matière à exercer un zèle qui lui avoit fait franchir les limites du cloître. N'ayant ni maître, ni patrie, ni domicile, ni revenu, ce Missionnaire toujours errant & isolé, s'étoit dévoué au Pape, par nécessité, par intérêt & par enthousiasme. Il avoit pris le nom Romain de Boniface, sous lequel il est plus connu que sous le sien; fait Evêque par Gregoire II. Gregoire III. le fit Archevêque, & lui donna le droit de convoquer des Conciles, & d'ordonner des Evêques. Boniface muni de ces titres & de ces pouvoirs, entreprit donc de réformer le Clergé de France, & de le rétablir dans ses biens & ses prérogatives. Son zèle avoit outre cela pour objet d'étendre l'autorité & la domination du Pape; c'étoit la sienne, il devoit la faire valoir comme moyen, il l'excéda, & tout le reste n'en fut que le prétexte & le mobile. Boniface ne trouva pas dans Charles Martel, à qui Gregoire III. l'avoit adressé & recommandé, les dispositions & la faveur nécessaire à ses projets; & ses entreprises, qui ne sont pas de mon sujet, n'allèrent pas loin de son tems. Ce Prince étant mort, après avoir partagé la France entre ses enfans Carloman & Pepin, S. Eucher qu'il avoit relegué, eut après sa mort une vision dans laquelle, ravi au Ciel, il le vit tourmenté dans l'enfer inférieur par l'ordre des Saints qui devoient assister avec Jesus-Christ au jugement dernier, pour

Capitul.

m. 2. pag.

69-

avoir dépouillé les Eglises, & s'être ainsi rendu coupable des péchés de tous ceux qui les avoient dotées. C'est ce qu'on trouve dans une lettre que les Evêques assemblés à Reims en 858. écrivirent au Roi Louis le Germanique. Boniface comprit alors que le partage de la France & de l'autorité entre Pepin & Carloman, devoit être plus favorable à ses desseins que ne l'avoit été le Gouvernement monarchique & militaire de Charles Martel ; mais il sentit encore mieux que le projet de réformer les abus & les défordres du Clergé de France, ne pouvoit réussir ni en soi, ni pour le Pape, ni pour lui-même, s'il ne le rendoit respectable à la fois & agréable. Ainsi dans le double point de vûe d'en imposer & de séduire, Boniface s'annonça aux Evêques, d'un côté comme l'envoyé du S. Pere leur Souverain de tout tems par les appellations, leur refuge & leur protecteur contre les invasions depuis qu'elles avoient lieu ; de l'autre il se fit valoir auprès d'eux comme le réparateur aussi puissant que zélé, des torts qu'ils avoient soufferts. Les contes que l'on avoit fait sur la damnation de Charles Martel avoient rempli Carloman l'un de ses enfans, de terreurs & de scrupules ; ce Prince étoit pieux & juste, ç'en étoit assez pour être un saint dans le cloître où il finit ses jours, trop peu pour faire son salut sur le trône, où les vertus sans les lumières & le courage d'esprit rendent quelquefois les Princes aussi coupables que les passions

mêmes ; & nous verrons bien-tôt que la foiblesse de ce Prince fut la première cause des désordres qui éclaterent sous Louis le Débonnaire & Charles le Chauve, sans que les conquêtes de Pepin & le génie vaste de Charlemagne qui en suspendirent l'effet, pussent en déraciner les principes. Carloman auroit dû réparer les injustices de Charles Martel, rétablir le Clergé dans ses biens injustement usurpés, le réformer dans ses mœurs, & l'exécuter en Souverain éclairé ; il le tenta en homme foible ; & sans remédier aux abus qu'il avoit en vue, il ne fit qu'en introduire de nouveaux.

Boniface, ce Moine Irlandais, devenu Archevêque & Légat du S. Siège, offroit au Cl rgé les secours du Pape à titre de protection, & présentait au Prince les conseils & les exhortations du S. Pere, comme les ordres de Jesus-Christ même. Ces moyens étoient dangereux pour l'un & pour l'autre par les conséquences ; mais le Prince étoit foible, & le Clergé opprimé : on

Hist. Eccl. *liv. 42. n.* *xxxiv.* *assembla donc un Concile en 742. Boniface y présida comme Vicaire du Pape, & on l'y qualifia d'envoyé de S. Pierre. Ce Concile ordonne que l'on rendra aux Eglises tous les biens dont on les avoit dépouillées ; les Ecclésiastiques y signèrent de plus une Profession par écrit, qui les oblige de demeurer unis, sujets & obéissans à l'Eglise Romaine, & au Vicaire de S. Pierre. Elle fut portée à Rome, reçue avec transport par Zacharie, & mise sur le tombeau du*

ibid. *nombr.*
xxxv.

Prince des Apôtres. Pour approuver ce Concile, le Pape écrivit une lettre adressée à tous les Français. Elle portoit entre autres choses : " Si vous obéissez *en tout* à Boni-

ibid.

face, qui vous prêche de notre part, toutes les Nations infidelles tomberont devant vous, & après la victoire vous aurez la vie éternelle. Cependant la restitution absolue & universelle des biens d'Eglise étoit plus embarrassante, & plus ruineuse encore pour le fisc que pour les particuliers. Carloman tint à ce sujet un autre Concile à Leptines en 743. Boniface y présida encore ; il y fut ordonné, qu'à cause des guerres présentes, le Prince prendroit pour un tems une partie des biens d'Eglise à titre de *précaire* & de *cens* pour aider à l'entretien de ses troupes, à condition de payer tous les ans à l'Eglise ou au Monastère un sol valant douze deniers pour chaque famille ; en sorte que celui à qui la terre aura été baillée venant à mourir, elle retournera à l'Eglise. Mais elle pourra de nouveau être baillée au même titre de *précaire*, si la nécessité y contraint, ou si le Prince l'ordonne. La même chose fut réglée dans un autre Concile assemblé par Pepin à Soissons le 3. Mars 744

ibid. nom.

xxxvi.

Capit. edit.

de Baluz.

cap. 2. pag.

149.

Preuves des

lib. de l'Egl.

Gall. chap.

xxxix. art. 1.

Ainsi le droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques, non-seulement fut encore constaté alors, mais même confirmé par l'aveu & le consentement du Clergé de France. Tous les Evêques assemblés dans un Concile reconnoissent, & que le Prince

a pu & a dû prendre la grande partie des biens de l'Eglise pour subvenir à l'entretien de ses troupes , & qu'il pourra de nouveau par la suite prendre ces mêmes biens, en conséquence de la nécessité , ou même de sa seule volonté. Pourroit-on penser que dans un tems où la domination nouvelle de Pepin & de Carloman n'étant ni bien reconnue , ni bien affermie , ces Princes étoient obligés de ménager tous les Ordres du Royaume , & surtout le plus puissant & le plus accredité ; cette reconnoissance des Evêques ne fut qu'une complaisance de leur part , ou qu'elle dût être attribuée à une violence qui étoit également contraire au caractère , à la position & à l'intérêt des premiers Ducs des Français ? Nous verrons par la suite que ces *précaires* reconnues & consenties si solennellement par le Clergé , comme l'usage légitime & ancien du droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques , & comme l'application juste & nécessaire de ces mêmes biens aux besoins & charges de la Patrie , nous verrons , dis-je , que ces *précaires* s'établissoient & se renouvelloient par la seule volonté du Souverain , sans qu'il demandât le consentement de ceux qu'elles intéressoient.

Boniface , qui avoit présidé aux Conciles de Leptines & de Soisons , en écrivit à Zacharie , & loua beaucoup le zèle des Princes Carloman & Pepin. Ce fut alors que Carloman ne pouvant calmer ses terreurs & ses scrupules , remit à Pepin toute l'auto-

rité , alla à Rome faire ses dévotions , & de là prendre l'habit de saint Benoît au Mont de Soracte , d'où il se retira au Mont-Cassin

Après l'abdication & la retraite de Carloman , il ne manquoit plus à Pepin que le titre de Roi , dont sous un Prince imbécile & ignoré , il exerçoit seul l'autorité dans toute la France. Cinquante ans de possession & de gloire avoient accoutumé les Français à sa domination. Les grands & les soldats , vainqueurs sous la Maison des Pepins , avoient toujours été récompensés par elle. Pepin suivant les traces de son ayeul & de son bisayeul , venoit de remettre les Evêques & les Ecclésiastiques en possession de leurs biens , les peuples étoient entraînés vers lui par les uns & par les autres , & cédoient de plus à l'habitude , au goût & à leur intérêt. Tout étoit donc favorable pour achever une révolution qui étoit devenue aussi agréable qu'elle avoit été insensible. Tous les Ordres de l'Etat desiroient également qu'un Prince , qui méritoit par lui-même leur affection héréditaire à sa maison , leur demandât de consacrer solennellement sa puissance par un titre auguste & chéri que leur amour lui donnoit d'avance , & qui assuroit leur bonheur. Suivant ces dispositions , Pepin convoqua à Soissons en 751. une assemblée des Evêques & des Seigneurs. Il crut cependant devoir consulter le Pape , ou avoir besoin de son autorité , il en connoissoit le poids & l'étendue sur

l'Eglise Gallicane; il sçavoit que les réponses du Saint Pere passioient en France, comme dans tout l'Occident, pour des oracles. Soit que Pepin ne pût ou ne voulût rien décider sans l'avis de Zacharie, il est constant que le résultat de cette assemblée de Soissons ne fut qu'une ambassade à ce Pontife; il étoit ami de Pepin dont il avoit besoin contre les Grecs & les Lombards. Boniface, ce Moine Irlandais, devenu Archevêque & Légat du Saint Siège, & dont l'objet étoit l'agrandissement de la domination des Papes, avoit d'ailleurs de tout tems referré les nœuds d'une union si nécessaire à ses vûes. Pepin nomma pour cette ambassade importante, la plus flatteuse que jusquelà on eût envoyée à Rome, Wolrad son neveu, Abbé de Saint Denis, & Burchard, établi Evêque de Wurtzbourg par Boniface. Sur la réponse de Zacharie, telle qu'on pouvoit la prévoir & la desirer, Pepin tint une seconde assemblée à Soisson en 752. Les Evêques de toutes les parties du Royaume y assisterent en grand nombre; Boniface étoit à leur tête, & fit valoir la réponse du Pape; le Roi Childeric dégradé & confiné au Monastere de Sitiu, fut remplacé unanimement par Pépin. Quelques Auteurs de ce tems-là disent que Boniface l'éleva à la Royauté par le commandement de Zacharie; & ce qui est sûr, c'est qu'il couronna Pepin, & y joignit l'onction d'huile bénite, qui commença alors d'être pratiquée à l'inauguration de nos Rois, &

l'a toujours été depuis. On voit dans la formule de consécration de Pepin que Charles & Carloman ses enfans furent aussi oints & bénits, & que les Français s'obligerent, sous peine d'*interdiction* & d'*excommunication*, de n'élire jamais des Rois d'une autre race. Mézeray dit que Pepin & son successeur, comme s'ils eussent eu l'obligation de la Royauté aux Ecclésiastiques, leur donnerent grande part dans le gouvernement. Pepin ne marqua pas moins de reconnaissance au Pape, en le tirant successivement de la tyrannie des Rois Lombards & de la dépendance des Empereurs Grecs. Ce fut à cette occasion que le Pape Etienne écrivant au Roi Pepin & aux Seigneurs Français, les exhorte de venir au secours de Saint Pierre, en leur promettant de sa part la remission de leurs péchés, *le centuple en ce monde*, & la vie éternelle en l'autre. Dans une seconde lettre on lit ces mots :

„ Je vous conjure par le Seigneur notre
 „ Dieu, sa glorieuse Mere, toutes les Ver-
 „ tus célestes, & Saint Pierre qui vous
 „ a *sacré Roi*, de faire tout rendre à la Sainte
 „ Eglise de Dieu, suivant la donation
 „ que vous avez offerte à Saint Pierre votre
 „ protecteur. Nous avons remis entre vos
 „ mains les intérêts de la Sainte Eglise, &
 „ vous rendrez compte à Dieu & à Saint
 „ Pierre au jour du terrible Jugement com-
 „ ment vous les aurez défendus. C'est à
 „ vous que cette bonne œuvre a été reser-
 „ vée, aucun de vos Peres n'a été honoré

Tom. 5. de
 hist. de Fran-
 ce, par les
 PP. Bénédi-
 ctins, page 19.

Hist. Ec-
 cléf. liv. 43.
 nomb. xv.

„d'une telle grace, c'est vous que Dieu a choisi
 „pour cet effet par sa prescience & de toute
 „éternité ; *car ceux qu'il a prédestinés, il les a*
 „*appelés, & ceux qu'il a appelés il les a justi-*
fiés. Il en écrivit une dernière à Pepin & à ses
 sujets, *au nom de Saint Pierre*, qu'il fait par-
 ler comme s'il étoit encore sur la terre. Le
 titre imité des Epîtres Canoniques, com-
 mence ainsi : „ Pierre appelé à l'Apostol-
 „ lat par Jesus-Christ Fils du Dieu Vivant.
 Avec lui parlent aussi la Vierge, les Anges,
 les Martyrs, & tous les Saints. „ Je vous
 „ conjure, dit Saint Pierre, par le Dieu
 „ Vivant, de ne pas permettre que ma Ville
 „ de Rome & mon Peuple soient plus long-
 „ tems déchirés par les Lombards, afin que
 „ vos corps & vos âmes ne soient pas dé-
 „ chirés dans le feu éternel, ni que les
 „ brebis du troupeau que Dieu m'a confié
 „ soient dispersées, de peur qu'il ne vous
 „ rejette & ne vous disperse comme le Peu-
 „ ple d'Israël. Si vous m'obéissez promp-
 „ tement vous en recevrez une grande ré-
 „ compense *en cette vie*, vous surmonterez
 „ tous vos ennemis, vous vivrez long-tems
 „ *mangeant les biens de la terre*, & vous au-
 „ rez sans doute la vie éternelle, autrement
 „ sçachez que par l'autorité de la Sainte
 „ Trinité & la Grace de mon Apostolat,
 „ vous serez privés du Royaume de Dieu
 „ & de la vie éternelle. Cette lettre eut
 tout l'effet qu'Estienne s'en étoit promis,
 & qu'elle ne pouvoit manquer d'avoir dans
 ce siècle-là : Pepin entra en Italie avec une

Ibid. nom.

v v. l. l.

armée formidable. Il étoit déjà près de Pavie , lorsque des Ambassadeurs que l'Empereur Constantin lui envoyoit , vinrent l'y joindre. Ils lui représenterent le droit légitime & immémorial que leur maître avoit seul sur Ravenne & sur l'Exarcate , ils le prièrent instamment , & avec de grandes promesses , d'en rendre toutes les Villes à leur Souverain. Pepin répondit à ces Ambassadeurs qu'il ne souffriroit point que ces places fussent aliénées de la puissance de S. Pierre & du *droit* de l'Eglise Romaine. Il les assura que ce n'étoit que pour *l'amour de Saint Pierre & le pardon de ses péchés* , qu'il s'étoit exposé à tant de combats , & que quelques trésors qu'on pût lui offrir , on ne lui persuaderoit jamais d'ôter à Saint Pierre ce qu'il lui avoit donné. Fulrad son Chapelain reçut les clefs de vingt deux Villes , & les mit sur le tombeau des Apôtres avec la donation que le Roi de France en avoit faite à Saint Pierre , à l'Eglise Romaine , & à tous les Papes à perpétuité. Voilà le fondement de la Seigneurie temporelle des Souverains Pontifes , qui jusques - là n'avoient eu que des domaines utiles pour leur subsistance & l'entretien de leur Eglise. Charlemagne , par le consentement des Seigneurs Ecclésiastiques & Laïcs assemblés à Saint Denis , ayant succédé à Pepin en 768. n'accorda pas moins que lui sa protection à l'Eglise & au Saint Siège. Elle valut aux Papes la confirmation des donations avec la souveraine justice sur toutes les terres du pa-

trimoine de Saint Pierre, & à Charles la conquête du Royaume de Lombardie & de toute l'Italie avec le titre d'Empereur. Ce Prince conserva aussi l'usage des *précaires* par rapport aux biens de l'Eglise. On voit que par un Capitulaire de l'an 779. fait dans un Parlement composé de Seigneurs, d'*Evêques* & d'*Abbés*, il ordonna que l'on renouvelât les *précaires* qui avoient été établies, & que l'on en fît de nouvelles. Il ajouta même que l'on eût soin de distinguer celles qui étoient faites par la *seule volonté du Prince* & de sa *seule autorité*, d'avec celles que les Ecclésiastiques avoient établies eux-mêmes.

Capitul.
tom. I. pag.
197. c. 13.

Telle est, Monsieur, la premiere Epoque. Elle ne comprend que ces siècles grossiers & barbares ; ces ténèbres d'ignorance, de superstition, de troubles & de révolutions dont les *Moines* & les *Ecclésiastiques seuls* nous ont à peine conservé quelques traces dans leurs chroniques & leurs légendes. J'y trouve néanmoins clairement établi, 1°. par rapport au service militaire, cette contribution mixte imposée aux Vassaux du Roi & aux hommes libres propriétaires, que les Ecclésiastiques n'en étoient pas moins tenus qu'eux. 2°. Par rapport aux contributions réelles ordinaires qui consistoient dans des présens faits au Roi & à l'Etat par la Noblesse & le Peuple dans les assemblées annuelles du Champ de Mars ; que le Clergé étoit dans la possession & dans l'usage de faire ces présens dans la même

proportion que les autres sujets. 3°. Que les biens Ecclésiastiques furent encore imposés extraordinairement par nos Rois, lorsqu'il n'est point fait mention que ces contributions extraordinaires eussent lieu à l'égard de la Noblesse & du Peuple. Ainsi les Ecclésiastiques par des impositions extraordinaires contribuoient réellement *dans une proportion plus forte que les autres sujets, parce qu'ils étoient plus riches, & parce qu'ils contribuoient personnellement moins qu'eux.* Je vois encore que les Maires du Palais, lorsqu'ils commencèrent à exercer l'autorité Royale, introduisirent à l'égard des Ecclésiastiques une contribution extraordinaire & forcée par l'usage des *précaires*. Elles étoient peut-être l'exercice outré & excessif du droit de l'Etat sur les biens d'Eglise ; mais est-il naturel & raisonnable qu'un Clergé puissant & accrédité, qui tenoit tête aux Maires, eût laissé subsister cet abus, s'il n'avoit pas eu pour principe & pour objet la destination d'une partie de ces biens aux charges & aux besoins de la Patrie ? Aussi les *précaires* subsisterent-elles depuis Ebroin jusqu'à Pepin & Carloman ; & ces Princes, quelque portés & quelque intéressés qu'ils fussent à rendre justice au Clergé, & même à le favoriser, en conserverent néanmoins l'usage tant pour le passé que pour l'avenir, tandis que le Clergé lui-même le reconnut dans deux Conciles comme un usage aussi légitime qu'ancien. Je trouve enfin que Charlemagne par ses Réglemens, fit de cet usa-

ge consenti par les Evêques , une loi de la Monarchie. La seconde Epoque fera voir si les conséquences que je tire de la première sont aussi fondées que naturelles.

SECONDE EPOQUE.

SUR la fin du huitième siècle , parurent ces décrétales supposées , recueillies par *Isidore Mercator* , & faussement attribuées par lui aux Papes des trois premiers siècles. L'imposture & l'avidité les avoient fabriquées , l'ignorance les adopta , la crédulité les accrédita , le fanatisme enfin les consacra comme des règles de discipline & des articles de foi ; & il fallut toutes les lumières , toute la science & toute la critique du 17. siècle pour confondre un prestige qui en a imposé pendant 800. ans. Leurs objets principaux étoient l'indépendance qu'on attribue aux Ecclésiastiques , de toute juridiction séculière , l'extention de l'autorité du Pape , & les plaintes sur l'usurpation des biens temporels de l'Eglise. Après avoir été répandues en France par Riculfe Archevêque de Mayence , elles y eurent bien-tôt & pour long-tems autant de créance qu'il convenoit au Pape & au Clergé de leur en donner , & confirmerent par des titres qui parurent alors anciens & respectables , la possession abusive d'une infinité de prérogatives,

Hist. Eccl.
liv. 44. num.
x x i.

aussi chimériques que ces prétendues Décrétales. Mais sans examiner ici en détail chacune de ces prérogatives, il faut voir quelle étoit la position générale du Clergé à l'égard de l'Etat lors de l'avènement de Charlemagne à l'empire, les Réglemens qu'il fit à ce sujet, & les suites de ces Réglemens.

Le Gouvernement Français n'avoit pu avoir, & n'avoit eu en effet ni principes connus, ni forme décidée, ni consistance certaine & invariable. Il n'étoit fondé que sur le génie de la Nation, des usages & quelques loix en petit nombre, que les circonstances avoient successivement introduites. Ces loix mêmes que les Francs avoient apportées de de-là le Rhin, étoient pour la plupart ou sans application, ou insuffisantes, depuis leur nouvelle domination. Les terres des Gaulois conquises & partagées entre les Français vainqueurs, & les Rois qui s'en reservoient une partie, avoient établi dès le commencement de la Monarchie un domaine pour le Roi, des fiefs appelés *benefices* pour les Seigneurs & les Officiers, & des alleux pour les particuliers. La piété de Clovis & de ses successeurs, imitée par leurs sujets, donna une grande partie du domaine des fiefs ou *benefices*, & des alleux, aux Eglises & aux Monasteres. L'Etat se trouva donc par-là composé de vassaux du Roi, nommés *Leudes* ou *Fidèles*, de possesseurs de biens d'Eglise, & d'hommes libres, propriétaires des terres.

Les fiefs ou *benefices*, les terres données

aux Eglises & aux Monastères , & les alleux devoient au même titre , & rendoient également & par proportion , le service militaire à la partie & au Roi. Ce service militaire emportoit avec lui une contribution réelle , puisqu'il se faisoit toujours aux frais & aux dépens de ceux par qui il étoit dû. Un Etat formé par la conquête ne devoit pas , surtout dans les commencemens , avoir d'autres besoins & d'autres charges , ni un peuple guerrier imaginer d'autres devoirs envers cet Etat que le service militaire aux dépens de chacun de ses membres. Ces Assemblées annuelles de la Nation au Champ de Mars , où l'on traitoit & décidoit les affaires militaires , politiques & civiles , avoient joint cependant à ce service une autre contribution réelle par des dons que les *Leudes* , les Evêques & Abbés , & les Propriétaires faisoient proportionnellement au Roi , outre le tribut ou cens que payoient les Romains & les Gaulois vaincus , soit pour les terres qu'ils avoient conservées , soit pour leurs personnes. Les *Leudes* , Evêques , & Abbés menaient leurs hommes à la guerre , les hommes libres propriétaires y alloient sous la conduite des Comtes. De-là par une conséquence nécessaire , les *Leudes* , les Evêques , les Abbés & les Comtes avoient respectivement une juridiction militaire , qui entraîna depuis la juridiction civile sur ceux qui étoient soumis à leur conduite , tandis que le Roi avoit la même juridiction sur les *Leudes* & les Comtes. Ainsi le gouvernement militaire & civil , & l'admi-

nistration de la police étoient partagés entre le Roi , le Clergé & la Noblesse , dans la même proportion que les forces de l'Etat. Ce partage des forces de l'Etat , de la juridiction , & de la police emportoit par conséquent celui du gouvernement politique Mais il falloit pour cette administration ainsi partagée un concours bien rare & bien difficile de la puissance du Clergé , de celle de la Noblesse & de l'autorité du Roi. La rivalité en avoit plus d'une fois troublé l'équilibre ; de là le Gouvernement avoit été tour à tour exclusivement Militaire, Monarchique ou Ecclésiastique , au lieu qu'il devoit avoir à la fois ces trois caractères assortis d'ailleurs au génie d'une Nation tout ensemble guerrière, dévote & affectionnée à la Royauté. Néanmoins le Gouvernement ainsi constitué , s'étoit maintenu sous la première Race, bien plus sur des usages & sur l'habitude que sur des loix. Les révolutions qui auroient pu l'ébranler ou le dissoudre si elles étoient venues de la part des étrangers ou qu'elles eussent été poussées à l'extrémité par quelqu'une des trois Puissances qui partageoient l'autorité , ne firent que troubler l'équilibre , & fervirent même quelquefois à le raffermir , parce qu'elles le ramenoient alternativement du côté de la Puissance opprimée. C'est ainsi que les deux Clotaires & Dagobert , en réunissant la plus grande partie de la Monarchie, rendirent à la Royauté la prépondérance que les partages entre différens Princes étoient prêts à lui ôter , & que Pepin & Charles Mar-

tel tirèrent successivement , quoique par des moyens violens & peu légitimes , l'un le Clergé & l'autre la Noblesse , de l'oppression que ces deux Corps avoient exercée alternativement l'un sur l'autre.

Les richesses du Clergé , ses lumières & le pouvoir de la Religion lui donnerent d'abord trop d'influence sur le Gouvernement , toujours aux dépens de la Noblesse , & souvent aux dépens du Roi. L'invasion des biens de l'Eglise par les Maires & les Grands depuis Ebroin jusqu'à Charles Martel , qui les donna à ses Officiers , formerent de nouveaux fiefs ou bénéfices , qui diminuèrent au profit de la Noblesse & du Roi le trop grand ascendant du Clergé. La révolution de Pepin où les Ecclésiastiques eurent tant de part , avoit fait renaître leur crédit dans le Gouvernement , mais elle ne leur avoit pas rendu tous leurs biens. Ainsi le Clergé & la Noblesse furent ramenés par secousses à une espèce d'équilibre , qui n'établissoit cependant entre ces deux Puissances que plus de jalousie & de rivalité. Elles avoient toujours des prétentions l'une contre l'autre , & une disposition prochaine à les faire valoir. Il étoit donc instant & nécessaire de fixer entre ces deux Corps l'espèce d'équilibre où leurs secousses réciproques les avoient ramenés , & que le moindre choc pouvoit détruire , de régler leurs droits & leurs prétentions ; de contenir ou réprimer leurs entreprises ; enfin de balancer & de déterminer l'administration civile & politique qu'ils partageoient. Mais

comment remplir tant d'objets importans, seuls principes de la tranquillité & de la gloire de l'Etat, de la sûreté & du bonheur des Peuples ? Ils exigeoient un génie vaste & créateur, qui connût l'essence du Gouvernement, ses principes & ses ressorts, qui en sentît les vices, les remèdes & les moyens de les employer. Il falloit joindre à ce génie capable de concevoir & d'embrasser dans toutes les parties un plan général de réforme, un caractère ferme, invariable & toujours soutenu, qui sçût l'établir, le maintenir & le faire observer. Il falloit qu'une autorité, aussi chère qu'imposante à tous les ordres de l'Etat, leur rendît respectables & agréables les Réglemens dont ils avoient besoin. Il falloit enfin qu'un règne brillant par les victoires, frappât le génie guerrier de la Nation Française, & qu'elle se livrât ainsi par affection & par enthousiasme à celui qui vouloit la rendre heureuse après l'avoir rendue triomphante. Charlemagne réunit toutes ces qualités, trouva ou fit naître toutes ces circonstances, & en profita encore mieux. Il devint dans toutes les parties de l'administration le Législateur d'un grand Empire fondé presque tout entier par ses Conquêtes ; & lui seul imagina, établit & consolida un Corps complet de Législation politique, ecclésiastique, militaire, civile & économique. Ses Capitulaires portent jusques dans les moindres détails l'empreinte de son génie & de sa grandeur ; & soit qu'on le voye régler dans les uns l'administration de l'Eglise & de l'Etat,

distribuer dans les autres les dépouilles des Lombards & des Visigots à ses Sujets, prescrire la forme de la réception des Ambassadeurs étrangers, les fonctions des Officiers & des Domestiques de son Palais, les soins œconomiques des Fermiers de ses Domaines, on y reconnoît par-tout le grand homme, le Roi juste & le pere de famille.

Le partage de l'administration civile entre les Evêques & les Nobles, né de la Jurisdiction que les uns avoient sur le Clergé, les autres sur les Peuples, & tous respectivement sur leurs Vassaux, divisoit par une conséquence nécessaire la puissance & le crédit entre le Clergé & la Noblesse.

Ch. M. associa ces deux Corps au Gouvernement de l'Etat sous son autorité. En les contrebalçant ainsi l'un par l'autre, il les contenoit également dans leurs limites. Leur rivalité toujours subsistante & toujours contenue, ne pouvoit plus avoir d'autre effet que de rendre les Evêques & les Seigneurs émules & surveillans les uns des autres, & ils ne devenoient par-là que des Ministres plus vigilans & plus sûrs de la félicité des peuples. Ce fut donc de ces deux Ordres, qu'il composa les *Parlemens* qu'il assembloit au moins deux fois tous les ans, pour régler les principes de l'administration, à l'exclusion de tous les autres sujets, qui n'y eurent nulle part dans ces tems-là. Toutes les Provinces de l'Empire étoient partagées en différentes parties, gouvernées par des Comtes nom-

nés par le Prince , & amovibles à sa volonté. Ces Comtes juges des Laïcs , & les Evêques juges des Ecclésiastiques , en vertu des privilèges des Empereurs Grecs , confirmés par nos Rois ou par l'usage , pouvoient prendre trop de crédit & en abuser. Ch. M. soumit l'administration & la conduite des uns & des autres , à l'inspection des Envoyés Royaux choisis par lui dans la Noblesse & dans le Clergé. Ces Envoyés devoient suivant l'article 8. d'un Capitulaire de 812. faire leurs tournées quatre fois par an , au mois de Janvier, Avril, Juillet & Octobre. Outre les instructions particulières qu'ils avoient souvent sur des abus & des désordres nouveaux qui paroissoient mériter attention , leur mission générale & ordinaire étoit d'examiner la conduite des Comtes & Evêques & de leurs Officiers subalternes , d'écouter les plaintes des particuliers , de leur faire justice sur le champ par eux-mêmes , ou d'apporter leurs représentations au pied du Trône. Après avoir ainsi partagé l'administration entre le Clergé & la Noblesse , il falloit fixer les devoirs & les fonctions de l'un & de l'autre relativement à l'Etat.

Ch. M. avoit déjà par un Capitulaire que l'on croit de l'an 769. défendu aux Ecclésiastiques de porter les armes & de verser le sang des Chrétiens ou des Payens. Ce règlement demeura apparemment sans exécution ; car on voit au Parlement de Wormes une supplique des peuples à ce sujet ; elle portoit en substance. „ Nous prions tous à genoux

Capitul.
edit. de Ba-
lus. tom. 1.
p. 498.

Ibid. tom.
I. pag. 405.
406.

„ V. M. que désormais les Evêques ni les
 „ Prêtres ne soient plus *contraints d'aller à*
 „ *l'armée comme ils l'ont été jusqu'à présent,*
 „ mais qu'ils demeurent dans leurs Diocèses,
 „ *qu'ils prient pour vous & pour vos troupes,*
 „ *chantent des Messes, & fassent des Proce-*
 „ *sions & des aumônes ;* car nous en avons
 „ souvent vû de blessés & de tués dans les
 „ combats, & Dieu sçait quelle frayeur nous
 „ ont causée ces accidens, qui ont mis quel-
 „ quefois le désordre dans votre armée. Vous
 „ aurez d'ailleurs plus de combattans, si les
 „ Evêques & les Prêtres demeurent dans leurs
 „ Diocèses, parce qu'alors leurs Vassaux
 „ n'étant plus occupés à les garder, combat-
 „ tront tous avec nous.“ Il faut croire que
 cette demande si favorable au Clergé, & si
 éloignée de l'envie de le troubler dans la pos-
 session de ses biens, l'avoit pourtant allarmé
 sur ce point qui lui étoit sans doute aussi pré-
 sent que sensible dans ce tems-là ; ou bien
 l'on croyoit alors que les Ecclésiastiques
 n'auroient plus de droit à la jouissance de leurs
 fonds, s'ils ne remplissoient plus le Service
 militaire & personnel qui en étoit le titre pour
 tous les possesseurs. Car la demande des peu-
 ples finit par la protestation la plus formelle
 qu'ils n'ont ni le projet ni le désir de s'appropri-
 er les biens d'Eglise. Ils accablent les ra-
 visseurs & les usurpateurs de *malédiction* &
 d'*anathèmes*, les dévouent & les livrent à la
 sévérité de l'Empereur. Charlemagne statua
 sur cette Requête par le huitième. Capitula-
 ire donné au Parlement de Wormes sur la
 fin

fin de l'année 803. & conçu en ces termes :
 „ Etant mieux instruits par l'autorité Aposto-
 „ lique , les avertissemens de plusieurs saints
 „ Evêques , & la lecture des saints Canons ,
 „ en conséquence nous corrigeant nous-mê-
 „ mes , & donnant l'exemple à nos succé-
 „ seurs , nous ordonnons pour la seconde
 „ fois , de l'avis de tous nos Nobles consul-
 „ tés à ce sujet , qu'aucun Prêtre n'aille à
 „ l'armée , à l'exception de deux ou trois
 „ Evêques choisis par les autres , pour donner
 „ la bénédiction , prêcher & réconcilier , & de
 „ quelques Prêtres qu'ils choisiront pour im-
 „ poser des pénitences , célébrer la Messe ,
 „ prendre soin des malades , donner l'onction
 „ de l'huile sainte & le viatique. Ces Evê-
 „ ques ni Prêtres n'iront point au combat ,
 „ & ne porteront point d'armes. Ils se con-
 „ tenteront de porter les Reliques & les
 „ Vases sacrés , & de prier pour les combat-
 „ tans ; mais nous voulons que les autres Evê-
 „ ques qui demeureront dans leurs Eglises ,
 „ Nous envoient leurs Vassaux bien armés avec
 „ nous ou à nos ordres , tandis qu'eux dans
 „ leurs Diocèses diront des Messes & des Li-
 „ tanies , & feront des Offrandes & des Au-
 „ mônes pour nous & pour notre Armée.

Le Clergé ne goûta point du tout ce Ré-
 glement ; il n'y gagnoit rien du côté de l'in-
 térêt , & il y perdoit nécessairement le cré-
 dit & la considération qu'une Nation toute
 guerrière attachoit exclusivement au service
 militaire. D'ailleurs la protestation des peu-
 ples n'avoit ni détruit , ni calmé ses soup-

çons. Les Evêques se plaignirent donc de ce que la défense de mener eux-mêmes leurs Vassaux à la guerre, préjudicioit à leur dignité, comme ils se plaindroient aujourd'hui du contraire; & ils insisterent surtout sur ce qu'elle les exposoit à être dépouillés de leurs terres par ceux qui feroient à leur place le service dont elles étoient tenues. L'Empereur fut donc obligé de justifier là-dessus ses intentions, & de rassurer le Clergé par un Capitulaire donné au même Parlement de Wormes. „ Ayant appris, dit-il, qu'à l'inf-
 „ tigation de *l'ancien ennemi* l'on nous soup-
 „ çonne d'avoir voulu, en défendant aux
 „ Evêques & aux Prêtres d'aller à l'armée en
 „ personne, *avilir leur dignité*, & favoriser
 „ l'invasion des biens de l'Eglise, Nous dé-
 „ clarons, que nous honorerons & cherirons
 „ d'autant plus les Ecclésiastiques qu'ils ob-
 „ serveront fidèlement les devoirs & les ré-
 „ gles de leur profession & du service de
 „ Dieu. Nous ordonnons qu'aucun Laïc ne
 „ possède les biens d'Eglise, *qu'à titre précai-*
 „ *re*: nous défendons, de l'avis de *Leon*
 „ *Pape & de tous les Saints*, d'envahir, pil-
 „ ler, aliéner ou demander les biens Ecclé-
 „ siastiques sans le consentement des Evê-
 „ ques regardant les usurpateurs comme *ho-*
 „ *micides*, voleurs & *sacrilèges*, que nous
 „ mandons à nos Comtes & Juges de punir,
 „ & à nos Evêques d'*excommunier*.

Ibid. p. 410.

Le Clergé, conformément à l'ancien usage, & de son aveu même, étoit donc, à raison de ses possessions, tenu du service

militaire au même titre que tous les autres sujets , & il se plaignoit même de ce Capitulaire , en ce qu'il le dispensoit de faire ce service en personne. Cependant il subsista , & les Capitulaires de 807 & 812. acheverent de régler la proportion & la forme du service pour tous ceux qui y étoient sujets. On y voit que ceux qui ont des *Bénéfices* , c'est-à-dire , des fiefs , sont obligés de se trouver en personne à l'armée. Tous propriétaires d'alleux , ayant trois , quatre ou cinq manoirs , y sont pareillement obligés , & ceux qui en ont moins de trois , sont associés pour fournir un homme entr'eux , à raison d'un par trois manoirs , ou six demi manoirs. Ceux qui n'ayant ni terres ni esclaves , ont cinq sols au moins de revenu , fourniront un homme entre six. Ainsi dans ce tems-là on avoit déjà sur cette matière l'esprit de calcul , qui n'a reparu que depuis peu , après avoir été long-tems enseveli ; & l'homme qui vaut aujourd'hui un capital de 150. liv. 200. liv. ou 300. liv. de revenu , suivant la richesse ou la consommation des différens états , étoit évalué à une livre dix sols de revenu & équivalant pour le fond , & pour la prestation due à l'Etat , à un capital de trois manoirs , composés chacun d'une maison & d'une quantité déterminée de terres labourables. Dans le nombre des vassaux du Comte , on en dispense deux du service pour les laisser avec sa femme. On lui permet aussi d'en laisser deux dans chacun de ses fiefs ou domaines , en menant ou envoyant tous les

Capitul.
tom. 1. p.
457. & seq.
493. & seq.

ibid.

Hist. du ré-
gne de Char-
lemagne par
M. de la Brue-
re par. 1745.

Capitul. pr.
tom. I. p. 491.

autres à l'armée; on ne permet à chaque *Evêque* & à chaque *Abbé* de garder chez lui que deux de ses vassaux; & l'on voit par-là que la proportion étoit la même entre la Noblesse & le Clergé, à raison de leurs biens. Les hommes ainsi fournis au Roi, devoient avoir, aux dépens de ceux qui les fournissoient, des habits, des armes & des vivres; & l'article 3. du Capitulaire de 807. porte que les Capitaines se rendront sur le Rhin avec leurs hommes les mieux équipés qu'il sera possible, au milieu d'Août. L'article 9. du Capitulaire de 813. ordonne que les Comtes, les *Evêques* & les *Abbés* aient soin de pourvoir leurs vassaux, en allant à la guerre, de lances, boucliers, arcs, casques & cuirasses. On trouve une lettre de Charlemagne à l'*Abbé* de Alth, par laquelle il lui enjoint d'envoyer ses hommes, à jour nommé, avec des habits & des armes pour six mois, & des vivres pour trois, c'est-à-dire de l'argent en quantité suffisante pour renouveler le tout. Ainsi le Clergé étoit, comme la Noblesse, obligé à la contribution réelle, qui étoit la suite du service militaire. Il y avoit une amende de 60. sols, c'est-à-dire, environ cent écus de ce tems-ci, contre les propriétaires qui ne faisoient pas le service. L'article 2 du Capitulaire de 812. ordonne aux Envoyés royaux de faire des recherches de ceux qui ne s'étoient pas rendus à l'armée, & de leur faire payer l'amende, à moins qu'ils n'eussent un congé du Comte, du Vicaire ou du Centenier; mais dans ce cas il veut que l'amende soit exigée de celui

qui a donné le congé, de quelque condition qu'il puisse être, soit Comte, soit Vicaire, soit avoué d'Evêque ou d'Abbé; & la même chose se pratiquoit sous la troisième race de nos Rois, qui ont souvent prononcé & fait payer des amendes aux Evêques & aux Abbés dans le même cas. Les Evêques, les Abbés & tous les Ecclésiastiques, étoient donc tenus du service militaire sous la même peine que les propriétaires. On fournissoit aux troupes le logement & le fourrage sur la route & la subsistance aux Ambassadeurs Etrangers. Les exemptions données par les Rois sur le premier article à quelques Abbayes, prouvent que les Ecclésiastiques y étoient sujets; & les grosses amendes prononcées par Charlemagne contre les Evêques qui n'avoient pas logé & nourri les Ambassadeurs du Roi de Perse, en font la démonstration pour le second.

C'est ainsi que ce Prince avoit réglé le service militaire & la contribution réelle qui en dépendoit, en la partageant également entre le Clergé & la Noblesse, à proportion de leurs biens, comme il avoit aussi partagé entr'eux la portion de législation & d'administration qu'il leur avoit laissée; mais trouvant plus de lumières, de droiture & de soumission dans les Ecclésiastiques de son tems, il leur donna plus de crédit & d'autorité dans les affaires publiques, & peut-être y fut-il forcé par les circonstances. Carloman & Pepin avoient admis les représentations & les prétentions du Clergé contre la Noblesse,

sans les régler définitivement, par une restitution entière des biens qu'elle avoit envahis. Il falloit ou la dépouiller & l'aigrir pour contenter le Clergé, ou laisser opprimer ce dernier corps en fermant les yeux sur les violences des Grands, ou le laisser dans un état d'insécurité, de crainte & d'abaissement qui donnoient lieu à des murmures continuels. Charlemagne aimoit donc mieux satisfaire les Ecclésiastiques par quelques donations prises sur son domaine, quelques restitutions qu'il leur fit faire de tems en tems, & surtout, par des distinctions, qui d'un côté les lui rendoient utiles dans l'administration, & de l'autre contenoient par la considération qu'il leur donna, les Grands dont il pouvoit craindre la puissance & l'indocilité. Il crut que le génie guerrier de la Nation contrebalaçoit assez cette préférence donnée au Clergé, & il compta que ses soins & sa vigilance s'étendant à tout, il suppléeroit continuellement à ce qui pourroit manquer à la disposition des ressorts du gouvernement qu'il avoit établi. Peut-être aussi ne s'aperçut-il pas de ce qu'il pouvoit avoir de defectueux pour un Souverain moins habile que lui. L'esprit ne voit bien que ce qui est à son niveau, & les génies élevés ont aussi leurs bornes. L'homme supérieur ne sent pas assez les inconveniens qui viennent de celles de l'esprit, quand l'homme borné y tombe sans les avoir aperçus, parce que l'un voit mal ce qui est au-dessous de lui & que l'autre ne voit rien de ce qui est au-

dessus. D'ailleurs tout est petit & soumis devant un grand homme. Tout s'éclipse ou s'éclaire, s'épure ou s'anoblit aux rayons de sa lumière & de ses vertus. Les réglemens de Charlemagne étoient excellens sous ce Prince ; mais leur mérite consistant principalement dans une manutention , dont lui seul étoit capable , ils ne tarderent pas dès qu'il ne fut plus , à devenir inutiles ou dangereux ; & l'on ne retrouve que trop dans les Evêques & les Grands appellés par lui au partage de l'administration, ces Capitaines associés à la conquête & au gouvernement du monde par le vainqueur d'Arbelles, *Soldats sous Alexandre, & Rois après sa mort.*

Louis le Débonnaire , qui succéda à son pere sans le remplacer , ne fut pas long-tems à le prouver, & ce fut alors que se développèrent les germes des maux que Carloman avoit préparés par l'ascendant qu'il avoit laissé prendre aux Papes & au Clergé. Le croiroit-on ? le propre des génies foibles , est d'outrer tout en bien & en mal , en force & en foiblesse , parce que faute de lumières , ils ne voyent ni les principes ni les bornes ni les conséquences de rien , & que faute de courage desprit , ils se laissent entraîner par toutes les circonstances , souvent par toutes les passions , même étrangères , & presque toujours par les apparences plus que par la réalité. Louis le Débonnaire avoit vû son pere élever & favoriser le Clergé , ménager & consulter les Seigneurs , poursuivre des rebelles , les punir & leur pardonner ; il fit

tout cela, & le fit mal & à contre-tems, parce qu'il n'avoit aucune des qualités nécessaires pour le bien faire. Tout ce qu'il eut d'enfans, de Ministres & d'associés au gouvernement devinrent par sa faute autant de rebelles, de tyrans & d'opresseurs de la liberté publique, & sa mauvaise conduite mit dans l'Etat & sa propre famille le trouble & la dissention, qui causerent en peu de tems la ruine entiere de sa postérité, après qu'il en eut été la premiere victime. Suivant les

Capitul.

tom. 1.

Capitulaires faits en 816. au Concile d'Aix-la-Chapelle, chaque Eglise devoit avoir un manoir exempt de service, & si elle en avoit d'autres, ils étoient soumis aux charges. Dans un Parlement, tenu au même lieu en 817. on fit un rolle des Monastères de l'obéissance de l'Empereur Louis, & on les partagea en trois classes différentes. Voici ce que porte le préambule de ce rolle: „ L'an 817.

Capitul.

édit. de Bal.

pag. 589. 190.

tom. 1.

„ l'Empereur dans son Parlement d'Aix-la-Chapelle, a réglé quels sont les Monastères de son Empire qui *peuvent* faire le service militaire & des présens, quels sont ceux qui *peuvent* faire des présens & non le service militaire, & quels sont ceux qui ne *peuvent* faire ni le service militaire ni présens, mais seulement des prieres pour le salut de l'Empereur & de ses enfans, & pour la conservation & la félicité de l'Empire, & il en a fait dresser & écrire le présent état. “ On en marque 14. de la premiere classe, 16 de la seconde, & 18. de la troisieme, ce qui faisoit en tout 48 Monas-

tères dans l'Empire. Les biens du Clergé Séculier n'étoient certainement pas plus privilégiés ni plus favorisés que ceux des Moines; mais son crédit ne tarda pas à augmenter, & nous allons voir quelle en fut l'occasion & la suite. Toute l'économie du gouvernement imaginé & établi par Charlemagne, d'après le génie de la Nation Française, avoit pour principe & pour base l'équilibre entre la puissance du Clergé & celle de la Noblesse, équilibre déterminé, fixé & maintenu par le poids de l'autorité Royale sur l'une & sur l'autre. Dans ce système, les Evêques & les Nobles étoient respectivement les conseils & les Ministres de cette autorité; mais elle devoit & pouvoit seule les balancer & les contenir. L'extrême rigueur de Louis envers le Roi Bernard & les complices de sa rébellion, ses remords, son indulgence, ses scrupules, sa confession & sa pénitence publiques, avoient été déjà tour à tour la preuve & les effets de sa faiblesse, de son inconstance & de sa mollesse; elles ne lui laisserent bientôt pas plus d'autorité que de considération. Sur la fin de l'an 828. on chercha au Parlement d'Aix-la-Chapelle les causes des désordres & des abus du gouvernement dans toutes les parties de l'Etat, & les remèdes que l'on y pouvoit apporter. Vala Abbé de Corbie, vénérable par son âge, sa naissance & son mérite, y parla fortement contre les entreprises des deux puissances l'une sur l'autre. Il se plaignit de l'invasion des biens d'Eglise; il dit que les

Hist. Eccl.
de Fleury,
liv. 47.

Ibid.

Fauchet en
la vie de Louis
le Débon-
aire, l'an 826.
& suiv. ch. 7.
à la fin.

Evêques & les Ecclésiastiques tenus du service militaire, devoient le rendre sans déroger à la sainteté de leur état, & sans que l'on usurpât leurs possessions. Sur tous ces excès, Louis ne trouva d'autre expédient que de convoquer quatre Conciles, à Mayence, Paris, Lyon & Toulouse. Il ne reste que les actes de celui de Paris. L'article le plus important concerne les entreprises des deux puissances. „ Le plus grand obstacle au bon „ ordre, disent les Evêques, est que depuis „ long-tems les Princes s'ingèrent dans les „ affaires Ecclésiastiques, & que les Evê- „ ques, soit par ignorance, soit par cupidité, s'occupent plus qu'ils ne devroient „ des affaires temporelles. “ Cependant le Clergé ainsi que la Noblesse & le peuple, faisoit encore alors un don annuel au Roi, & ce don étoit une contribution proportionnelle ; car il étoit le produit d'une taxe imposée sur les Ecclésiastiques comme sur les Nobles & les roturiers, & répartie entr'eux sur le pied du revenu des fiefs ou des alleux, que chacun d'eux possédoit. Néanmoins il n'y avoit plus ni concert entre les membres de l'Etat & le Chef, ni subordination des sujets au Maître. On auroit en vain cherché l'un & l'autre dans la Famille Royale, divisée d'ailleurs par un second mariage & ses suites. De-là la désobéissance successive de trois Rois enfans du premier lit, contre leur pere, encore plus facile qu'injuste. Elle est suivie d'une révolte ouverte, commune & concertée entr'eux. Louis la tolère & l'irrite par

nonchalance , l'approuve par foiblesse & par facilité , y cède par timidité & par impuissance. Il se livre lui-même à ses enfans rebelles & armés contre lui. Il se laisse enlever par eux sa femme Judith & son fils Charles , la cause & l'objet de cette révolte ; on le ren-

Hist. de
France par
Mezerai.
Hist. Eccles.
liv. 47.

ferme dans le Monastère de Saint Médard , & il étoit prêt d'y faire profession , lorsqu'à l'union factieuse de trois freres succède la jalousie & la méintelligence. Des Moines intrigans irritent leur discorde , Louis & Pepin se lignent contre Lothaire , & rétablissent leur pere sur le Trône.

L'Empereur reprend ainsi son autorité pour n'en user qu'avec sa mollesse ordinaire ; on lui livre les chefs & les complices de la conspiration , les Evêques sont déposés , les Seigneurs condamnés à mort ; le foible Louis pardonne aux uns & aux autres , les rétablit , & leur rend à tous ses bonnes grâces. Cependant une nouvelle conspiration de ses enfans le détermine à changer leurs partages jurés solennellement plus d'une fois par toute la nation. Agobard , Archevêque de Lyon , écrit à l'Empereur pour lui reprocher sur le ton le plus séditioneux , ses variations injustes. Lothaire arme contre son pere , que Louis & Pepin , aussi mécontents & d'ailleurs dépouillés , ne veulent ni ne peuvent plus secourir. Les armées étoient en présence lorsque les troupes du pere , séduites & intimidées par Lothaire , se rendent à lui. L'Empereur regardé après cette defection générale comme déchû de la dignité impériale , réduit

Ibid.

à se livrer lui-même à ses enfans , est confiné par eux pour la seconde fois dans le Monastère de Saint-Médard. On envoie Judith à Tortone , & on enferme Charles dans l'Abbaye de Prom. Lothaire élu Empereur , après avoir reçu le serment de la nation , indique un Parlement à Compiègne pour le 1. Octobre 833. Agobard , le chef & l'ame de sa faction , publie un manifeste pour la justifier. Cet écrit , respirant la révolte & le fanatisme , avoit pour objet de préparer les esprits à l'attentat que les Conjurés préméditoient & qu'ils consommèrent au Parlement de Compiègne. Lothaire & ses complices craignant la pitié & l'indignation des *gens de guerre & du peuple* , voulurent enfin pousser leur rébellion à une extrémité qui ne permit plus de retour. Ils résolurent donc de mettre Louis en pénitence publique , afin que par une conséquence généralement reçue alors , quoique fausse & absurde , il ne pût jamais porter les armes ni rentrer dans la société civile. Les auteurs de ce conseil & de cette résolution furent , suivant le rapport de Tégan, Corevêque , Historien contemporain , Ebbon Archevêque de Rheims , Agobard de Lyon , Bernard de Vienne , Barthelemy de Narbonne , Jessé Evêque d'Amiens , Elie de Troyes & Herebold d'Auxerre. Ils firent Louis de se soumettre à un Jugement , que les Evêques avoient rendu contre lui sans l'entendre , de s'accuser publiquement de crimes qu'ils lui supposèrent & qu'ils lui donnerent par écrit , de demander la pénitence

ce publique, & de la laisser imposer par eux aux yeux de toute la nation. Ils ordonnerent que chacun des Evêques, qui avoit assisté à cette dégradation solennelle & inouïe, en dresseroit une rélation souscrite de sa main, & que de toutes les rélations particulières on en formeroit un sommaire signé de tous. Ils eurent cependant honte d'un attentat aussi détestable que détesté par toute la postérité; car aucun d'eux n'osa se nommer dans l'acte commun. Quoiqu'il en soit, la trahison des Evêques en faveur de Lothaire ne leur valut pas encore de la part de ce Prince aucune exemption de contribuer réellement aux charges & aux besoins de l'Etat; on trouve au contraire dans la Chronique de Saint Arnoulphe de Metz, que Lothaire à ce même Parlement de Compiègne, en 833. reçut les présens que faisoient tous les ans au Roi les *Evêques, les Abbés, les Comtes & le Peuple*. Ces dons, comme l'observe Fauchet, étoient proportionnés aux biens que chaque sujet possédoit. Le même Saint Arnoulphe rapporte que Louis le Débonnaire reçut encore ces dons annuels du Clergé comme de la Noblesse & du Peuple, à Orléans, à Worms & à Thionville, dans les Parlemens qu'il y tint les années 835. 836. & 837. Ainsi Lothaire profita seul aux dépens du Clergé de sa perfidie & de son attentat. Ce Corps cessa donc bientôt de soutenir cette révolution, pour exciter les remords & la jalousie de Louis & de Pepin à en faire une autre. Louis fut en effet rétabli encore par les deux freres, & ré-

Loix Eccl.
par d'Heri-
court, part.
3. p. 248.

Aimon. lib.
4. cap. 115.

Not.
P. Sirmondi
pag. 108. in
Capitul. Car.
Cal. environ
l'année 829.
ana. 835-836
& 837.

Mezeray,
Fleury.

habilité solennellement par quarante Evêques au Parlement de Thionville. L'Archevêque Ebbon s'accusa lui-même publiquement à Metz d'avoir porté un jugement injuste contre l'Empereur son maître sur des crimes faux & supposés ; & sur sa confession & de son consentement il fut déposé, dégradé & mis en prison. On punit de même ses confreres & ses complices ; mais l'esprit de discorde, de faction & de révolte n'en subsistoient pas moins dans tous les Ordres de l'Etat. Les Actes d'un Concile tenu à Aix-la-Chapelle en 836. en sont la preuve. Ils sont divisés en deux parties, dont la première contient trois chapitres. Dans le second, on menace de déposition l'Evêque ou le Prêtre qui abandonnera l'Empereur, & le Laïc d'excommunication. Dans le troisième, on remarque comme la principale source des désordres la confusion des deux Puissances. *Les Evêques avouent qu'ils ont beaucoup excédé la leur, & que la révolte des enfans de l'Empereur a fait voir un crime inoui à tous les siècles :* „ C'est pourquoi, concluent-ils, „ nous estimons que le seul moyen de rétablir l'ordre, est que laissant jouir les Evêques de toute la puissance que Jesus-Christ leur a donnée, vous usiez de toute celle que vous avez comme pere & comme Empereur. “ La seconde partie découvre l'intérêt du Clergé à la conclusion de la première. Elle ne concerne que la restitution des biens de l'Eglise dont les enfans de Louis toléroient, favorisoient & procuroient même à

Hist. Eccl.
liv. 47. n. 54.

l'envi l'usurpation. Ainsi les Evêques reclamèrent alors une autorité qu'ils avoient affoiblie eux-mêmes. Si la dégradation de l'Empereur Louis fut un crime inoui, les conséquences qu'elle eut contre l'Etat ont été bien funestes & bien durables. La première & la principale fut la destruction d'un équilibre aussi nécessaire que juste. L'Histoire de France depuis cette époque, ne nous offre que troubles, sécouffes & révolutions successives. La Noblesse, le Clergé & le Roi y ont gagné ou perdu alternativement; mais l'Etat en a toujours constamment souffert, sans que l'équilibre ait jamais pû se retrouver. L'attentat commis contre Louis le Débonnaire avoit détruit toute harmonie en anéantissant la subordination du pere aux enfans, & celle des sujets au maître. Un Prince sans principes, sans caractère, sans fermeté & sans tenue, ne voulut ni ne sçut la rétablir; & se trouvant sans considération & sans autorité par l'humiliation qui l'avoit rendu méprisable, il n'auroit pû, même avec toutes les qualités de Charlemagne, ramener à l'obéissance les Rois ses enfans, les Evêques & les Seigneurs qui étoient devenus indépendans, ou qui visioient à le devenir, & gaignoient tous à la confusion qu'ils avoient mise dans l'Etat. Ainsi, dès que Louis fut mort, ses enfans rebelles devinrent des freres jaloux & bientôt ennemis. Ils eurent autant de facilité que d'intérêt à entraîner chacun dans leur parti des Evêques & des Seigneurs factieux par habitude, par contagion & pour

leur avantage. De-là la guerre civile dont le nouveau partage fait par Louis avant sa mort, fut l'occasion & le sujet ; le démembrement de la Bretagne, les irruptions & les ravages des Normands en furent les effets & les suites. Lothaire, que Louis le Débonnaire avoit favorisé dans ce dernier partage au préjudice de Louis & des enfans de Pepin, pour en faire un protecteur à Charles le Chauve, n'en devint que son plus puissant ennemi. Les armées étoient en présence, lorsque les Seigneurs de part & d'autre s'entremirent d'un accommodement qu'ils forcerent les deux freres d'accepter. Ce traité qui faisoit perdre à Charles la plus grande partie de ses Etats, & mettoit des bornes à l'ambition de Lothaire, ne pouvoit être qu'infidèle & peu durable. En effet Lothaire jusqu'à sa jonction avec Pepin son neveu, ne fit qu'amuser par de feintes négociations Charles & Louis le Germanique ; mais ayant alors rejeté avec fierté leurs offres & leurs soumissions, ils lui envoyèrent livrer le champ de bataille pour le lendemain 25. Juin huit cens quarante-un, lui déclarant qu'ils étoient contraints d'en venir au *Jugement de Dieu* ; ils appelloient ainsi la bataille de Fontenay, cette journée si funeste à la France, où quatre Rois, trois freres & un neveu armés les uns contre les autres pour se détruire, en avoient rassemblé toutes les forces, & cette journée vit périr cent mille Français. Les Rois Louis & Charles, quoique vainqueurs, saisis d'horreur, de remords & de pitié, consulterent les Evêques

Hist. Eccl.
liv. 48. n. ix.

qui étoient en grand nombre à leur armée, sur les moyens d'appaîser la colére céleste après un Carnage si horrible. Les Evêques assemblés prononcèrent que tous ceux qui y avoient eu part, soit pour le conseil, soit pour l'exécution, étoient innocens, ainsi que le *jugement de Dieu* l'avoit déclaré, puisqu'ils n'avoient été que les Ministres de sa Justice. Cette décision ne venoit certainement pas de gens plus au fait de la politique que de cas de conscience. Cependant Lothaire rentre en Neustrie avec les débris de son Armée & de nouvelles forces, Charles plus foible fuit devant lui jusqu'à sa jonction avec Louis le Germanique à Strasbourg; ils y renouvellent leur ligue avec promesse réciproque de ne jamais s'abandonner, & ils forment leur serment de la clause la plus inouïe & la plus dangereuse. Elle portoit que si quelqu'un des deux freres contrevenoit au Traité, ses Sujets seroient dès-lors absous de l'obéissance & du serment de fidélité. On voit combien l'esprit de révolte & de faction avoit déjà rendu les Rois dépendans de leurs Vassaux; ils le devenoient par-là bien davantage & pour toujours. Après cette seconde irruption, Lothaire s'étant retiré en Italie, Louis & Charles s'en rapportèrent aux Evêques & aux Prêtres sur le sort & le partage des Etats qu'il abandonnoit. En conséquence les Evêques rendent contre Lothaire à Aix-la-Chapelle en 842. un Jugement solennel, par lequel, pour raison de ses crimes contre l'Eglise, son pere & ses freres, ils le

Capitul. edit.
de Baluse t. 2.
p. 39. 16 Mars
841.

Hist. Eccl. liv.
48. n. xi.

Capitul. t. 2.
p. 12.

déclarent déchu de sa portion des terres de deçà les Monts. Ils ne veulent pas néanmoins déférer aux deux freres la portion dont ils le privoient, qu'ils n'ayent sçu d'eux s'ils entendent la gouverner suivant la volonté de Dieu. Louis & Charles ayant répondu comme il convenoit : & nous, reprennent les Evêques, nous vous prions, & nous vous *enjoignons* par l'autorité Divine de prendre le Royaume de Lothaire. Ainsi les Evêques donnerent les premiers aux Papes l'exemple de disposer des Couronnes ; ils n'en étoient cependant pas plus exempts des charges de l'Etat. Dans le Concile de Thionville, tenu au mois d'Octobre 844. en présence des Rois Lothaire, Louis & Charles, le Clergé dressa & fit approuver six articles. Il y exhorte les Princes à l'union ; leur recommande les intérêts & la discipline des Eglises & des Monastères, & d'empêcher surtout l'usurpation des biens ecclésiastiques, „à la charge néanmoins, disent les Evêques, qu'ils „fourniront à l'Etat les subsides nécessaires.“ Les termes dont se servent ici les Evêques, sont d'autant plus remarquables, qu'ils établissent le Droit de l'Etat & l'obligation des Ecclésiastiques, & qu'ils attestent la possession où ils étoient de contribuer réellement aux charges & besoins de la patrie proportionnellement à leurs biens. „Chaque Ecclésiastique, disent les Evêques, aura soin de „vous offrir, outre le secours de ses prieres, „le *subside dont la République a besoin*, *subside de proportionné aux biens de l'Eglise qui lui*

„est confiée, ainsi qu'il avoit coûtume de l'offrir aux Rois vos prédécesseurs.“ Voilà Hist. Eccl. tom. 2. cap. 8. pag. 17.
 „donc, de l'aveu du Clergé de ce tems-là, ibid. nomb. 2.
 un subside ordinaire & proportionnel. Deux xx.
 mois après on tint un autre Concile à Verneuil, en présence de Charles-le-Chauve, & on y fit douze Canons. Voici ce que porte Capitul. édit. de Baluse, tom. 2. cap. 8. pag. 17.
 le huitième ; „ quelques Evêques s'excusent du service de guerre à cause de la foi-
 „ blessé de leur corps, & vous en dispensez quelques autres ; mais il faut prendre Preuves des lib. de l'Eglise Gall. chap. xxxix. art. 2.
 „ garde, disent les Prélats au Roi, que leur absence ne nuise au service; c'est pourquoi,
 „ si vous le trouvez bon, ils donneront la
 „ conduite de leurs hommes à quelqu'un de
 „ vos Vassaux qui les retienne dans le devoir.

Le Clergé dressa encore dans les Conciles de Meaux & de Paris, d'autres articles, au nombre de 80. sur l'usurpation des biens d'Eglise par les Seigneurs, & sur leur restitution. Il pressa le Roi Charles de les confirmer dans le Parlement extraordinaire qu'il tint à Epernay au mois de Juin 847. mais la Noblesse avoit pris l'ascendant sur le Clergé & l'autorité Royale qu'il réclamoit, étoit trop foible pour contenir l'une & soutenir l'autre. Voici donc ce que l'on trouve dans le titre des Capitulaires d'Epernay. „ Les articles suivants ont été extraits des articles publiés l'an
 „ 847. par les Evêques dans leurs Conciles,
 „ & présentés au Roi suivant son ordre,
 „ pour être relus à Epernay. Mais parce que
 „ l'esprit du Roi étoit aigri contre les Evê-

Capitul. „ ques par la faction de quelques-uns, les
 rom. 2. tit. 7. „ Grands du Royaume n'étant pas d'avis
 pag. 29. „ des représentations du Clergé, les Evê-
 „ ques furent exclus de cette assemblée, &
 „ de tous ces articles les Seigneurs ont choisi
 „ seulement ceux-ci après (au nombre de
 „ dix-neuf) & les ont donnés par écrit aux
 „ Evêques; disant, que ni le Prince ni eux
 „ n'en vouloient pas répondre ni observer
 Capitul. „ davantage.“ Ces articles retranchés avoient
 rom. 2. tit. 7. pour objet les prières & les remontrances que
 p. 30. & seq. les Evêques dans les Conciles de Meaux & de
 Conc. P. Paris, avoient arrêté de faire au Roi, & qui
 Sirmondi, tendoient à ce qu'il n'établît pas sur eux
 rom. 3. p. 23. de nouvelles levées, mais qu'il se contentât
 & 27. an. 845. des subsides qui se levoient sous les Rois ses
 & 846. pere & ayeul. Quoiqu'il en soit, telle étoit
 déjà la conséquence de la dégradation de
 l'Empereur Louis contre le Clergé lui-même; en excédant sa puissance, il l'avoit per-
 due au profit de la Noblesse, & les guerres
 civiles, suites de l'attentat contre l'autorité
 Royale, avoient rendu cette Noblesse enco-
 re plus considérable. Les enfans de Louis le
 Débonnaire, qui par leur foiblesse & leur
 discorde avoient besoin du secours des Sei-
 gneurs, & vouloient à l'envi se les attacher,
 leur donnerent, ou leur laisserent envahir les
 biens du Clergé dont ils avoient plus à crain-
 dre qu'à espérer, & sacrifièrent par néces-
 sité, par crainte & par vengeance, des Ecclé-
 siastiques factieux, redoutables & riches à
 l'avidité des grands ou moins dangereux ou
 plus utiles; mais ceux-ci n'en devinrent que

plus indépendans , & cette indépendance augmenta encore par le changement qui survint alors dans la constitution de l'État , & qui par succession de tems en livra aux Seigneurs toutes les forces. Le traité conclu à Mersen entre Lothaire, Louis & Charles , porte de la part de Charles , que tout homme libre , c'est-à-dire propriétaire , pourra choisir du Roi ou des Vassaux qui il voudra pour Seigneur. La puissance immédiate se fait toujours le mieux sentir , elle est d'ailleurs plus sujette à l'excès & à l'abus , parce qu'elle est précaire & bornée , & les Comtes qui avoient une autorité immédiate sur les propriétaires qu'ils menaient à la guerre , les vexoient dans le service pour favoriser leurs propres Vassaux , les mettoient à l'amende à leur profit , lorsqu'ils s'absentoient , & les réduisoient en esclavage faute de paiement. Il étoit donc de l'intérêt de ces propriétaires de s'assurer la protection des Comtes en leur rendant hommage , plutôt que de réclamer celle du Roi , qui n'étoit ni si prochaine ni si sûre. D'ailleurs les Propriétaires & les Vassaux du Roi demeuroient exposés sans défense aux ravages des Normans , dont les Seigneurs particuliers défendoient leurs propres Vassaux. Il arriva donc que les Propriétaires , par nécessité , par convenance & par intérêt , aimèrent mieux presque tous , relever des Seigneurs que du Roi. Ce même traité porte qu'aucun Vassal du Roi ne sera plus tenu de le suivre à la guerre que lorsqu'elle sera générale , & qu'elle aura pour

Capitul.
édit. de Balu-
se , tom. 2.
tit. 9. p. 44.

objet la défense commune contre les ennemis de l'Etat. Ainsi en rendant la Noblesse indépendante, on lui fournissoit encore les moyens de devenir plus puissante de jour en jour, & chaque Noble pouvoit & devoit insensiblement se trouver en état d'attaquer le Roi, tandis que tous les autres étoient dispensés de le défendre. La Bretagne & l'Aquitaine révoltées, avoient appelé les Normans à leurs secours, & livroient depuis dix ans la France entière à la fureur de ces barbares. Charles le Chauve, occupé à réduire ces deux Provinces rebelles, & craignant aussi Lothaire & Louis dont il se défioit toujours, ne se mit pas en peine de repousser les Normans. Les Seigneurs se trouverent donc obligés de pourvoir eux-mêmes à leur propre défense. Ils rejetterent ainsi tout l'effort des Normans sur les Eglises plus riches & moins défendues, & se dédommagerent même du pillage de ceux-ci par les biens Ecclésiastiques qu'ils continuèrent d'usurper, quand ils se trouverent en état de le faire impunément. Dans cette extrémité, le Clergé ne pouvant obtenir de l'indolence & de la connivence de Charles, ni protection contre les uns, ni justice des autres, appella Louis le Germanique au secours de ses biens désolés & envahis. Wenilon Archevêque de Sens, se rangea avec plusieurs autres, du parti d'un Prince qui venoit, à leur sollicitation, les protéger & les défendre. Les seuls Evêques des Provinces de Rheims & de Rouen, demeurés fidèles à Charles, s'assemblerent à

Quercy, & écrivirent à Louis le Germanique sur son irruption : „ Si vous venez, di-
 „ soient-ils dans cette Lettre, rétablir l'E-
 „ glise, conservez ses privilèges & ses biens ;
 „ car depuis que les richesses du Clergé se
 „ sont accrues, *les Evêques ont jugé à propos*
 „ *de donner des terres à des hommes libres,*
 „ *pour augmenter la milice du Royaume, as-*
 „ *surer à l'Eglise & à l'Etat des défenseurs*
 „ *& des soutiens de la paix & de la tranquil-*
 „ *lité publique.* * C'est pourquoi les terres
 „ ainsi concédées, & celles réservées à la
 „ subsistance des Clercs, & dont ils doivent
 „ le service militaire, sont également sous
 „ la protection Royale par leur consécrat-
 „ tion. “ Les Evêques conseillent ensuite à
 ce Prince de se réformer lui-même, sa mai-
 son, ses Officiers, ses gens de guerre & ses
 Magistrats, avant de songer à reformer les
 autres. Ils lui donnent des conseils & des
 préceptes sur le gouvernement civil & po-
 litique, & sur l'administration de ses domai-
 nes, „ afin que vous ne soyez pas obligés,
 „ disent-ils, d'être plus à charge aux Evê-
 „ ques, Abbés & Abbeses, pour les logemens,
 „ voitures & autres besoins, que l'usage & la
 „ raison ne le comportent. Ils parlent ensuite

Capitul.
 edit. de Ba-
 luse, tom. 2.
 tit. 29. pag.
 101.

* Les Evêques parlent ici des *Précaires* établies par eux-mêmes, & qui comme celles que le Roi établissoit par sa seule volonté & de sa seule autorité, portoient de leur part le motif & la condition du service militaire. Ils reconnoissent donc que les biens d'Eglise sont ainsi que ceux des Laïques, obligés & affectés aux charges & besoins de la Patrie, & qu'ils doivent y contribuer.

Hist. Eccl. liv.
49. n. xliii.

de l'invasion des biens d'Eglise par les Seigneurs, contre lesquels ils réclament la protection, l'autorité, la justice & la vengeance de Louis, ainsi que contre les Normands. Hincmar, Auteur de cette Lettre, en envoya copie à Charles, en lui marquant : „ Ne „ négligez pas les articles que le Concile de „ Quercy a adressés à Louis ; croyez - moi, „ ils ont été faits plus pour vous que „ pour votre frere. J'ai appris trois choses, „ ajoute-t-il, que j'avois résolu de vous ca- „ cher ; mais après y avoir bien pensé, je „ crains de me rendre coupable moi-même, „ si je ne vous fais connoître les bruits qui „ courent contre vous. Le premier, c'est „ que vous ne voulez point vous mêler de „ ces pillages, & que vous prétendez que „ chacun se défende comme il pourra. Je „ sçai que c'est une calomnie ; mais j'ai vou- „ lu vous en instruire, afin que vous en mon- „ triez la fausseté par les effets. *Car ce seroit „ impiété à un Roi d'exiger de ses sujets des „ dons & des contributions, & de ne pas con- „ server les biens dont il les tire.* Le second, „ est que ceux qui vont porter des plaintes à „ votre Cour, n'y reçoivent ni réponse sa- „ vorable, ni consolation. Je ne le crois pas „ non plus ; mais je crois, malgré moi, le „ troisième, qu'après que l'on a pris aux dé- „ pens de l'Eglise tous les vivres nécessaires, „ on exige encore de l'argent, si non on y „ fait de grands ravages.“ Il est vraisemblable que le premier article des plaintes d'Hincmar n'étoit pas plus étranger au Clergé que

le dernier. L'irruption de Louis le Germanique multiplia seulement les désordres & les pillages, & lui valut aussi l'excommunication, dont trois Archevêques & six Evêques, députés vers lui par le Concile de Metz, lui proposèrent de l'absoudre, à certaines conditions portées dans leurs instructions. Mais ce Prince répondit à Hincmar, Chef de l'Ambassade, que n'ayant rien fait que par le conseil des Evêques; il désiroit, avant de se décider, prendre encore leurs avis. On assembla donc au mois de Juin huit cens cinquante-neuf, un Concile à Savonnières. Les Evêques de douze Provinces y arrêterent qu'ils travailleroient à faire un traité de paix entre les Princes. Le 16. du même mois, Charles le Chauve, petit fils de Charlemagne, qui recevoit & régloit dans les Conciles & dans les Parlemens les Requêtes des Evêques, leur en présenta une en son nom contre Wenilon Archevêque de Sens. „ Lorsque je partageai le Royaume avec mes freres, disoit-
 „ il dans cette Requête, Wenilon promit
 „ avec serment, comme les autres Evêques,
 „ l'observation du partage. Depuis il m'a fa-
 „ cré Roi; en conséquence je ne devrois
 „ pas être déposé de la dignité Royale par
 „ personne; du moins sans être entendu & ju-
 „ gé par les Evêques, qui m'ont consacré
 „ avec lui, qui sont appelés les Trônes de
 „ Dieu dont ils exercent la justice, & aux cor-
 „ rections paternelles, & aux jugemens casti-
 „ gatoires desquels, ajoûtoit le Roi, j'ai tou-
 „ jours été prêt de me soumettre comme je

Capitul. t. 2.
 tit. 28. p. 122.

Capitul. tit.
 30. p. 133.

„m'y soumetts encore. Quand mon frere
 „Louis entra à main armée dans mon Ro-
 „yaume ; Wenilon non-seulement ne me
 „donna point dans cette guerre, *le secours*
 „*que son Eglise me devoit*, mais il ména ses
 „forces à mon frere contre moi. Enfin, après
 „que j'eus, par l'assistance de Dieu, recou-
 „vré mon Royaume, je m'approchai de la
 „ville de Sens, & Wenilon me refusa enco-
 „re *le secours des gens de guerre que son Eglise*
 „*se est obligée de me fournir*. Ces paroles, dit
 „Fleury, sont remarquables dans la bouche
 „d'un Roi, & nous n'en avons point vû qui
 „parlât ainsi, du moins en France ; mais
 „l'exemple de Louis le Débonnaire, qui s'é-
 „toit tant de fois fait couronner & réhabili-
 „ter par les Evêques, & la foiblesse de Char-
 „les, pouvoient lui faire tenir ce langage.
 „Quoiqu'il en soit, il paroît que les Evê-
 „ques croyoient pouvoir déposer les Rois,
 „car on ne peut pas douter que cette Requê-
 „te ne fût dressée par leur conseil.“ Sur cette
 „plainte Wenilon fut cité par une Lettre Sy-
 „nodale, & ce qu'il y a de singulier, c'est que
 „le Roi ayant reconnu en quelque sorte le
 „Concile pour Juge, puisqu'il lui avoit pré-
 „senté sa Requête, cette lettre porte qu'il
 „choisi pour Juges Remy Archevêque de
 „Lyon, Wenilon de Rouen, Herard de
 „Tours, & Rodolphe de Bourges. Cepen-
 „dant les irruptions fréquentes & inopinées
 „des Normands exigeoient que l'on fût inces-
 „samment partout en état de défense. Charle-

Hist. Eccl. liv.
49. n. xlv.

Capitul. t. 2.
tit. 37. p. 129.

ordonna donc par les Capitulaires de Touz

Lettre H.

99

l'an 863. que les Comtes, Abbés & Abbeſſes ſe tinſſent prêts à ſe réunir pour la déſenſe commune, à la première occaſion ; il chargea ſes Envoyés de veiller & de pourvoir à ce que chaque département eût ſoin d'envoyer ſes hommes équipés & armés ; il ajouta que dans le cas où les forces d'un ſeul département ne ſuffiroient pas pour repouſſer les Barbares, on y joignît celles des Evêques, Abbés & Abbeſſes d'un autre département voiſin. Le Clergé n'ayant pû, ſoit par ſes cenſures, ſoit par l'irruption de Louis le Germanique, avoir raiſon des nobles uſurpateurs des biens d'Egliſe, eut enfin recours au Pape, & Nicolas I. écrivit en 866. aux Nobles d'Aquitaine, pour les exhorter à reſtituer, ſous peine d'excommunication ; mais ces lettres & ſes menaces n'eurent pas plus de ſuccès contre les uſurpateurs, que les clameurs du Clergé contre les Normands. Cependant comme ces Barbares dans leurs courſes avoient plus pour objet le pillage que les conquêtes, Charles penſa qu'il étoit plus aisé & plus sûr de les éloigner avec de l'or, que de les répouſſer par la force des armes, & il ſ'engagea à leur payer un tribut.

On trouve dans les Capitulaires de Charles le Chauve que ce Prince prit deux fois ſous ſon règne le parti de prévenir par deux contributions différentes, les incuſſions & les pillages des Normands. La première fut faite en 861. par une levée établie ſur tous les Français, tant *Eccleſiaſtiques* que Nobles & Roturiers. La Chronique de Mont - Dieu

E 2

Duchefne,
t. 2. p. 263.
Nota
P. Sirmondi.
ad Capit. 1. 2.
des Capitul.
pag. 806.

Capitul. t. 2.
lit. 52. p. 257.

Ibid.

porte que cette levée fut de 5000. liv. Par rapport à la répartition, on voit qu'elle étoit tout à la fois réelle & personnelle. Car chaque *Evêque* & chaque *Abbé* étoit imposé, pour chacun de ses manoirs, à douze deniers, répartis proportionnellement entre le propriétaire, le fermier & les esclaves qui faisoient valoir la ferme : de plus chaque *Prêtre* étoit aussi imposé à cinq sols pour l'imposition la plus forte, & à quatre deniers pour la moindre. La même contribution fut renouvelée en 877. On l'arrêta dans l'Assemblée Générale tenue à Compiègne, & elle fut répartie dans la même forme & dans la même proportion que celle de 861. On trouve enfin un autre témoignage des contributions du Clergé, dans la lettre qu'Hincmar, Archevêque de Reims, écrivit à ses Suffragans & aux Grands du Royaume en 875. pendant l'absence de Charles le Chauve, qui étoit allé à Rome recevoir du Pape la Couronne Impériale. Dans cette lettre, Hincmar fait mention en général des tributs que, par un usage observé de toute ancienneté, les Rois de France avoient coutume de prendre sur les Eglises à proportion des biens qu'elles possédoient, & en égard à la qualité du titre des bénéfices.

Telle est, Monsieur, la seconde époque. Je m'y suis étendu sur les principes & les ressorts d'une révolution dont l'Etat s'est ressenti si long-tems, comme je l'ai fait aussi sur le commencement de la seconde race; parce que ces deux époques sont essentielles pour connoître la forme de notre constitu-

sion originale, & les changemens qui y sont survenus. J'en userai de même toutes les fois que j'aurai occasion d'y remarquer des variations considérables. Peut-être aussi m'arrêterai-je, chemin faisant, sur les perspectives intéressantes que je rencontrerai dans le grand tableau que j'ai entrepris de vous tracer ; j'imagine que les repos & quelques écarts vous sont aussi nécessaires qu'à moi, pour éviter la fatigue d'une course trop rapide, ou l'ennui d'une marche trop uniforme, & je trouve que les réflexions me délassent des faits. Il vous les faudroit, sans doute, meilleures ; mais quand on n'est pas content de celles qu'on rencontre, on est capable de trouver les bonnes. Pour moi, je dis ce que je sçais, & ce que je puis. Louis le Débonnaire ne pouvoit pas être Charlemagne ; mais il n'en exigeoit pas moins ainsi que lui du Clergé des contributions réelles, ordinaires & extraordinaires, & qui étoient toujours proportionnées aux revenus des Ecclésiastiques.

TROISIEME EPOQUE.

TANT que dura la seconde Race de nos Rois, les successeurs de Charles le Chauve, avec moins de puissance & d'autorité que lui, plus de foiblesse & d'inconséquence, ne furent pas en état de rétablir une

Monarchie déchirée & divisée , sans concert & sans subordination Ainsi sur ses débris le dixième siècle vit s'élever insensiblement des vassaux plus puissans que les Rois de la troisième Race. Il n'est pas étonnant que l'Histoire pendant cette Anarchie ne fournisse aucuns monumens de la protestation réelle ou personnelle d'Ecclésiastiques pauvres envers un Etat qui n'existoit plus. Hugues Capet & ses successeurs n'eurent dans le onzième siècle, ni assez de puissance, ni assez d'autorité pour en imposer à l'indépendance, la rivalité & la discorde des Seigneurs toujours armés les uns contre les autres. On voit qu'en 1031. les Evêques à l'occasion d'une famine exhortèrent dans plusieurs Conciles, la Noblesse & les Peuples à mettre fin aux guerres particulières & intestines qui désoloient continuellement la France depuis près de deux siècles. Bandry Evêque de Noyon, Auteur contemporain, a écrit qu'un Evêque de France disoit alors avoir reçu des lettres du Ciel, qui avertissoient de renouveler la paix sur la terre, & qu'il le manda ainsi à tous ses Confreres. Il n'en fallut pas davantage pour y disposer avec enthousiasme dans les premiers momens ; mais quelque nécessaire & intéressante qu'elle fût pour la société, les particuliers la rompirent bientôt avec autant de facilité qu'ils l'avoient jurée. Ces tentatives inutiles ayant fait voir l'impossibilité d'établir solidement une paix qu'aucune Puissance ne pouvoit maintenir, on se réduisit à une trêve générale depuis le Mercredi au soir jusqu'au

Hist. Eccl. liv.
59. n. xxv.

Balder.
Chron. Ca
merac. lib. 3.
ch. 52. Segeb.
Chronogr.
an. 1031.

Lundi matin. L'objet & l'établissement de cette suspension d'hostilités porté par plusieurs Conciles en 1041. la firent nommer la trêve de Dieu. Saint Arnoul avoit été élu malgré lui Abbé de Saint Médard de Soif-Hist. Eccl. liv. 63. n. xv. fons l'an 1077. Son éloignement du siècle & de tout ce qui y avoit rapport, condamnoit la conduite & le faite des autres Abbés de ce tems-là. Un de ses Moines nommé Odon, jaloux de sa dignité, engagea Philippe I. Roi de France, à commander à St. Arnoul de le suivre quand il iroit à la guerre. Le Saint Abbé ayant refusé d'aller à l'armée en personne, Philippe lui fit dire : „ C'est une „ *ancienne coutume* que les vassaux de l'Ab- „ baye servent le Roi à la guerre, ayant „ l'Abbé à leur tête ; ou suivez la coutume, „ ou quittez la place, afin qu'on fasse le ser- „ vice.“ Arnoul profita de l'occasion, obéit volontiers au Roi, & reprit la vie de reclus. Ainsi l'obligation du service militaire de la part du Clergé à cause de ses biens subsistoit encore, & il rendoit même ce service personnellement malgré les Capitulaires de Charlemagne, qui l'en avoient dispensé, comme nous l'avons vu ci-dessus. Il y a apparence que ce fut sur les représentations du Clergé, que l'on cessa de les exécuter, parce qu'il se tenoit, ainsi qu'il le dit lui-même, avili par cette exemption. En 1078. commença la fameuse querelle des investitures, qu'un Concile de Rome défendit à tout Clerc de prendre de la main d'un Prince ou de tout autre Laïc. Elles avoient déjà produit des

schismes & des guerres dans l'Eglise & dans l'Empire, lorsqu'en 1119. on proposa un accommodement entre l'Empereur Henri V. & le Pape Caliste II. La paix devoit se traiter au Concile de Reims : Guillaume de Champeaux, Evêque de Châlons, & Pons, Abbé de Clugny, furent députés à Strasbourg pour y disposer l'Empereur. Ce Prince leur demanda conseil sur les moyens de faire cette paix sans diminution de son autorité. „ Si vous désirez avoir une véritable paix, lui dit l'Evêque, il faut que vous renonciez absolument à l'investiture des Evêchés & des Abbayes ; & pour vous assurer que vous n'en souffrirez aucune diminution de votre autorité Royale, sçachez que quand j'ai été élu dans le Royaume de France, je n'ai rien reçu de la main du Roi : néanmoins je le sers aussi fidèlement pour les tributs, la milice, & les autres droits qui appartiennent à l'Etat, sur les biens que les Rois Chrétiens ont donnés anciennement à l'Eglise ; je le sers, dit - je, aussi fidèlement que vos Evêques vous servent dans votre Royaume ; en vertu de l'investiture qui a produit tant de discorde, & attiré sur vous l'anathême.“ Je ne compte pas dans les exemples de la prestation du Clergé de France envers l'Etat, ses subventions fréquentes dans ce siècle & le suivant, en faveur des Papes ou des Croisades ; elles ne servent qu'à prouver que s'il n'étoit pas exempt dans le fait de contribuer de ses biens au secours, à l'entretien & à la défense des Etrangers, il

Hist. Eccles.
Liv. 67. n. iii.

l'étoit encore bien moins d'aider de ces mêmes biens son maître & sa patrie. Il faut cependant observer que la décime Saladine pour la Croisade fut imposée en 1188. par les Etats Généraux sur les Ecclésiastiques comme sur les autres sujets, dans la même proportion & dans la même forme. Le Clergé n'en étoit pas moins tenu alors du service militaire. Louis VI. en 1129. Mezerey hist. de France. avoit fait saisir les biens de l'Archevêque de Sens & des Evêques de Paris, d'Auxerre & de Chartres, parce qu'ils avoient refusé de se trouver à l'armée. Ce même Prince en 1131. Duchefne t. 4. p. 317. obligea les Eglises de lui fournir la plus grande partie de leurs revenus.

Louis le Jeune en l'année 1146. ordonna à l'Abbé de Saint Benoît sur Loire, de lui tenir prêts mille marcs d'argent pour les frais de son voyage à la Terre Sainte. Cet Abbé s'en étant excusé *sur les impositions considérables que les Eglises avoient payées*, le Roi lui manda qu'il se contentera de 500. marcs. L'Abbé fit un second refus, & le Roi par l'avis de son Conseil l'ayant fait venir devant lui, se réduisit à ne demander que trois cens marcs; mais il lui dit qu'il vouloit être obéi. Alors l'Abbé ayant assemblé ses Religieux, & ayant fait connoître la volonté du Roi & ses ordres réitérés & pressans, auxquels il n'étoit ni permis ni possible de résister davantage, ils donnerent deux chandeliers d'argent de trente marcs, un encensoir de huit marcs & trois onces d'or. Veter. script. frag. de rebua Ludov. Grossi. Regis. Ex veterib. Membran. Duchefne t. 4. p. 423.

Philippe Auguste en 1183. assembla la No- Rigordus.

blesse & le Clergé de France à Compiègne, pour avoir leur avis sur le refus que faisoit le Comte de Flandres de lui restituer le pays de Vermandois. Les Ecclésiastiques ainsi que les séculiers, offrirent au Roi dans cette assemblée, tous les secours, tant d'hommes que d'argent, qui seroient nécessaires pour obtenir de ce Comte la restitution d'une partie du domaine de la Couronne. En l'année 1200. Philippe Auguste imposa sur le Clergé une décime pour les frais de la guerre contre Jean Sans-terre, qui avoit usurpé le Trône d'Angleterre sur Artus son neveu. Le Clergé de France consentit à cette décime dans un Concile National tenu à Soissons. Le Pape Célestin III. se plaignit de cette imposition sur laquelle il n'avoit pas été consulté, & menaça de ses censures les Evêques qui l'avoient accordée; mais le Roi fit connoître au Pape que *sans son aven les Ecclésiastiques de France étoient obligés de contribuer pour la défense de la Patrie*, & la décime fut levée. Le Testament de Philippe Auguste fait en 1190. porte que si quelqu'un fait la guerre à son fils, & si ses revenus ne suffisent pas aux frais nécessaires pour la soutenir, tous ses Vassaux seront tenus de l'aider de leurs corps & de leurs biens, & que *les Eglises lui donneront les secours qu'elles ont accoutumé de donner*. Il y a une lettre de l'Archevêque de Rheims & de ses Suffragans en 1207. qui déclare que le Chapitre de Rheims, en cas de convocation de ban, est obligé de contribuer comme les autres Chapitres. Le Moi-

Duchefne,
tom. 5. p. 12.
13.

De Serres,
p. 138.

Preuv. des
Libertés de
l'Eglise Gall.
ch. 39.

Apud Ri-
gordum in
Philippo Au-
gusto.

Au Trés. de
Chartres du
Roi en la la-
yette intitulée
Rheims. n. 2.

ne Rigord, Médecin de Philippe Auguste, marque dans la vie de ce Prince, qu'en 1209. les Evêques d'Orleans & d'Auxerre avoient quitté l'armée avec leurs Vassaux, sous prétexte qu'ils ne devoient le service que quand le Roi y étoit en personne; mais comme ils n'avoient aucun privilège, & que la Coutume générale étoit contraire à leur prétention, le Roi, sur leur refus de revenir, confisqua leurs Fiefs. Il ajoute que le Pape Innocent III. auquel ces Evêques en avoient appelé, ne voulant ni révoquer ni enfreindre les droits & les Coutumes du Royaume, ils furent obligés de payer une amende, au moyen de laquelle leurs fiefs leur furent rendus. La confrontation de ce qu'écrivit Rigord avec les lettres d'Innocent, prouve, dit François Bouchet, que par leurs fausses allégations les Evêques en avoient imposé au Pape, tant dans le fait que dans le droit. On trouve une lettre du mois de Mars 1210. adressée par Philippe Auguste à l'Archevêque de Sens, ses Suffragans, & à tous les Ecclésiastiques de la Province. Elle porte que le Roi ayant appris les calamités qui affligent l'Eglise Romaine, le requiert & le prie de donner au Pape tous les secours nécessaires. Pour les mettre en état de le secourir plus abondamment, le Roi leur remet le service qu'ils lui doivent, à moins que l'Empereur Othon venant à lui faire la guerre, ne l'oblige de les rappeler à la défense du Royaume. Manassés, Evêque d'Orleans, reconnut en 1212. par un acte, qu'il étoit obligé d'assister le Roi dans les guerres, ainsi que les

Rigordus
in Philippo
Augusto.

Epist. Inno-
centii III. lib.
1. epist. 190.
& 191, lib. 2.
epist. 52. lib.
3. epist. 39.
40. 106. 107.

Preuv. des
Libert. de
l'Eglise Gall.
chap. 22.

Du Trés. de
Chart. d'un
Registre.

Tréf. des autres Evêques & Barons. L'Evêque d'An-
 Chartes, La- xerre par un Aête du mois de Mars 1225 re-
 yette Or. connu pareillement que le Roi, pour le ser-
 loans, n. 6. vice militaire qu'il lui devoit, & pour la dé-
 Preuves des cime de ses revenus qu'il étoit obligé de lui
 Lib de l'Eg. payer, s'étoit restraint à la somme de 600. l.
 Gall. ch. 39. par an, payable en deux termes égaux, &
 Du Tréfor il y obligea tous ses biens meubles. L'on en-
 des Chartes trevoit par ces différentes reconnoissances de
 d'un Regist. la part du Clergé, & les amendes qu'on lui
 fit payer assez fréquemment dans ce tems-là,
 qu'il commençoit déjà à vouloir se soustraire
 au service militaire & aux contributions réel-
 les.

Guil. de Philippe le Hardi ayant accepté pour son
 Nanger c. fils Charles de Valois, la Couronne d'Ara-
 Duch-fre, gon, que le Pape Martin IV. lui avoit offer-
 tom. 5. pag. te, les Eglises de France lui accorderent en
 542. 1283. le dixième de leurs revenus pour sub-
 venir aux frais de la conquête de ce Royaume.

Du Haillan En 1296. Philippe le Bel fit de son autori-
 tom. 1. pag. té, sur les Ecclesiastiques, une levée du Cin-
 552. quantième, pour l'employer à la conquête
 Mezeray, de la Guyenne & à la guerre contre les Fla-
 tom. 1. pag. mans. Tant de monumens de tous les siècles
 677. depuis la naissance de la Monarchie, ne
 prouvent pas que jusques-là le Clergé de
 France eût encore acquis la possession de ne
 pas contribuer comme les autres sujets, aux
 charges & aux besoins de l'Etat.

QUATRIÈME ÉPOQUE.

Elle étoit dans le fait la situation des Ecclésiastiques , lorsque la question de droit s'éleva pour la première fois sur leurs contributions réelles , que le changement de forme dans le gouvernement avoit introduites au commencement du treizième siècle. La constitution fondamentale de l'Etat , les Capitulaires de Charlemagne , & un usage immémorial & constant impofoient également au même titre , & dans la même forme à la Noblesse composée des Vassaux du Roi , au Clergé , & aux propriétaires qui formoient le tiers Etat ou le Peuple , l'obligation du service militaire à leurs dépens. Ainsi ce service personnel emportoit avec lui une contribution réelle de la part de tous ceux qui en étoient tenus. La milice convoquée pour ce service , s'appelloit le *ban* , par rapport à la Noblesse ; & par rapport aux propriétaires on la nommoit *l'arrière-ban* , * du nom ancien de l'amende qu'ils payoient lorsque par désobéissance ou congé ils manquoient de se rendre à l'armée. La continuité des guerres , la lenteur avec laquelle ces milices si mal composées s'assembloient , & l'obligation de les renvoyer à la fin de la cam-

* *Heribannus* , hériban , airban , & par corruption , arrière-ban.

Mezeray,
Hist. de Fr.

pagne pour les rassembler avec autant de peine & aussi peu d'utilité, l'année suivante, firent enfin connoître à Philippe-Auguste au commencement du treizième siècle la nécessité d'avoir à sa solde des troupes toujours prêtes & plus utiles pour la défense de l'Etat. Il ne sentit pas moins par expérience le mérite & l'avantage des troupes réglées sur une milice ramassée à la hâte, & composée presque toute entière de vassaux, de gens d'Eglise & de Laboureurs, manœuvres & artisans. Il comprit aussi l'inconvénient & l'abus de dépeupler incessamment la campagne de Cultivateurs utiles, pour en faire de mauvais soldats. Ce Prince soudoya donc le premier des troupes, & les entretint sur pied; mais cet état militaire toujours subsistant, avoit besoin de fonds annuels & assurés. Philippe-Auguste y pourvût en convertissant le service militaire, que les propriétaires devoient à leurs dépens, en une contribution réelle. Tous les propriétaires non Nobles y furent donc assujettis, en conséquence & en compensation de l'*arrière-ban*. Il est vraisemblable que cette contribution, connue depuis sous le nom de *Taille*, représentoit le service militaire dû par les roturiers; car on voit qu'aux Etats Généraux assemblés à Tours en 1484 le tiers Etat se plaignit de ce que l'on contraignoit ceux qui n'avoient aucuns fiefs, à marcher à l'*Arrière-ban*, quoiqu'ils fussent sujets à la taille. Philippe-Auguste pensa que la même conversion du service militaire en une contribution réelle, n'étoit pas moins

Lettre II.

III

juste par rapport aux Ecclésiastiques, & qu'elle pouvoit être aussi avantageuse à l'Etat. Nous voyons en effet qu'en 1201. plusieurs Evêques l'ayant prié d'envoyer les troupes qu'il entretenoit à sa solde, pour les défendre des invasions & des pillages des différens Seigneurs, il leur répondit que l'on n'avoit point de troupes sans argent. Les Evêques ayant contribué, le Roi marcha à leur secours avec son armée. La contribution réelle du Clergé représentative du service militaire qu'il devoit à ses dépens, pour raison de ses biens, eut donc lieu dans le fait pendant le treizième siècle, malgré la difficulté que quelques Ecclésiastiques faisoient des'y soumettre, lorsque la Bulle *Clericis laicos* qu'elle occasionna au mois d'Octobre 1296. fit agiter pour la première fois la question de droit ; sçavoir, si les biens d'Eglise étoient tenus comme les autres, de contribuer aux charges & aux besoins de l'Etat. Voici comment cette Bulle s'en explique : „ L'antiquité nous apprend l'inimitié des Laïcs contre les Clercs, & l'expérience du tems présent nous la déclare manifestement, puisque sans considérer qu'ils n'ont aucune puissance sur les personnes ni sur les biens Ecclésiastiques, ils chargent d'impositions le Clergé tant séculier que régulier ; & ce que nous rapportons avec douleur, quelques Prélats & autres Ecclésiastiques craignant plus d'offenser la Majesté temporelle que l'éternelle, acquiescent à ces abus. Voulant donc y obvier, nous ordonnons que

Mezeray
Hist. de Fr.

Hist. Eccl.
liv. 89.
nom. xliij.

„ tous Prélats ou Ecclésiastiques réguliers
 „ ou séculiers qui payeront aux Laïcs la dé-
 „ cime ou telle autre partie que ce soit de
 „ leurs revenus, à titre d'aide, de subven-
 „ tion ou autre secours, sans l'autorité du
 „ Saint Siège, & les Rois & Princes, les
 „ Magistrats, tous autres qui les imposeront
 „ ou exigeront, ou qui donneront aide ou
 „ conseil à ce sujet, encourront dès-lors l'ex-
 „ communication, dont l'absolution sera réser-
 „ vée au Saint Siège, & ce nonobstant tout
 „ privilège. “ Il est déjà prouvé par cette
 Bulle, que les Ecclésiastiques avoient payé
 jusqu'alors des impositions. Philippe-le-Bel
 ayant défendu sous peine de confiscation,
 le transport d'or & d'argent, de vivres, d'ar-
 mes, chevaux ou munitions de guerre hors
 de France, sans sa permission, le Pape Bo-
 niface lui adressa à ce sujet une autre Bulle,
 où il relève d'abord la *liberté de l'Eglise*,
 Epouse de J. C., à laquelle, dit-il, il a don-
 „ né pouvoir de commander à tous les Fi-
 „ déles & à chacun d'eux en particulier. “
 Puis venant à la défense du transport d'ar-
 gent, il dit: „ Si l'intention de ceux qui l'ont
 „ faite, a été de l'étendre à nous & à nos
 „ freres les *Prélats & autres Ecclésiastiques*,
 „ elle seroit non-seulement imprudente,
 „ mais insensée, puisque *ni vous*, dit-il au
 „ Roi, *ni les autres Princes séculiers*, n'a-
 „ vez aucune puissance sur eux, & vous au-
 „ riez encouru l'excommunication pour
 „ avoir violé la *liberté Ecclésiastique*. “ Le
 Pape explique ensuite la Constitution Cleri-

Lettre II.

113

laïcos, & déclare qu'il n'a pas défendu *absolument* au Clergé de France de donner *quelques* secours d'argent pour les nécessités de l'Etat; mais seulement de le faire sans la permission du Saint Siège. Cette Bulle est datée d'Anagni, le 21 Septembre & elle fut envoyée par l'Evêque de Viviers; le Roi y fit faire une réponse en son nom; voici ce qu'elle porte.

„ Avant qu'il y eût des Ecclésiastiques ,
 „ les Rois de France avoient l'administra-
 „ tion absolue du Royaume, & pouvoient y
 „ faire des Reglemens pour ôter aux enne-
 „ mis de l'Etat les moyens de nuire, & les
 „ employer à son avantage & à sa défense.
 „ L'Eglise, Epouse de J. C. n'est pas seule-
 „ ment composée du Clergé, mais encore des
 „ Laïcs. J. C. l'a délivrée de la servitude du
 „ péché & du joug de l'ancienne Loi; c'est
 „ en cela que consiste la liberté qui lui est ac-
 „ quise, & dont il a voulu que tous les Fidèles
 „ qui la composent jouissent également. Ce
 „ n'est pas pour les seuls Ecclésiastiques que J.
 „ C. est mort, ni à eux seuls qu'il a promis la
 „ grace en cette vie, & la gloire en l'autre.
 „ Le Clergé ne peut donc que par abus s'ap-
 „ propriier exclusivement la liberté que J. C.
 „ par sa redemption, a acquise à tous les Fi-
 „ dèles. Mais il y a plusieurs franchises sin-
 „ gulières, spécialement affectées aux Mi-
 „ nistres des Autels, qu'une vocation spi-
 „ rituelle consacrée au culte Divin, pour
 „ l'édification des peuples. Néanmoins ces
 „ franchises & ces libertés accordées par les

Preuves des
 Lib. de l'Egl.
 Gall. ch. 39.
 Au Tresor
 des Chartres
 Registre C.
 29. p. 12.

„ Statuts de Souverains Pontifes , à la priere
„ & sous le bon plaisir des Princes temporels ,
„ ne peuvent ôter à ces mêmes Princes le
„ droit & le pouvoir de gouverner & défen-
„ dre leurs Etats. Elles ne sçauroient non
„ plus leur enlever les moyens que la pru-
„ dence & le conseil des gens de bien leur
„ suggèrent , & qu'ils jugent nécessaires &
„ utiles à l'administration & à la défense de
„ leurs Royaumes. C'est aux Pontifes du
„ Temple que J. C. a dit , rendez à Cesar ce
„ qui appartient à Cesar , & à Dieu ce qui
„ appartient à Dieu. Comme une partie qui
„ ne convient pas à son tout est réputée vi-
„ cieuse , comme un membre qui refuse à
„ son corps les secours qu'il lui doit ne peut
„ passer que pour un membre paralitique &
„ inutile ; ainsi par la même raison , quicon-
„ que , soit *Ecclésiastique* , soit *Laïc* , soit
„ Noble , soit Roturier , refuse d'aider son
„ Chef & son Corps , c'est-à-dire , le Roi &
„ l'Etat , se constitue par ce refus partie vi-
„ cieuse , membre paralytique & inutile.
„ Doit-on dire par conséquent que les *sub-*
„ *ventions proportionnelles* , qui sont deman-
„ dées aux *Ecclésiastiques* , sont un fardeau
„ dont on les accable , des exactions & des
„ extorsions dont on les vexe ? Il s'ensuit
„ qu'elles ne sont au contraire que les se-
„ cours naturels & légitimes dûs par tous
„ les membres à leur Chef & à leurs Corps ,
„ & dont l'emploi est la solde des braves dé-
„ fenseurs de ceux qui n'ont ni la permission ,
„ ni le pouvoir de se défendre eux-mêmes.

„ Personne n'est obligé en effet de faire la
„ guerre pour les autres à ses dépens; si faute
„ d'armée qu'il faut soudoyer, les ennemis
„ venoient à pénétrer dans le Royaume, les
„ biens d'Eglise ne deviendroient-ils pas leurs
„ premières conquêtes? La défense est de
„ droit naturel. C'est donc enfreindre &
„ détruire ce droit, que d'interdire à qui
„ que ce soit, Laïc ou Ecclésiastique, No-
„ ble ou Roturier, celui de se défendre soi-
„ même, ou de soudoyer ses défenseurs.
„ N'est-ce donc pas avec justice que Dieu a
„ livré à leur sens reprobé ceux qui essa-
„ yent ainsi, au gré de leur caprice, de ren-
„ verser le *droit naturel*? Quel homme sen-
„ sé ne sera pas confondu d'entendre le Vi-
„ caire de J. C. défendre de payer le tribut à
„ César, & fulminer l'anathème contre les
„ Ecclésiastiques, si, à proportion de leurs
„ facultés, ils prêtent au Roi, au Royau-
„ me & à eux-mêmes, une main secourable
„ pour repousser l'incursion la plus violente
„ & la plus injuste? On tolère néanmoins
„ en même tems, & on permet même aux
„ Ecclésiastiques la dissipation aussi énorme
„ que scandaleuse de leurs revenus, que le
„ faste, le luxe & toutes sortes de débauches
„ épuisent incessamment, sans qu'ils songent
„ à en soulager les pauvres. *La nature, la*
„ *raison, le droit divin & humain* détestent
„ & proscrivent également ce double abus,
„ de souffrir la licence des dépenses les plus
„ criminelles, & de ne défendre que celles
„ qui sont justes & nécessaires. Peut-on pen-

„ ser en effet, qu'il soit licite & honnête de
 „ défendre, sous peine d'excommunication,
 „ aux *Ecclésiastiques enrichis & engraisés*
 „ par la dévotion des Princes, de les aider à
 „ proportion des grands biens qu'ils tiennent
 „ d'eux, à repousser les incursions de leurs
 „ ennemis, en fournissant à la solde de ceux
 „ qui combattent pour le Roi, pour l'Etat,
 „ & pour les Ecclésiastiques eux-mêmes ?
 „ Ceux qui refusent ces contributions, ou qui
 „ les défendent, ne sentent pas sans doute, que
 „ ce n'est rien moins qu'aider les ennemis de
 „ l'Etat, & se rendre coupables du crime de
 „ leze-Majesté, en trahissant & abandonnant
 „ le défenseur de la République, attentat sur
 „ la punition duquel nous avons résolu de
 „ veiller plus que jamais, avec autant d'at-
 „ tention que de sévérité.

Philippe-le-Bel expose ensuite, que sur le
 refus de l'hommage que le Roi d'Angleterre
 lui devoit, il avoit fait saisir toutes les terres
 qu'il tenoit de lui, & que ce Vassal rebelle
 ayant voulu rentrer à force ouverte, avoit
 contraint par-là son Souverain d'avoir re-
 cours aux armes. Il ajoute qu'il avoit offert
 à l'Empereur de s'en remettre à des arbitres
 pour décider leurs différends, & régler leurs
 limites; mais que l'Empereur ayant rejeté
 ses offres avec autant d'orgueil que de mé-
 pris, l'avoit mis en droit & l'avoit forcé de
 s'emparer de la Comté de Bourgogne pour
 prévenir l'invasion que ce Prince méditoit,
 & qu'il auroit déjà exécutée sans cette pré-
 caution. Après avoir ainsi déduit le sujet &

les motifs des deux guerres différentes que l'intérêt de sa gloire, les droits de sa Couronne, le bien & la défense de ses Etats l'obligent d'entreprendre, le Roi finit en disant :

„ N'avons-nous donc pas de tems immémorial, nous & nos Prédécesseurs rendu „ à l'Eglise notre mere plusieurs services „ aussi importans qu'agréables ? *Ne tient-elle pas de notre piété & de notre libéralité ces bien immenses, par où les Ministres de nos Autels sont dans notre Royaume plus riches, plus puissans & plus honorés que partout ailleurs ? Fasse le Ciel que tant de bienfaits ne soient pas payés de la plus monstrueuse ingratitude ; bien loin donc que les Ecclésiastiques ayent en aucune façon le droit de nous refuser les subsides qu'ils nous doivent, leur devoir au contraire dans le cas d'une défense, aussi nécessaire que légitime, est de nous offrir volontairement leurs biens.*

Telle est la réponse de Philippe-le-Bel à la Bulle *Clericis Laicos*. Je laisse au Clergé lui-même à juger de ces deux pièces pour le mérite, la force & la solidité des raisons, & à en tirer les conséquences par rapport à la question de droit. Je ne sçaurois cependant m'empêcher d'observer que la réponse du Roi établit & démontre : 1°. Le droit qu'ont de tout tems les Rois de France d'imposer des tributs sur les Ecclésiastiques comme sur leurs autres sujets. 2°. L'obligation des Ecclésiastiques de contribuer aux charges de l'Etat. 3°. Les principes & les raisons de ce droit & de cette obligation. 4°. On y voit que

la contribution du Clergé doit être proportionnée à ses revenus. 5°. On y trouve enfin la distinction réelle, solide & juste entre la *liberté spirituelle* acquise à l'Eglise composée de Laïcs comme d'Ecclésiastiques par la rédemption & les mérites de Jesus-Christ, & la *liberté temporelle* que le Clergé vouloit déjà confondre avec celle-là, & s'attribuer privativement pour servir de prétexte aux *franchises, exemptions, immunités & libertés* qu'il n'osoit pas prétendre encore ouvertement, mais qu'il méditoit dès-lors d'usurper insensiblement, par la suite des tems & par la faveur des circonstances. L'affranchissement du joug du péché, procuré par la rédemption commune à tous les Fidèles, Laïcs ou Ecclésiastiques, & pris par une interprétation aussi absurde que grossière pour l'exemption des charges publiques ou des impôts, ou confondu avec elle, auroit aussi rendu par une conséquence nécessaire cette exemption commune aux Laïcs, pour lesquels Jesus-Christ n'est pas moins mort que pour les Ecclésiastiques. C'est une erreur de plusieurs Hérétiques, qui en vertu de la liberté évangélique ont prétendu que les Chrétiens n'étoient soumis à aucune Puissance; & comme cette erreur réprouvée de tout tems par la raison, le droit des gens & la saine politique, a été condamnée plus d'une fois par l'Eglise, je ne m'y arrêterai pas davantage. Quelle étoit cependant sur cette question neuve, élevée sous Philippe pour la première fois depuis le commencement de la Monarchie

Française, la façon de penser des *Evêques eux-mêmes* ? On la trouve dans une supplication faite alors au Pape par l'Archevêque de Reims, ses Suffragans & tous les Bénéficiers de la Province, qui s'explique ainsi :

Preuves^{des}
Lib. de l'Egl.
Gall. chap.
xxxix.

„ Nous apprenons que votre affection paternelle pour l'Eglise Universelle vous a porté à donner *depuis peu une constitution nouvelle*, dont l'objet est de pourvoir utilement à la *liberté Ecclesiastique*. Le Roi notre souverain Seigneur, les Princes, les Barons, les Seigneurs temporels & tous les Français soutiennent que cette constitution est préjudiciable au droit qu'ils ont d'appeller à la défense de l'Etat & de la Patrie, tous & un chacun des Habitans du Royaume sans aucune exception, & sans avoir égard à quelque exemption ou quelque privilège que ce soit. Ils prétendent surtout qu'en qualité de *Feudataires du Roi* & comme ses Sujets, nous & les autres Prélats de France, en vertu de l'hommage que quelques-uns de nous lui ont rendu, & du serment de fidélité qui lui a été prêté par tous, nous sommes obligés de défendre les droits & la gloire du Roi & du Royaume; ils ajoutent que notre propre défense & notre sûreté, dépendant nécessairement du soutien de ces droits, & ne pouvant subsister sans eux, notre intérêt personnel nous impose encore l'obligation d'y concourir & d'y contribuer. Telles sont les raisons qu'après une mure délibération ils se disposent à employer & à faire valoir

Au trésor Registre B. 28.
fol. 235.

„ contre nous. C'est pour faire cesser les
 „ troubles & les scandales dont l'Eglise Gal-
 „ licane est affligée, que nous avons cru de-
 „ voir recourir à vous, vous suppliant de
 „ rétablir entre nous & le Roi notre souve-
 „ rain Seigneur, les Princes & les Seigneurs
 „ temporels du Royaume cette union de paix
 „ & de charité qui a subsisté jusqu'à présent,
 „ & de nous procurer ainsi les moyens de
 „ remplir nos devoirs envers le Créateur
 „ à l'ombre de leurs aîles & à l'abri de leur
 „ puissante protection : nous vous envoyons
 „ à ce sujet des Evêques, qui de vive voix
 „ vous rendront encore plus sensibles les
 „ scandales qui s'élèvent, & les périls press-
 „ sans dont nous sommes menacés. On ne
 „ voit pas dans cette supplication que l'obliga-
 „ tion imposée aux Ecclésiastiques, de con-
 „ tribuer de leurs biens aux charges & aux be-
 „ soins de l'Etat, soit contestée par eux, ni
 „ qu'ils y opposent *des privilèges, des exemp-
 „ tions ou une possession contraire* ; on y voit
 „ seulement que cette obligation est établie par
 „ les *Ecclésiastiques eux-mêmes* sur les prin-
 „ cipes les plus solides. Quoiqu'il en soit, le
 „ Pape par une Bulle dattée d'Orviette le der-
 „ nier Juillet 1297. * & adressée au Roi &
 „ tout le Clergé de France, après s'être plain-
 „ qu'on eût essayé de soumettre à une inter-
 „ prétation aussi déraisonnable qu'arbitraire

confi

* Voyez au chap. xxxix. des preuves des Lib. de l'Egl. Ga-
 p. 230. la Note critique qui démontre l'authenticité de cette Bulle
 & la vérité de sa date.

Lettre II.

121

constitution *Clericis Laicos* , qu'il n'appartenoit, dit-il, d'interpréter qu'à l'autorité dont elle étoit émanée, s'expliqua lui-même en ces termes :

„ Nous déclarons, pour ôter toute ambiguité, & lever tout scrupule, que notre constitution & la défense qu'elle porte, ne s'étend point au cas de nécessité pour la défense générale ou particulière du Royaume, & que notre intention est, que vous & vos successeurs, dit le Pape au Roi, puissiez pour cette défense, demander aux Prélats & aux Ecclésiastiques de votre Royaume, & recevoir d'eux subside ou contributions, & que les Prélats & autres Ecclésiastiques soient tenus de vous les payer à vous & vgs Successeurs, sans consulter même le Souverain Pontife, sous le nom de quote ou sous quelqu'autre que ce soit, nonobstant notre constitution susdite, privilège ou exemption quelconque.

Au trésor
coffre bulles,
liaise 312. &
au coffre Bonifac. en. 753.

Le Pape déclare ensuite que c'est au Roi, s'il a vingt ans, ou à son Conseil, s'il ne les a pas, à décider en leur conscience de ce cas de nécessité, dont il les laisse absolument les arbitres. Il ajoûte que son intention n'est point, & n'a jamais été d'ôter, diminuer ou changer les droits, libertés, franchises ou usages qui avoient lieu auparavant en faveur des Rois ou des Seigneurs temporels, ni d'y déroger; mais de les conserver au contraire dans toute leur intégrité, vigueur & autorité. Voilà donc de la part du Pape lui-même une reconnoissance aussi formelle qu'autentique du droit qu'ont

Hist. Eccl. liv.
90. n. viii. &
ix.

les Rois de France, & de la possession où ils étoient de lever sur le Clergé toutes sortes de contributions, sous quelque dénomination qu'elles puissent être. Elle doit avoir d'autant plus de poids & d'autorité dans cette matière, que le Pape étoit juge dans sa propre cause, & qu'elle précède les démêlés de Philippe-le-Bel avec lui, ainsi on ne sçauoit la regarder comme le prix ou l'effet d'une réconciliation, qui d'ailleurs n'exista jamais. Ces démêlés postérieurs donnerent lieu à une assemblée d'Etats tenus par Philippe-le-Bel, à Notre-Dame de Paris le 6. Avril 1302. Les Evêques qui y représentoient le Clergé de France, déclarerent expressément qu'ils assisteroient le Roi de leurs conseils & des secours convenables pour la conservation de sa personne, des siens & de sa dignité, de la liberté & des droits du Royaume, comme quelques-uns d'entr'eux qui tenoient des Seigneuries & d'autres Fiefs y étoient obligés par leurs sermens, & tous les autres par la fidélité qu'ils devoient au Roi. Cette déclaration du Clergé se trouve dans une lettre que les Prélats écrivirent au Pape, & qui est datée du même jour de l'assemblée. Ainsi la question de droit sur la contribution des Ecclésiastiques aux charges & aux besoins de l'Etat, élevée par le Pape & décidée par lui contre le Clergé qui ne la soutint jamais, fut de nouveau traitée dans cette assemblée, où l'obligation des Ecclésiastiques fut encore reconnue par la déclaration formelle & autentique des Evêques qui représentoient le Clergé de France.

dans l'assemblée des Etats Généraux du Royaume.

Les démêlés de Philippe-le-Bel avec Boniface avoient commencé d'éclater en 1303. & les excès qui s'y commirent de part & d'autre, ne font honneur ni à l'un ni à l'autre, & ne font point de mon sujet. L'occasion de la querelle fut, que le Pape ayant érigé le nouvel Evêché de Pamiers sans le concours de la Puissance Royale, nécessaire en cette matière, & nommé Bernard Saissetti, qui s'en étoit fait ordonner Evêque malgré le Roi, pour Légat en France, ce Légat, en vertu de ses pouvoirs, ordonna au Roi de partir pour la Croisade, & de rendre la liberté au Comte de Flandres Prisonnier de guerre. Le Roi ayant refusé d'obéir à des ordres si inouis, le Pape par une Bulle foudroyante, mit le Royaume de France en interdit.

Ces entreprises sur la Souveraineté temporelle étoient la suite de la confusion des deux Puissances. L'ambition & le crédit des Ecclésiastiques avoient établi insensiblement depuis long-tems cette confusion sur l'ignorance & la superstition, & l'avoient consacrée dès la fin du huitième siècle par l'autorité des fausses Décrétales. Ainsi on avoit confondu le glaive spirituel, & le pouvoir de lier & de délier, donné aux Apôtres, avec le glaive & le pouvoir temporels, le fore intérieur avec le fore extérieur. Sous prétexte que les Rois, les Seigneurs, leurs Juges & leurs Officiers faisoient ou pouvoient faire, soit dans leur conduite particulière, soit dans

leur administration, des actions criminelles ou réputées telles, qui étoient des péchés, & que les péchés étoient du ressort des Ministres de l'Eglise, ces Ministres avoient usurpé la possession de connoître & de juger de l'administration des Rois eux-mêmes, ainsi que de leur conduite, par des censures, des excommunications & des interdits. Delà ils les forçoient à une confession & à une pénitence publique, comme Louis le Débonnaire, ou ils leur infligeoient des peines canoniques, sans confession préalable & sur la simple notoriété ou la présomption, comme aux Rois, Robert, Philippe-Auguste & à d'autres Princes. On étoit cependant revenu depuis long-tems de l'erreur du neuvième siècle, que l'excommunication des Souverains emportât avec elle interdiction de toute autorité & déposition, & qu'elle déliât leurs Sujets du serment de fidélité. Mais quoique la puissance Ecclésiastique y eût perdu dans l'esprit des peuples cette conséquence aussi dangereuse qu'absurde, elle n'en prodiguoit pas moins l'excommunication. Aussi Boniface au jugement qu'il rendit sur les différends de la France & de l'Angleterre, joignit l'interdit contre Philippe-le-Bel & contre tout le Royaume, porté par la Bulle *Unam sanctam* & autres. Mais ce Prince non moins instruit que jaloux des droits & de l'indépendance de sa Couronne, sçut les réclamer & les faire valoir par un appel que lui, tous les ordres de l'Etat & toutes les Eglises interjetterent au futur Concile général.

Lettre II.

125

Le Roi n'ignoroit pas alors , & tous ses sujets même *Ecclesiastiques* en étoient convaincus comme lui ; que ne tenant son autorité que de Dieu , il ne devoit qu'à lui seul compte de son administration. On sçavoit que dès le sixième siècle , S. Grégoire Evêque de Tours , disoit au Roi Chilperic : „ Si „ quelqu'un de nous passe les bornes de la „ justice , vous avez le droit & le pouvoir „ de le corriger ; mais si vous les passez , qui „ vous reprendra ? Nous vous parlons , & „ vous nous écoutez , quand il vous plaît ; „ mais si vous ne voulez pas nous entendre , „ qui vous condamnera , sinon celui qui „ s'est nommé lui-même la Justice ? “ On étoit instruit qu'en 833. ce tems de trouble & de révolte , le Clergé de France avoit déclaré unanimement au Pape Grégoire IV. amené par les enfans rebelles de Louis le Débonnaire , que s'il venoit pour excommunier l'Empereur & ceux qui lui demeureroient fidèles au sujet de cette division , il s'en retourneroit lui-même excommunié. On lisoit dans la Lettre 171. d'*Ives de Chartres* à l'Archevêque de Sens. „ La dispensation des choses temporelles est donnée „ aux Rois. S'ils abusent quelquefois de leur „ puissance , il ne nous appartient pas de les irriter par des corrections trop sévères ; mais „ s'ils ne se rendent pas aux remontrances des Prêtres , nous devons les réserver au Jugement de Dieu ; & moins ils déferent „ aux saints avertissemens que nous leur „ donnons de sa part , plus ils seront sévé-

Hist. Eccl.
lib. 90.

Greg. Tur.
Chilp. an.
590.

Ex au ore in-
certo sed eccle-
taneo vite H
Ludovici Pii
Imperator.
Aimon..
Menac. cap.
14. lib. 5.

„ rement punis devant son tribunal. C'est
 „ pourquoi, ajoute ce grand Evêque du on-
 „ zième siècle, les Capitulaires Royaux,
 „ conformément au troisième Canon du
 „ deuxième Concile de Tolède (tenu l'an
 „ 681.) *enjoignent* aux Prélats de recevoir en
 „ leur conversation ceux que la Majesté Ro-
 „ yale auroit reçus en sa grace ou à sa table,
 „ quoiqu'ils eussent été excommuniés par
 „ eux ou par autres, afin que l'Eglise ne pa-
 „ rût pas rejeter ou condamner ceux dont
 „ il plaît au Roi de se servir.“ Philippe-le-
 „ Bel avoit lû dans *Matthieu Paris* la réponse
 „ que le Roi S. Louis * fit aux Envoyés du
 „ Pape Grégoire IX. qui lui mandoit avoir
 „ excommunié l'Empereur Frederic II. l'a-
 „ voir privé de l'Empire, & avoir élu en sa
 „ place Robert frere du Roi. „ Par quel esprit
 „ ou par quelle entreprise téméraire, leur
 „ dit ce Prince juste, magnanime & désinté-
 „ ressé, le Pape a-t-il prétendu excommu-
 „ nier & dépouiller de la dignité Impériale
 „ un si grand Prince, qui en tout cas, quand
 „ il auroit mérité d'être traité ainsi, ne pour-
 „ roit l'être que par un Concile général.
 „ *Pour moi je ne le reconnois que pour innocent.*
 „ Enfin Philippe-le-Bel avoit en faveur de l'in-
 „ dépendance de sa Couronne les reconnoissan-
 „ ces les plus fortes contre Boniface, qui ne pou-
 „ vant ni les désavouer ni les éluder, avoit essayé

Mattheus
Paris in hist.
Angelo.

* N. Saint Louis étoit encore sur ce point dans l'erreur de sa-
 temt. Car supposant qu'un Concile général puisse excommunier
 un Souverain, il ne peut certainement le dépouiller, ni de sa di-
 gnité, ni de sa souveraineté.

en vain de les détruire en les révoquant. Car on trouvoit dans le Trésor de Chartes sept Bulles des Papes , Gregoire VIII. Gregoire IX. Alexandre IV. Clement IV. Gregoire X. Nicolas III. & Martin IV qui tous depuis 1187 & avant Boniface , avoient déclaré *que les Rois de France ne pouvoient être excommuniés, ni leur Royaume mis en interdit pour raison de leur administration.* Bodin , fameux Ligueur , dit dans sa replique avoir vû ces sept Bulles au trésor de Chartes , avec cinq autres postérieures des Papes Clement V. Urbain V. Gregoire XI. Boniface IX. & Martin V. Avant que les Souverains Pontifes , Vicaires de J. C. Chefs visibles de l'Eglise universelle , & Surveillans de chaque Eglise particuliere pour la Doctrine , la Morale & la Discipline , eussent appris aux Evêques de France par toutes ces Bulles , l'usage & l'aplication des foudres spirituelles , ils les avoient plus d'une fois détournées à la défense de leur temporel. Ainsi elles avoient été au neuvième & au dixième siècle leur unique & inutile ressource contre l'usurpation des biens Ecclésiastiques , que l'autorité Royale , qu'ils avoient affoiblie eux-mêmes , leur laissoit ravir , & ne pouvoit leur faire rendre ; ainsi au dixième siècle fut imposée & consacrée par des censures la trêve de Dieu , cette vaine suspension des assassinats & des brigandages , nés de l'anarchie , & fomentés par elle ; enfin les Evêques lançoient depuis long-tems à tous propos des excommunications & des interdicts ,

non-seulement contre tous ceux qui leur faisoient des vexations , des torts & des procès, ou qui exigeoient d'eux des droits ou des sommes qu'ils ne croyoient pas devoir , ou ne vouloient pas payer ; mais ils en frapoient sur-tout les Officiers du Roi , ou des Seigneurs, lorsque les uns & les autres vouloient corriger leurs injustices , ou réprimer leurs entreprises. Ces censures si injustement prodiguées , n'étoient déjà plus respectées bien avant Philippe-le-Bel. On trouve dans Joinville que les Evêques de France demandèrent à Saint Louis un ordre pour ses Juges de contraindre par saisies de leurs biens tous ceux qui seroient excommuniés à se faire *absoudre dans l'an & jour* , parce que, „ lui dirent-ils, personne ne desirerait plus d'être absous de l'excommunication, & si „ vous ne rendez pas cette Ordonnance, „ *vous laissez perdre la Chrétienté.* “ Le Roi leur répondit qu'il donneroit volontiers cet ordre, pourvu que les Juges trouvaissent l'excommunication juste. Sur quoi les Evêques ayant dit qu'il n'appartenoit pas aux Laïcs de connoître des Censures, St. Louis leur répliqua qu'il ne donneroit jamais pareil ordre qu'à cette condition , parce que sans cela il croiroit faire lui-même une grande injustice. „ Car, par exemple, ajouta ce „ Prince, le Comte de Bretagne a plaidé „ sept ans contre les Evêques de Bretagne „ qui l'avoient excommunié, & a en fin gagné contre eux sa cause en Cour de Rome où il a été absous. S'ils l'eussent con-

Vie de St.
Louis, écrite
par Joinville.

Guillet. de
Naugeriaco,
Monachus de
Cast. Lud IX.

„ traint de se faire absoudre dès la première
 „ année, n'eût-il pas fallu qu'il eût aban-
 „ donné ce qu'on a jugé qu'ils lui deman-
 „ doient injustement ? “ Quoi qu'on se sou-
 ciât peu d'être absous de pareilles Censures,
 l'autorité Royale avoit cru néanmoins de-
 voir en arrêter le cours avant Philippe-le-
 Bel, & en reprimer l'abus. L'Archevêque
 de Reims, dans un procès sur des droits
 purement temporels contre les habitans de
 sa Ville, les avoit excommuniés.

St. Louis, * en 1235. ordonna qu'il seroit
 tenu de les absoudre en payant l'amende, au
 cas qu'elle fût trouvée juste par deux Pru-
 d'hommes commis par le Roi, pour assister
 l'Archevêque, tant dans l'information qu'au
 jugement. Ce saint Roi en 1263. donna pa-
 reillement ordre à l'Evêque de Poitiers de
 lever l'interdit qu'il avoit mis sur la Ville,
 sans qu'on fût tenu de lui payer l'amende
*que les Peuples, disoit le Prélat, devoient
 aux Eglises pour les dédommager des retribu-
 tions que l'interdit leur avoit fait perdre.* Ainsi
 avant Philippe-le-Bel les moindres Sujets du
 Roi n'étoient déjà pas moins que lui à l'abri
 de l'excès & de la fausse application des cen-
 sures spirituelles. L'on avoit déjà contre cet
 abus, des privilèges, des exemples & des
 remèdes. Le Clergé mit souvent nos Rois
 successeurs de Philippe-le-Bel, dans la né-

Preuves des
 Libertés de
 l'Egl. Gall.
 chap. 36

Ibid. ch. 4.

Extrait du
 Registre du
 Trésor des
 Chartes.

* N. C'étoit encore une erreur du tems, que de penser que
 les Souverains pouvoient être excommuniés pour leur adminis-
 tration, & devoient se faire absoudre par le Pape.

cessité d'y avoir recours pour défendre du moins leurs Officiers & leurs Sujets d'excommunications & d'interdits, qui ne tomberent jamais ni sur la personne du Roi en particulier, ni sur le Royaume en général. En 1350. l'Evêque de Clermont avoit interdit son Diocèse, *faute de payement des redevances qu'il prétendoit pour son joyeux avènement.* Le Roi Jean manda par Lettres-
 Patentes à son Bailli d'Auvergne de faire assigner le Prélat pour lever l'interdit, "*n'est tant permis à personne*, dit le Roi dans ces Lettres, *d'interdire aucune Terre de son Domaine.*" Il y avoit déjà long-tems que les Juges Royaux & les Juges des Seigneurs Laïcs se plaignoient des usurpations & des entreprises du Clergé sur la Jurisdiction temporelle, lorsque cette matière fut solennellement discutée devant le Roi Philippe de Valois, au mois de Décembre 1329. par Pierre Roger Archevêque de Sens, & le Cardinal Bertrand Evêque d'Autun, de la part des Ecclésiastiques, & M. Pierre de Cugnieres, Avocat-Général pour les Magistrats. En conséquence des prétentions du Clergé à cet égard, & des censures dont il les apuyoit ordinairement, l'Archevêque de Bourges s'avisa de publier l'an 1365. dans ses Statuts Synodaux, que les Juges séculiers ne pouvoient sans encourir excommunication, juger les Clercs prévenus de crimes, soit civilement, soit criminellement, & d'ordonner aux Curés de son Diocèse de les excommunier. Le fait parut si grave,

Extrait du
 Regist. institu-
 té Pictavis, fol
 75.

parce que la pratique alors n'étoit que trop conforme au principe par lequel on vouloit encore autoriser & consacrer l'abus, que malgré la défense de publier ces Statuts & la retractation au Synode suivant, l'Archevêque fut obligé de demander & d'obtenir des *Lettres d'abolition comme d'un attentat contre l'autorité Royale, les Loix & les usages du Royaume*. Jean Duc de Berry, lui accorda ces Lettres sur sa Requête, & elles furent confirmées par le Roi Charles V. Ce même Prince, pour détruire cet abus dans son principe, par une Ordonnance de l'an 1369. défendit à tous Prélats & autres, d'excommunier les Villes, Bourgades & Communautés de son Royaume. Il y a un Arrêt du Parlement du 6. Août 1373. portant saisie du temporel de l'Archevêque de Rouen, jusqu'à ce qu'il ait révoqué l'excommunication fulminée par lui contre le Bailly de Rouen. L'an 1460. M. Jean Dauvet Procureur-Général apella comme d'abus des censures de Pie II. contre le Roi, ses Officiers & Sujets, tant Laïcs qu'Ecclésiastiques. 20. Avril 1485. Arrêt par lequel l'Evêque du Mans est condamné d'impartir le bénéfice d'absolution à tout le moins à Cantéle, aux Officiers Royaux du Mans qu'il avoit excommuniés, & ce par saisie de son temporel, & son Official par prise de corps & de biens. 15. Mai 1495. Arrêt qui ordonne que les Officiers du Roi au Mans seront absous de l'excommunication contr'eux décernée, à ce faire le Cardinal Evêque du

Extrait des
Registres au
Trésor des
Chartes de
France, Re-
gist. C.

Preuves des
Lib. de l'Egl.
Gall. chap. 5.
art. 2.

Extrait des
Regist. du
Parlement.

Preuves des
Lib. de l'Egl.
Gall. ch. 13.

Extrait des
Regist. du Par-
lement.

Extrait des
Registres du
Parlement.

Extrait des
Registres du
Parlement de
Toulouse.

Mans contraint par prise de son temporel ,
& défense à lui de plus excommunier les
Officiers Royaux sur plus grande peine.

Arrêt du Parlement de Toulouse en 1599.

qui déclare qu'il y a abus dans l'excommu-
nication prononcée contre deux Conseillers
de cette Cour par l'Evêque de Castres , or-
donne qu'elle sera rayée & biffée dans les
Registres & Greffes de l'Evêché , ainsi que
l'absolution donnée ensuite par l'Evêque,
que l'on condamne en deux mille écus d'a-
mende. 5. Mai 1601. Arrêt du Parlement

Extrait des
Registres du
Parlem. d'Aix

d'Aix , qui déclare l'excommunication dé-
cernée contre lui par l'Archevêque, *nulle,*
abusive, scandaleuse, & contraire aux loix
& privilèges, lui ordonne de la révoquer
dans trois jours sur peine de quatre mille
écus d'amende & de saisie de son temporel ,
lui défend de faire pareilles excommunica-
tions , à peine d'être procédé contre lui com-
me infracteur des loix & privilèges du Ro-

Extrait des
Registres du
Parlement de
Bordeaux:

Ibid.

yaume. 4. Mars 1602. Arrêt du Parlement
de Bordeaux contre le Cardinal de Sourdis
Archevêque. Ce même Prélat ayant excom-
munié le Parlement pour avoir reçu l'apel
comme d'abus d'une de ses Ordonnances,
fut condamné par Arrêt du 30. Décembre
1606 en quinze mille livres d'amende ; l'en-
trée de la Cour lui fut interdite pour paroles
injurieuses de sa part contre le Roi & le Par-
lement ; il lui fut fait défense à lui & à tous
les Evêques du Ressort de procéder par ex-
communication contre les Officiers du Roi
exerçant leurs Offices, sur peine de trente

mille livres d'amende ou plus grande somme, s'il y échet. En 1626. François de Lorraine, Evêque de Verdun, avoit fait publier un Monitoire contre ceux qui entreprenoient sur les bâtimens & droits des Eglises de la Cité de Verdun. Le Lieutenant en la Justice Royale, en ayant reçu le Procureur du Roi apellant comme d'abus, & ayant ordonné que les publications & affiches de ce Monitoire seroient levées & ôtées, l'Evêque de Verdun l'excommunia. Sur l'apel comme d'abus de l'excommunication, Jugement du Président de Metz le 13. Février 1627. par lequel on déclare qu'il y a abus, on casse & on révoque les actes de Monitoire & d'excommunication comme *abusifs, scandaleux & préjudiciables à l'autorité du Roi, au repos & à la tranquillité publique*; on ordonne qu'ils seront *lacérés & brûlés par l'exécuteur de la Haute-Justice*, & rayés & biffés des Régistres & Greffes de l'Evêché; on défend à tous Curés, Vicaires & Ecclésiastiques de publier de pareils actes; & pour réparation d'un tel *attentat*, on condamne François de Lorraine Evêque en dix mille livres d'amende, & on ordonne qu'il sera *mené sous bonne & sure garde en la Ville de Paris pour satisfaire au Roi*, & que jusqu'à ce, son temporel demeurera saisi. Je passe plusieurs autres Arrêts antérieurs ou postérieurs, soit contre les Bulles des Papes, soit contre les excommunications & interdits décernés par les Evêques de France, pour finir par un exemple plus récent & plus

Preuves des
Lib. de l'Egl.
Gall. ch. 6.

On peut voir
tous ces Arrêts dans les
Preuves des
Lib. de l'Egl.
Gall.

fort. En 1687. le Pape Innocent XI. à l'occasion de la Régale, proscrivit par une Bulle & une Ordonnance, les franchises des Ambassadeurs des Têtes couronnées à Rome, & excommunia le Marquis de Lavardin, Ambassadeur de France. Louis XIV. qui dès 1662. avoit obtenu par le Traité de Pise la réparation la plus entière & la plus authentique de l'insulte faite au Duc de Créqui, reprima cette nouvelle entreprise sur la Majesté Royale, les droits & l'indépendance de sa Couronne, & les privilèges de ses Ministres & Officiers par les voyes juridiques & usitées de tems immémorial. M. Talon Avocat Général apella comme d'abus de la Bulle & de l'Ordonnance, qui furent déclarées *nulles & abusives* par Arrêt du 23. Janvier mil six cens quatre-vingt huit; il appella aussi au futeur Concile général, & son acte d'appel fut enregistré au Greffe du Parlement. De son côté M. de Lavardin, quoique publiquement excommunié par le Pape pour avoir exécuté les ordres du Roi son Maître, *comme l'avoient été aussi pour pareille cause, les Officiers du Roi d'Espagne à Naples*, avoit été publiquement faire ses dévotions, le jour de Noel à l'Eglise Nationale de Saint Louis à Rome, *ainsi que les mêmes Officiers en avoient usé à Naples*, & l'on n'eut aucun égard à l'interdit fulminé par le Pape en conséquence contre cette Eglise. Ainsi fut reconnue & consacrée alors la maxime au sujet des excommunications & des interdits, que ni le Roi pour raison de

Traité de
l'autorité de
nos Rois tou-
chant l'admi-
nistration de
l'Eglise, par
M. Talon.

son administration, ni ses Officiers pour ce qui regarde l'exercice de leurs fonctions & de leurs charges, ni ses sujets par rapport à l'obéissance qu'ils doivent & qu'ils rendent à leur Souverain, ni les Eglises de son domaine, ne peuvent jamais être sujets aux excommunications ou interdits. Quel abus plus visible & plus énorme en effet, quelle contradiction plus formelle avec l'Évangile, que de donner au pouvoir de lier & de délier, qui ne tombe que sur les âmes, des effets temporels & civils, de vouloir priver de la société des hommes & de l'autorité légitime, par des interdits & des excommunications; de punir par ces sortes de moyens pour des injustices réelles ou prétendues, ou des Rois qui n'en sont comptables qu'à Dieu seul; ou leurs Officiers que le devoir de leurs charges en rend indispensablement complices; ou des peuples qui en aucun cas n'en peuvent, ni n'en doivent jamais être responsables? Les appels comme d'abus, ceux au futur Concile général & les saisies du temporel ont été de tout tems, & seront toujours contre les excommunications & les interdits que les Papes ou les Evêques ont pu ou pourroient employer si mal-à-propos, des remèdes aussi légitimes & aussi consacrés qu'efficaces. Après cette digression intéressante, quoique naturellement étrangère à la matière purement temporelle des impôts, je reviens à mon sujet. Il paroît que Philippe-le-Bel fit plus d'une fois sous son règne usage contre les Ecclésiastiques d'un droit aussi légitime,

Au trésor
Régist. 36.
fol. 30.

aussi ancien & aussi constant, qu'il étoit so-
lemnnellement renonnu par eux : ce Prince
dès 1303. écrivit à tous les *Evêques & Ar-*
chevêques des Lettres circulaires dattées de
Vincenne, avant la Magdelaine, portant
qu'ils eussent à se rendre avec leurs gens à
son armée de Flandres. On voit des Lettres
patentes datées de Château-Thierry le Lundi
avant la Saint Denis de la même année, par
lesquelles le Roi ordonne à tous les *gens*
d'Eglise de lui fournir un secours d'hommes
& d'argent à proportion des terres qu'ils possé-
doient. En voici les termes : „ C'est à sça-

Du trésor
des Chartes
Régist. 36.
fol. 30.

„ voir, que tous *Archevêques, Evêques,*
„ *Abbés & autres Prélats, Doyens, Chapi-*
„ *tres, Couvens, Colleges & toutes manie-*
„ *res de personnes d'Eglise, Religieux & Se-*
„ *culiers, exempts & non exempts, Ducs,*
„ *Comtes, Barons, Dames, Damoiselles &*
„ *autres Nobles de notre Royaume, de quel-*
„ *que condition ou état qu'ils soient nous*
„ *aident au leur* en la poursuite de cette
„ guerre par quatre mois, c'est à sçavoir,
„ Juin, Juillet, Aout & Septembre pro-
„ chains avenir de chacune, cinq cens li-
„ vrées de terres qu'ils ont au Royaume,
„ d'un Gentilhomme bien armé & monté à
„ cheval, de cinquante livres tournois, &
„ couvert de couverture de fer ou de cou-
„ verture pourpointée, & de tant com-
„ me il passera cinq cens livrées de ter-
„ res, combien que ce soit jusqu'à mille
„ deux hommes d'armes montés & appareil-
„ lés, si comme dessus est dit, & en cette

„ même maniere de chacune cinq cens li-
 „ vrées de terres un homme d'armes du plus,
 „ plus & du moins, moins selon la forme
 „ deffusdite. Item quant as non Nobles,
 „ chacun cent feux nous fassent six Sergens
 „ de pied, desquex il y en ait deux arbalê-
 „ triers. “ Ces lettres avoient été précédées
 par d'autres données aussi à Château-Thie-
 rry le Samedi après la Fête de Saint Remy
 portant en considération de ce secours remi-
 se aux *Ecclésiastiques ainsi qu'aux autres Su-*
jets de toutes autres subvention ou aide quelle
 qu'elle soit pendant l'année suivante 1304.
 On trouve aussi une lettre circulaire écrite
 par les Préposés du Roi résidens à Paris,
 datée du Mardi après la Nativité de Notre-
 Dame, l'an 1303. au sujet du secours d'ar-
 gent accordé par le Clergé. Ces Préposés
 mandent que le Clergé ait soin d'envoyer au
 Trésor Royal le produit de la décime & que
 les Evêques leur marquent & le tems de la
 remise aux Trésoriers & le montant des som-
 mes. En treize cens quatre, le Roi fit un
 Commandement absolu & circulaire à tous
 les *Ecclésiastiques de son Royaume, de se trou-*
ver en personne à son armée à Arras, ainsi
qu'ils y étoient obligés, en vertu du serment de
fidélité qui les lie envers l'Etat & lui. Il est
 accompagné de Lettres adressées à chaque
 Bailli, portant qu'il ait soin dans son ressort
 de faire rendre le service par les Prélats,
 Evêques, Abbés & autres personnes d'Eglise
 qui le doivent. Tant de faits & tant de titres
 ne prouvent-ils pas qu'au quatorzième sié-

Au trésor
 Regist. 36.

Ibid.

Ibid.

ele le Clergé étoit encore en possession de
 servir l'Etat personnellement , & de l'aider
 de contributions réelles ainsi que tous les au-
 tres sujets , au même titre , dans la même
 forme , & dans la même proportion ? Ils n'é-
 tablissent pas moins les principes aussi an-
 ciens que la Monarchie , & l'usage immé-
 morial & constant de cette double contribu-
 tion. On voit encore que les impositions sur
 les Ecclésiastiques de France se faisoient de
 l'autorité du Roi , & étoient levées par ses
 Officiers. Voici ce que portent les Lettres de
 Philippe-le-Bel à l'Archevêque de Tours &
 au Clergé de sa Province. „ Plus le don de
 „ la science , l'intelligence des Ecritures , &
 „ les lumieres de l'expérience brillent en
 „ vous , plus vous sçavez mieux que les au-
 „ tres quelle est l'étendue de l'obligation
 „ imposée à tous & uns chacuns des Ecclésiast-
 „ tiques & Laïcs de notre Royaume , en qua-
 „ lité de membres d'un même corps , de se don-
 „ ner mutuellement tous les secours spirituels
 „ & temporels , tels que la défense & la con-
 „ servation de l'Etat les exigent. Lorsque
 „ l'une & l'autre , comme il est souvent ar-
 „ rivé en tems de paix , ont pû se passer des
 „ travaux & des contributions des Ecclésiast-
 „ tiques , leurs personnes consacrées au cul-
 „ te divin , & leurs biens destinés aux pau-
 „ vres , en ont été également dispensés. Mais
 „ dans le cas de nécessité ou la défense de l'Etat
 „ exige leur secours : alors les Ecclésiastiques
 „ sont tenus d'y concourir & d'y contribuer de
 „ toutes leurs forces. La raison naturelle , le

Au trésor
 Register.

loix divines & humaines leur en imposent
l'obligation ; elle est de plus consacrée par
l'usage immémorial , louable & constant ,
observé de tout tems dans le Royaume. Les
guerres qui se sont élevées nous ont mis
dans la nécessité de réunir toutes nos for-
ces , & nous y obligent encore pour l'in-
térêt commun. A ces causes , Nous avons
imposé sur tous les biens des Laïcs & des
Ecclesiastiques un subside qui doit être payé
par ceux qui ne voudroient pas donner vo-
lontairement la subvention modérée d'une
double décime , ou du cinquième des reve-
nus que nous avons demandés ; mais com-
me les dons gratuits content moins à ceux
qui les offrent , & sont d'ailleurs plus
agréables à Dieu & aux hommes , que les
impositions qui excluent la libéralité ,
Nous avons préféré à cette dernière sub-
vention ce que les Laïcs & les Ecclesiasti-
ques Nous ont offert libéralement pour en
tenir lieu. Nous vous exhortons donc , sur
peine de votre temporel , à payer suivant
vos offres , la subvention susdite entre les
mains de ceux que nous avons préposés pour
la lever sur tous vos biens , & Nous en-
joignons à tous nos Sujets & Justiciers de
leur obéir. Ces Lettres datées de Paris le
10. Oct. 1305. prouvent entre autres cho-
ses , que l'expression de *don gratuit* ne
convenoit pas plus à la contribution du
Clergé , qu'à celle de la Noblesse & du
tiers-Etat ; qu'elle ne faisoit pas plus l'es-
sence & le caractère de l'une que des au-

tres; qu'il n'appartenoit pas davantage au Clergé d'être libéral envers la patrie, en lui payant ce qu'il lui devoit, qu'à la Noblesse & au tiers-Etat; enfin que le Roi ne qualifioit pas moins de libéralité & de *don gratuit*, ce que les Nobles & les Roturiers lui avoient offert, suivant l'usage pratiqué sous la première & la seconde Race, que ce qu'il exhortoit les Ecclésiastiques, sous peine de saisie de leur temporel, à lui payer aussi suivant leurs offres. Ces Lettres furent en effet accompagnées de commissions adressées aux Préposés, portant qu'ils eussent à saisir les biens des Ecclésiastiques qui refuseroient de payer, & à les contraindre. Il paroît que quelque pathétique & quelque solide que fût l'exhortation faite par le Roi au Clergé, cette dernière précaution n'étoit pas inutile; car on trouve dans un des rôles d'imposition, le procès verbal des Préposés contre l'Archevêque de Tours, son Chapitre & celui de Saint Martin. Il porte que l'*Archidiacre* qui a toujours été l'*ennemi du Roi & de l'Etat*, a soutenu que le Clergé ne peut ni ne doit payer au Roi, ni le Dixième, ni le Cinquième, ni d'autres subventions, sans l'*aveu du Pape*; qu'il demande du tems pour le consulter; que d'ailleurs, suivant la constitution de Boniface VIII le Roi n'a pas droit de faire aucune imposition sur le Clergé; qu'enfin l'*Archidiacre* a allégué plusieurs autres moyens tendans à annuler l'ordre du Roi, & à décliner sa juridiction temporelle. A quoi il a été répondu par les Préposés: que

Du trésor
des Chart.
Layette, Gra-
w. min. 1

la constitution de Boniface, suivant l'interprétation qu'il en avoit donnée lui-même, laissoit au Roi le *droit & la liberté* de faire toute sorte d'impositions sur le Clergé dans les cas de nécessité, desquels le Pape laissoit à la conscience du Roi de juger; que d'ailleurs, *quand même cette interprétation de Boniface n'existeroit pas, le Roi qui n'en avoit pas besoin, n'avoit pas moins indépendamment d'elle le droit de mettre des impositions sur tous ses sujets.* Ce même procès-verbal ajoute, qu'après plusieurs allégations de part & d'autre l'Archevêque, le Chapitre & l'Archidiacre ayant persisté à dire que leurs consciences y étoient intéressées, ils avoient demandé un délai pour consulter le Pape, *affaiblissant & anéantissant ainsi la juridiction temporelle du Roi*, ce qui leur avoit été absolument refusé; que les Préposés voulant procéder sur les saisies faites, & sur les bris de scellés, l'Archevêque, le Chapitre & l'Archidiacre, sommés de répondre, avoient soutenu que *le Roi n'avoit aucune juridiction sur eux*; qu'alors les Préposés les avoient assignés devant les Juges sur l'information faite, & sur les dépositions de témoins, à l'occasion de leurs rebellions; qu'ils n'avoient pas comparu, excepté l'Archidiacre seul, qui n'ayant pas de pouvoir, n'a pas voulu attendre que les témoins eussent prêté serment, & s'est retiré avec mépris, après avoir avoué néanmoins qu'il y avoit eu quelques saisies verbales faites du temporel de l'Archevêque & du Chapitre. Le procès-

verbal porte encore que les Préposés voyant que l'Archevêque & le Chapitre dûement appelés, méprisoient de comparoître ; & *que leur mauvais exemple excitoit les suffragans & les sujets de la Province à la rebellion* : après avoir délibéré avec le Bailli de Tours & autres gens prudens, ils avoient en vertu de leur commission, procédé contre l'Archevêque & le Chapitre, à l'effet de renouveler les saisies, & que de plus pour la désobéissance de l'Archevêque ; ils avoient fait saisir tout son temporel, sur lequel ils avoient prélevé le montant de l'imposition : que c'est ainsi qu'il avoit été procédé, & qu'ils rendoient compte de tout au Roi & à son Conseil, pour sçavoir ses intentions, & lui demander de nouveaux ordres.

Ainsi le Clergé étoit donc alors en possession non-seulement de payer à l'Etat des subsides, ainsi que les autres sujets dans la même forme & dans la même proportion, sur des rôles arrêtés par les Officiers préposés pour les imposer & les lever ; mais même d'y être contraints comme les autres sujets par saisie de son temporel. On ne voit pas que l'Archevêque de Tours, ni aucun Evêque ait employé alors la ressource aussi absurde qu'impuissante de l'excommunication & de l'interdit. Les seules Constitutions de Boniface quoiqu'il les eût désavouées & retractées lui-même, & que le Clergé ne les eût jamais adoptées, pouvoient néanmoins laisser quelques scrupules dans la conscience des Ecclesiastiques délicats & timorés sur la contribu-

tion de leurs biens aux charges & aux besoins de l'Etat. Le Pape Clément V. par deux Bulles du 1. Février 1306. leur ôta ce scandale & ce prétexte, en révoquant & annullant la Bulle *Unam Sanctam*, & celle *Clericis Laicos*. Cette dernière fut encore révoquée & annullée plus solennellement en 1312. par le Concile œcuménique de Vienne. Enfin le droit de l'Etat sur les biens Ecclésiastiques avoué & constaté par le Pape & par l'Eglise universelle, se trouve encore écrit dans l'Extrait du Procès fait à Boniface en 1310. Cet Extrait porte que quoique le Roi n'eût fait d'imposition sur le Clergé que de son consentement, *il n'avoit pas moins le droit d'exiger des Ecclésiastiques des subsides même malgré eux*, dans le cas de nécessité pour la défense ou l'administration de son Royaume, & *de les contraindre à les payer*. On voit que les frais de la guerre n'en étoient pas l'unique objet ; car il y a des Lettres de Philippe-le-Bel, adressées en 1313. au Bailly de Senlis, portant surséance en faveur de l'Abbaye de Saint Denis d'un subside qu'elle devoit pour la dot d'Isabelle de France, mariée au Roi d'Angleterre. Il est dit dans ces Lettres que la surséance n'est fondée que sur la stérilité du tems présent, & *qu'elle ne pourra acquérir à l'Abbaye une exemption nouvelle, ni préjudicier aux droits de la Souveraineté*.

Les Papes depuis le douzième siècle seulement avoient souvent imposé sur le Clergé de France, de son consentement, ou du moins de celui du Roi, des Décimes, soit pour

Hist. Eccles.
liv. 91. n. 11.

Extrava.
Comm. de
privil. C. Me-
ruit,

Hist. Eccles.
liv. 91. n. lx.
Clem. un. de
immeu.

Du trésor des
Chartes cof-
fre, Boniface.

Du trésor des
Chart.

leurs besoins personnels , soit pour les frais des Croisades , soit enfin pour ceux de leurs guerres particulières contre les Empereurs ou autres Princes. Ils les regardoient apparemment comme des guerres contre des infidèles , en conséquence de la précaution qu'ils prenoient d'excommunier leurs ennemis. Comme les Décimes n'avoient encore été employées qu'à des guerres sacrées ou réputées telles que les Papes conseilloient ou ordonnoient , s'ils s'étoient mis par-là en possession de se faire demander par les Rois cette sorte d'imposition & de la leur accorder. Philippe de Valois, qui n'étoit guère à portée de faire valoir contre cet abus tous les droits d'un trône que la Nation venoit de lui adjuger par le second exemple de la Loi Salique, demanda à Clement VI. en 1340. les Décimes pendant deux ans , & les obtint de lui ; mais pour les appliquer aux frais de la guerre contre Edouard , Roi d'Angleterre. Néanmoins les principes sur la contribution du Clergé aux charges & aux besoins de l'Etat, n'avoient pas changé malgré la condescendance de Philippe : car dans une lettre qu'il écrivit au même Pape , pour lui demander d'employer aux frais de la même guerre d'autres Décimes levées pour les Croisades , & d'en disposer soit absolument & sans retour , soit par forme d'emprunt & avec promesse de restitution , il s'exprimoit ainsi : “ Les Prélats & ceux qui composent
 „ notre Conseil , nous ont dit tous d’une
 „ voix unanime que nous pouvions en sûreté

„ de conscience lever des Décimes pour les
 „ employer à la défense de l'Etat à laquelle
 „ tous nos Sujets tant Ecclésiastiques que
 „ Laïcs, sont tenus de contribuer puisqu'il
 „ s'agit de l'intérêt commun.“ Le Pape ne
 manqua pas l'occasion de constater alors par
 un double refus le droit & la possession que
 lui & ses prédécesseurs n'avoient que par
 abus, d'accorder ce que l'on pouvoit pren-
 dre sans le lui demander. Quoi qu'il en soit,
 l'usage du quatorzième siècle étoit que l'on
 arrêtoit les subsides dans les assemblées des
 Etats Généraux. Ces subsides ainsi décidés
 étoient alors les mêmes pour les Ecclésiasti-
 ques & pour les autres sujets sans aucune
 distinction, soit pour la quotité, soit pour
 la perception. Ainsi lorsqu'en 1355. les
 Etats Généraux accorderent au Roi Jean
 un subside pour subvenir aux frais de la guer-
 re contre Edouard, il fut ordonné que les
Ecclésiastiques payeroient comme les Nobles
 & les Roturiers huit deniers pour livre de
 toutes denrées; mais comme cette contri-
 bution ne suffisoit pas, on ordonna encore
 que les *Prélats, Abbés, Chanoines, Curés*
 & autres *Ecclésiastiques* ayant cent livres de
 revenus, fussent, est-il dit, en bénéfice de
 sainte Eglise, payeroient ainsi que les autres
 sujets qu'atre livres; qu'à cet effet les reve-
 nus de leurs bénéfices seroient prisés & esti-
 més selon le taux du dixième, & ne s'en
 pourroient franchir ni exempter par privilège
 quelconque, non plus qu'ils faisoient de leur
 dixième quand il avoit lieu. Si les Rois de

Extrait des
 annales de
 France écri-
 tes à la main,
 qui finissent
 l'an 1380.

Hist. Eccl.
liv. 110. n.
CLXXXVIII.

Hist. Eccl.
liv. 111. n.
CXVIII.

France demandoient mal à propos aux Papes la permission de lever des Décimes sur le Clergé, les Papes à leur tour n'en pouvoient exiger & n'en exigeoient réellement que du consentement & de l'autorité des Rois. Calixte III. écrivit à Charles VII. le premier Mai 1456. pour le remercier d'avoir permis qu'on levât la dixme en France pour fournir aux frais de la guerre contre les Turcs. Pie II. en 1459. demanda aux Ambassadeurs du même Prince, qu'il fût accordé une taxe sur le Clergé. Ces Ambassadeurs lui répondirent non-seulement qu'ils n'avoient ni ordres ni instructions là-dessus, mais qu'ayant obtenu une pareille levée depuis peu de tems, on ne lui en accorderoit certainement pas une nouvelle, qui en effet n'eut point lieu. Cependant les Loix & les maximes du Royaume & l'usage constant de la Monarchie sur la contribution des Ecclésiastiques, furent sur le point de recevoir une atteinte indirecte par une Bulle que Paul III. donna en 1468 dans le goût de la Constitution *Clericis Laicos*. Cette Bulle en excommuniant George à Kunstad, Podiebatd Roy de Bohême, excommunioit aussi les Rois, Reines, Ducs, Marquis ou autres, qui nonobstant les privilèges qu'ils pourroient avoir, leveroient des impôts sur les Ecclésiastiques & les Patriarches, Evêques, Archevêques ou autres gens d'Eglise qui en payeroient. Louis XI. fit dresser un Mémoire contre cette Bulle, voici cequ'il porte entr'autres par rapport

aux impositions du Clergé. " C'est grande
 „ entreprise d'envoyer publier en France
 „ qu'on n'affie ou lève aucunes collectes
 „ réelles ou personnelles sur les gens d'Egli-
 „ se sans le congé du Pape ; car par ce
 „ moyen , tous les sujets du temporel des
 „ gens d'Eglise ne payeront plus rien au Roi,
 „ & si veut le Pape innuer qu'ils sont ses
 „ sujets au temporel & non du Roi. Ce qui
 est sûr , c'est que la Bulle ne fut pas pu-
 bliée en France ; mais en 1484. les Etats
 Généraux du Royaume assemblés à Tours
 accorderent à Charles VIII. deux millions
 cinq cens mille livres , & trois cens mille
 livres pour son joyeux avènement ; & ces
 deux sommes furent comme à l'ordinaire
 réparties proportionnellement sur la No-
 blesse, le Clergé & le peuple. En 1527. le
 Parlement de Paris , ceux de Bordeaux ,
 Toulouse & autres , consultés par Fran-
 çois I. lui donnerent leurs avis , portant
 qu'il pouvoit saintement & justement lever
sur tous ses sujets , sçavoir ; l'Eglise , la No-
 blesse , les Villes & le peuple , la somme de
 deux millions d'or pour la délivrance de
 ses enfans ; que de cette somme on en em-
 ployeroit douze cens mille écus à icelle dé-
 livrance ; & que des huit cens mille écus
 restans le Roi pourroit s'en aider au fait de
 ses guerres. On ne distingue donc pas encore
 alors les Ecclésiastiques des autres Sujets du
 Roi par rapport aux impositions. François
 I. tint à cette occasion un Lit de Justice le
 20. Décembre de la même année, & le Car-

Preuves des
 lib. de l'Egl.
 Gall. chap. 4.

Au trésor
 des Chartres
 grande ar-
 moire Gui-
 chet X.

Extrait des
 Registr. du
 Parlement.

Extrait des
 Registr. du
 Parlement.

dinal de Bourbon parlant au nom du Clergé, & reconnoissant la justice de cette levée, offrit au nom du Clergé la somme de treize cens mille livres. Sur la nouveauté de ces offres, le premier Président craignant qu'elles ne pussent préjudicier aux droits de l'Etat sur les biens d'Eglise, & aux Loix & à l'usage de la Monarchie, par rapport à leur contribution, voulut agiter la question de sçavoir si les Ecclésiastiques n'étoient pas tenus, comme les autres Sujets, de contribuer, & s'ils ne pouvoient pas y être contraints; mais le Cardinal de Bourbon lui ferma la bouche en disant, qu'au moyen de l'offre qu'il avoit faite, cette question étoit inutile & superflue. Il y eut néanmoins deux opinions là-dessus, malgré la tentative & les efforts du Cardinal pour éluder la difficulté; l'une fut que l'on devoit demander en particulier au Clergé ce qu'il voudroit donner de son chef, & le lui laisser imposer. *Cette opinion si nouvelle n'étoit uniquement fondée que sur le prétexte que l'on tireroit ainsi du Clergé une somme plus considérable.* Quelque spécieux, & quelque tentant que fût ce prétexte dans les circonstances, le Parlement n'en sentit pas moins qu'il n'étoit qu'un piège dont le véritable objet étoit de porter pour la première fois une atteinte aussi dangereuse qu'inouïe au droit de l'Etat sur les biens d'Eglise, aux Loix fondamentales & à l'usage immémorial & constant de la Monarchie. Fidèle dépositaire des maximes du Royaume, des droits & de

l'indépendance de la Couronne, cette Compagnie se montre alors aussi jalouse qu'à l'ordinaire de les maintenir dans leur pureté, & leur sacrifia l'appas d'une contribution peut-être plus forte, mais sûrement préjudiciable, puisqu'elle devoit pour la première fois volontaire & reconnue pour telle. En conséquence, il passa à la pluralité des voix, que l'Eglise & la Noblesse devoient contribuer, & n'en pouvoient être exempts. Mais pour empêcher que le Clergé, dont on rejettoit les offres, ne s'en dédommageât en payant moins, on arrêta que le Roi nommeroit des Evêques, des Nobles & des Commissaires des Cours Souveraines, chargés de faire ensemble le département & l'affiette des deux millions d'or accordés. Ainsi les Ecclésiastiques furent encore alors confondus avec les autres Sujets, relativement aux impositions. Il paroît que ce secours passager ne suffit pas aux besoins de l'Etat, non plus que les décimes que le Clergé assemblé à Paris en 1532. accorda au Roi, sans attendre le consentement du Pape : Car en 1534. François I. en vertu de Lettres Patentes, fit saisir tout le temporel des Ecclésiastiques de son Royaume, & le mit en régie au profit de l'Etat, entre les mains des Commissaires établis par lui, & qui n'en donnoient que les deux tiers aux Chapitres, Collèges & Communautés, & la moitié aux Archevêques, Evêques, Abbés, Prieurs & Couvents. Voici ce que l'on trouve dans le

M. Jean
Bouchet en
ses annales
d'Aquitaine,
4. part.

préambule de ces Lettres : “ Notre vouloir
 „ & intention est de faire tous préparatifs
 „ nécessaires pour la guerre , ce que ne
 „ pourrions & ne sçaurions faire sans avoir
 „ une grosse somme de deniers , & n’y suf-
 „ firoit le revenu que Nous prenons cha-
 „ cun an en notre Royaume , tant ordinaire
 „ qu’extraordinaire , attendu la dépense
 „ qu’il nous convient faire chacun an sur
 „ icelui , ne pareillement y auroit assez d’ar-
 „ gent aux décimes , qui dernièrement ont
 „ été cueillies & levées en notredit Royau-
 „ me , qui sont encore dedans un coffre
 „ ensemble , sans que y ayons touché. Or
 „ de charger le Peuple , outre ce qu’il a ac-
 „ coutumé de payer , il ne le pourroit por-
 „ ter ; & quant à la Noblesse , sont ceux
 „ qui sont ordonnés à porter les armes &
 „ défendre notredit Royaume , terres &
 „ Seigneuries , & souventes fois advient que
 „ leur revenu ne suffit pas à défrayer la dé-
 „ pense qu’il leur convient à cette cause
 „ faire & tenir , & par ainsi est nécessaire ,
 „ attendu l’éminent & notoire péril en quoi
 „ voyons notredit Royaume , Terres &
 „ Seigneuries , s’il n’y est promptement
 „ pourvu avoir recours au tiers Etat qui est
 „ l’Eglise , laquelle de sa part doit porter &
 „ soutenir partie desdits frais , tant pour le
 „ soulagement du peuple qui fait de sa part
 „ ce qui lui est possible , que pour éviter les
 „ inconveniens où nous pourrions tomber.
 „ A cette cause , à notre très - grand regret
 „ & déplaisir , nous est nécessaire avoir re-

Preuves des
 lib. de l’Eg.
 Gall. ch. 39.
 pièce 28. p.
 242.

„ cours à eux , & ce tant seulement sur le
„ temporel , sans aucunement toucher à leur
„ spirituel , lequel temporel , s'il est hors de
„ leurs mains , ceux qui le tiendroient , se-
„ roient tenus faire service pour la qualité de
„ leurs Fiefs , prendre les armes & secourir
„ notre Royaume. Tels sont les objets , les
principes & les motifs de cette régie , à la-
quelle le Cardinal de Sens , Légat du Pape
& Chancelier de France , fut chargé de pré-
sider & de veiller. On ne voit pas qu'aucun
Evêque ait employé alors la ressource de
l'excommunication & de l'interdit. Le Cler-
gé se contenta d'avoir recours à un expé-
dient plus légitime & plus sûr ; il offrit au
Roi trois décimes par chaque don gratuit , &
obtint à ce prix main-levée de la saisie géné-
rale de son temporel. Néanmoins les Evê-
ques de France se plaignirent apparemment
au Pape Paul III. de ce que l'on levoit sur
eux des décimes , & de ce qu'on les con-
traignoit à en payer par saisie de leur tempo-
rel. Car on trouve les réponses des Gens du
Roi du Parlement de Paris à certains articles
envoyés de Rome , portant quelques plain-
tes , & que le Roi leur avoit adressées le 20.
Septembre 1547. Voici ce qu'on lit dans ces
réponses : „ Quant au second article, qui par-
„ le de la dixme bénéficiale , le Roi est fondé
„ de ce faire , quand il est question de la dé-
„ fense du Royaume , pour laquelle les person-
„ nes Ecclésiastiques sont contribuables aussi
„ bien que les Laïcs , & en a le Roi le privi-
„ lège du Pape Boniface, dont la copie est

Preuve des
Lib. de l'Eg
Gal. ch. 36
art. XXIX.

„ baillée aux Ambassadeurs du Roi, étant à
 „ présent au Concile de Boulogne, & exhi-
 „ bera l'original quand besoin sera. *Quant*
 „ *au troisiéme, concernant la saisie du tempo-*
 „ *rel de l'Eglise, le Roi peut faire saisir le tem-*
 „ *porel de l'Eglise comme étant chose tempo-*
 „ *relle & profane*, & même aussi le porte le
 „ privilége dudit Boniface. Quoique le pri-
 vilége sur lequel cette réponse est fondée ne
 soit pas le titre du Roi, puisque ce n'est pas
 du Pape que les Souverains tirent le droit
 de lever des impôts sur leurs sujets Ecclé-
 siastiques ou autres, il résulte toujours de-
 là qu'ils les devoient, & ils les payerent.

Preuves des
 Libertés de
 l'Eglise Gall.
 chap. 39.

Extrait des
 Régistres du
 Parlement.

Les besoins de l'Etat obligerent Henri II.
 de tenir un Lit de Justice en 1551. Le Car-
 dinal de Bourbon y offrit au Roi pour le
 Clergé, de contribuer à l'entretien de son
 armée, d'une grande partie des biens dont
 le Roi, dit-il, & ses Prédécesseurs avoient
 comblé les Ecclésiastiques. Les décimes
 établies depuis 1516. étoient devenues ordi-
 naires & annuelles; mais elles étoient alors
 imposées de l'autorité du Roi, & levées di-
 rectement à son profit par ses Officiers.
 Henri II en 1557. créa des Receveurs de
 ces décimes dans chaque Diocèse, & leur
 attribua douze deniers pour livre de ce qu'ils
 percevoient: ces Receveurs établis par le
 Roi étoient comptables de leur gestion à la
 Chambre des compres. La nécessité de pour-
 voir aux frais nécessaires pour la continua-
 tion de la guerre par des secours extraordi-
 naires, fit encore tenir à Paris sous ce règne

Lettre II.

153

au mois de Janvier 1558. une Assemblée d'Etats Généraux. Ils accorderent trois millions d'or, répartis proportionnellement, suivant l'usage, entre la Noblesse, le Clergé & le peuple. Ainsi finit la quatrième Epoque, où l'on ne voit pas que les Ecclesiastiques fussent encore de droit ou de fait exempts de contribuer comme les autres Sujets, aux charges & aux besoins de l'Etat.

CINQUIEME EPOQUE.

LES nouvelles opinions de Calvin avoient déjà fait quelques progrès, lorsqu'à la mort de Henri II. l'ambition & la jalousie des Grands sous un Roi aussi foible d'esprit que de corps, & une Régente plus avide que capable de gouverner, achevèrent d'allumer le feu qui embrasa bien-tôt tout le Royaume. La Reine toujours irrésoluë sur le choix des Partis & des moyens, & livrée successivement à toutes les factions que deux minorités successives firent éclore, n'eut jamais d'autre politique que cette maxime de sa Maison; qu'il faut diviser pour régner. Les Guises, oncles de la Reine régnante, & Chefs du Parti Catholique, dont l'intérêt servoit de voile à leur ambition, s'emparerent de la Personne de François Second en 1559. & se rendirent

G 5

maîtres de la Cour & du Gouvernement. Leur crédit acheva de révolter le Parti Protestant & les Seigneurs de l'une & l'autre Religion, dont l'autorité des Guises détruisoit également les projets & les espérances; & l'on ne vit plus dans l'Etat que des factions que la Reine mere, suivant son caractère, son système & ses positions différentes, favorisa successivement, à mesure que l'ascendant qu'elles avoient pris, ou qu'elles tenoient d'elle, pouvoit lui être avantageux ou lui devenir suspect. François II. avoit commis la direction de toutes les affaires du Royaume aux deux Guises, sçavoir; celles de la guerre au Duc, & celles des Finances au Cardinal de Lorraine. Ce dernier qui avoit déjà beaucoup d'autorité sur le Clergé, dont il étoit le Chef, étoit d'ailleurs regardé comme un défenseur aussi puissant que nécessaire. Il n'étoit ni vraisemblable ni possible que dans des troubles, dont la Religion étoit le principe & paroïssoit l'unique objet, le Clergé demeurât simple spectateur. Objet de la haine & de l'avidité des Protestans, il n'avoit pas moins à craindre alors pour ses biens d'un Parti de Catholiques connus sous le nom de *politiques*. Ces *politiques* convaincus d'après les Loix & les usages du Royaume, que les Biens des Ecclésiastiques n'étoient pas moins essentiellement affectés aux charges & aux besoins de l'Etat que les biens des autres sujets, vouloient que dans l'épuisement de la Noblesse & du peuple les biens de l'Eglise devinssent la ressource de

l'Etat, qui paroissoit n'en avoir plus d'autre. Les Protestans avoient malheureusement le même systême qu'ils outroient encore : le Clergé ne pouvoit donc manquer de tirer parti de cette conformité de sentiment entre les Calvinistes & les *Politiques*, pour rendre suspect un projet qu'il avoit tant d'intérêt de décrier. Dans cette extrémité, si le Clergé sentit tout le besoin qu'il avoit du crédit & de l'autorité du Cardinal de Lorraine, celui-ci ne sentit pas moins combien il étoit important & favorable à ses projets & à ceux de son frere, de ménager à l'un & l'autre l'appui d'un corps respectable, puissant & accrédité. Le Règne de Charles IX. commença par l'ouverture des Etats Généraux que le feu Roi avoit convoqué ; elle se fit à Orléans le 13. Décembre 1559. par un discours du Chancelier. Le Cardinal de Lorraine avant la mort de François II. avoit demandé, contre l'usage, d'y parler seul au nom des trois Ordres. La Noblesse & le Tiers-Etat cédant à son crédit & aux circonstances, ne s'y étoient pas opposés, & le Clergé qu'il gouvernoit, y avoit donné son consentement. Mais les motifs de la condescendance de la Noblesse & du tiers - Etat ne subsistant plus depuis la mort de François II. l'une allégua l'ancien usage, & l'autre répondit nettement qu'il n'avoit garde de choisir pour son Avocat un homme dont il avoit raison de se plaindre. La hauteur du Cardinal offensée de ce double refus, ne pensa pas que le choix du

Hist. Ecc.
liv. 115. n.
& suiv.

Hist. Eccl.
v. 115. n.
& suiv.

Clergé pût l'en dédommager ; il lui laissa donc nommer Jean Quintin pour son Orateur ; le Baron de Rochefort fut celui de la Noblesse ; & Jean l'Ange celui du tiers Etat. Les discours que ces Orateurs prononcèrent successivement dans la séance du 2. Janvier 1560 font voir quelles étoient alors les dispositions respectives des trois Ordres de l'Etat. Jean l'Ange s'étendit beaucoup sur le luxe, l'avarice, l'ignorance & les mœurs corrompues du Clergé ; pour y remédier il demanda au nom du Tiers-Etat la célébration d'un Concile légitime. Le Baron de Rochefort déclama aussi contre les Ecclésiastiques & leur Jurisdiction ; il dit que la Noblesse s'étoit affoiblie elle-même par ses libéralités envers l'Eglise, & que non contente de les avoir enrichies du plus liquide de ses biens, elle leur avoit encore cédé la Justice par un aveuglement d'autant plus préjudiciable, que la profession Ecclésiastique n'étoit point de se mêler des affaires séculières, mais de vivre dans la solitude, de prier, de prêcher, d'administrer les Sacremens, & non pas de juger de la vie & des biens des sujets du Roi. Jean Quintin traita de *Sectaires* tous ceux qui demandoient la réformation de la discipline Ecclésiastique. il soutint qu'il étoit à craindre que par la même hardiesse avec laquelle ils attaquoient la *Maison de Dieu*, ils n'insultassent le Prince même après avoir secoué le joug des Loix ; qu'il demandoit donc qu'on leur défendît tout commerce avec les Ca-

tholiques, & qu'on traitât avec eux, *comme avec des ennemis* : qu'il ne falloit pas permettre le retour dans le Royaume à ceux qui en étoient sortis pour cause de Religion : qu'il étoit du devoir du Roi de venger l'injure faite à Dieu, en punissant du dernier supplice ceux qui étoient infectés de la secte contagieuse : qu'il n'étoit pas moins du devoir du Roi, qu'en son pouvoir, de protéger le Clergé, en ne souffrant pas qu'il fût *comme décimé à l'avenir : que les revenus Ecclésiastiques étoient destinés à des œuvres pieuses, & qu'on ne pouvoit sans sacrilège les employer à d'autres usages*. Il finit en demandant pour le Clergé *l'exemption des impositions* ; ce qui prouve du moins qu'il n'en jouissoit pas, & qu'il n'aspiroit à devenir exempt que par la concession du Roi. Après divers Réglemens sur la discipline Ecclésiastique, où l'on ne parle pas de l'immunité demandée par le Clergé, & quelques uns sur la Justice, la Noblesse & le commerce, les Etats furent congédiés. On remit leurs séances aux premiers jours de l'année 1561. & pour éviter la foule & la dépense, on ordonna que deux Députés seulement de chaque grande Province du Royaume, s'assembleroient à Pontoise au jour qu'on leur indiqueroit. Cependant l'Université de Paris, invitée par l'Evêque à envoyer aussi des Députés aux Etats & au Concile général que l'on devoit assembler à Trente, y députa le 2. Novembre 1559, deux Membres de chaque Faculté. Dans les demandes que la

Faculté de Théologie proposa de faire tant à Trente qu'aux États, & qui devoient être confirmés par un Edit du Roi, on trouve entre autres celle-ci; *que l'on abolît les décimes, & qu'il ne fût pas permis aux Princes de tirer quelque chose du trésor de l'Eglise.* Peut-on douter d'après ces articles de l'Université, & le discours de l'Orateur du Clergé aux États d'Orléans, que le projet des Ecclésiastiques ne fût alors de soustraire absolument leurs biens à toute espèce de contribution, & même sans proposer de leur part l'équivalent du *Don gratuit*? Néanmoins cette exemption absolue, lorsque les Papes l'avoient voulu établir directement sous Philippe-le-Bel & Henri II. lorsque le Clergé avoit essayé de se l'attribuer indirectement en 1551. avoit toujours été également combattue & proscrite par les princes, les droits & les usages de la Monarchie Française; l'épuisement des finances & l'impossibilité de trouver des ressources dans la Noblesse ni dans le peuple rendoient d'ailleurs cette exemption aussi odieuse alors, aussi impraticable qu'elle étoit absurde & injuste, & le Clergé qui ne la prétendoit pendant ni de droit ni en vertu d'aucune possession, ne la demandoit pas moins au Roi, aux États & au Concile général. L'équilibre que Catherine de Médicis avoit essayé d'établir entre le parti Catholique & Protestant, en favorisant tour à tour l'un & l'autre, ne pouvoit être maintenu que par le poids de l'autorité Royale, mais il falloir

Hist. Eccl.
liv. 155. n.
lx.

D'Argentré
in collec. ju-
dici. de nov.
error. lib. 2.
pag. 289.

plus de consistance & de fermeté dans celle qui l'exerçoit pour en imposer à l'esprit factieux & fanatique qui devoit de jour en jour l'esprit général ; & comment d'ailleurs des mains aussi tremblantes que foibles, pouvoient-elles tenir la balance entre deux partis également révoltés, visant à l'indépendance, & divisés seulement sur les moyens d'y parvenir ? Aussi les factions à la Cour, les séditions dans les Provinces, & la licence générale furent l'unique fruit des variations forcées ou politiques de Catherine de Médicis. Le Cardinal de Lorraine lui reprocha ces désordres & ces abus qu'une Déclaration favorable aux Protestans venoit encore de multiplier. Sur ces remontrances & ses plaintes la Reine se détermina à faire tenir par le Roi son Fils, un Lit de justice, où le Chancelier de l'Hôpital exposa entr'autres choses que les disputes sur la Religion troubloient la tranquillité publique, & diminuant de jour en jour l'obéissance que l'on devoit au Roi, y faisoient succéder la licence la plus effrénée. Le résultat de ce Lit de Justice fut le célèbre Edit du mois de Juillet 1561. On y voit encore plus clairement que dans le discours du Chancelier, l'esprit déjà subsistant de la Ligue par les précautions que l'on prend pour en réprimer & en contenir les fureurs. Cet édit qui rétablit le Clergé dans la possession de connoître & de juger du crime d'hérésie, dont on réduit la peine au bannissement avec amnistie pour le passé, ordonne qu'on ne fera à l'avenir au-

cunes assemblées, aucuns Traités, rien qui puisse faire soupçonner ou *faction ou conspiration*, que les *Prédicateurs n'usent d'aucunes paroles séditionnelles en prêchant, & instruiront le peuple avec sagesse & prudence, sur peine de mort pour ceux qui contreviendront.* On défend le port des armes à toutes personnes, excepté celles à qui l'Edit le permet. On fait grace enfin à tous ceux qui avoient excité des troubles pour cause de religion, & on en abolit la mémoire, à condition qu'ils vivront à l'avenir paisiblement & en Catholiques.

Les Etats, transferés de Pontoise à Saint Germain en Laye, y reprirent leurs séances au mois d'Août 1561. On ne voit pas que les demandes du Clergé & de l'Université, à ce qu'en abolissant les Décimes, on déclarât les biens Ecclésiastiques exempts de contribution, eussent paru ni justes ni praticables aux Etats Généraux du Royaume. Car la Noblesse & le tiers-Etat proposerent unanimement que l'on retranchât des bénéfices de cinq cens livres de revenu la quatrième partie; de ceux de mille livres, le tiers; de ceux qui rapportoient plus de mille écus, la moitié, & que tout cela fût porté au Trésor Royal: qu'à ceux qui auroient douze mille livres de revenu en bénéfices, on ne leur en laissât que trois mille; qu'on ôtât de même à tous les Moines tous leurs revenus au-delà de ce qu'il falloit pour leur subsistance; & que le surplus fût appliqué aux charges & aux besoins de la Patrie. Ces propositions

tout exorbitantes qu'elles parurent aux Evêques, avoient néanmoins été déjà réalisées sous François I. en 1534. lorsque par la saisie & régie du temporel de l'Eglise, il en avoit employé la moitié ou le tiers à des nécessités moins pressantes; aussi le Défenseur du Clergé ne s'en tint pas à supplier Sa Majesté qu'à l'exemple des Rois ses prédécesseurs, il lui plût conserver les *droits*, les *privileges* & la dignité de l'Ordre Ecclésiastique, sans suivre le conseil de ceux qui voudroient lui faire *étendre la main sur le Sanctuaire*; mais le Clergé pour prévenir l'effet de ces demandes, prit alors le même parti qui lui avoit obtenu en 1534. main-levée de son temporel. Il offrit au Roi quatre Décimes par chaque année pendant six ans; & ces offres plus fortes que les demandes du Roi, furent alors acceptées sans que, comme au Lit de Justice de 1527. l'on en sentît ou que l'on en voulût voir les conséquences. Cependant le Colloque entre les Evêques de France & les Ministres Protestans, indiqué à Poissy au 4. Septembre 1561. ayant excité les plaintes de Philippe II. Roi d'Espagne, qui craignoit pour les Calvinistes des Pays-Bas l'exemple de cette condescendance, Cathérine de Medicis pour se justifier, lui envoya Jacques Montberon & Sebastien de l'Aubespine, Evêque de Limoges. Ces Ambassadeurs furent reçus froidement par Philippe qui les adressa au Duc d'Albe. Ce Ministre leur dit que le Roi Catholique n'avoit appris qu'avec une extrême douleur qu'on

traitât avec tant de tiédeur & de dissimulation les principaux articles de la Religion , dans un Royaume dont les Rois portoient le titre de très-Chrétiens , & que l'on y eût si-tôt oublié la sévérité religieuse de Henri II. & François II. Il ajouta que si les Rois majeurs & capables de regner n'avoient pû étouffer l'hérésie qu'avec les armes, un Roi encore enfant & une femme étrangère Tutrice, n'en arrêteroient pas les progrès rapides par la dissimulation & la tolérance : que le Roi catholique prioit donc sa belle-mère de remédier à un mal qui prenoit tous les jours de nouveaux accroissemens ; mais que si la Reine négligeoit ce remède unique & nécessaire , Philippe étoit résolu d'employer toutes ses forces contre les Hérétiques. Qu'il n'y auroit pas lieu néanmoins de lui reprocher la rupture de la paix puisqu'il ne la rompoit que pour maintenir la Couronne sur la tête du jeune Charles , en retenant dans l'ancienne religion les esprits inconstans des Français , & que d'ailleurs les Soldats Espagnols qu'il enverroit en France , n'y feroient la guerre que sous la condition du Roi Très-Chrétien, dont ils suivroient les intentions & les ordres. Il finit en disant que Philippe II. ne donneroit satisfaction à Charles sur la restitution de la Navarre à Antoine de Bourbon , que lorsque le Roi de France auroit déclaré la guerre aux Hérétiques , & lorsqu'il poursuivroit le Prince de Condé & les Colignis. Après cette réponse Monberon fut congédié au com-

commencement du mois d'Octobre. Cet Ambas-
 sadeur s'apperçut alors qu'on avoit déjà pro-
 jecté en France cette Ligue si fameuse sous
 le regne suivant, & que les Catholiques du
 Royaume se défiant de l'éducation du Roi
 & de la religion de sa mere, entretenoient
 depuis long-tems des intelligences avec la
 Cour de Madrid. Il en fournit même des
 preuves au Roi par un *témoignage signé de*
l'Evêque de Limoges, qui attestoit ces in-
 telligences; & il ajouta que ce n'étoit pas
 sans raison qu'au mois de Juillet dernier on
 avoit informé contre le Prêtre Artus Dési-
 ré. Ce Prêtre, par le conseil de plusieurs
 Théologiens de Sorbonne, s'étoit chargé
 d'une Requête adressée, au nom du Clergé
 de France, au Roi d'Espagne pendant la te-
 nue du Colloque de Poissy. Par cette Re-
 quête le Clergé imploroit l'assistance du Roi
 Catholique contre le crédit des Calvinistes;
 il supplioit ce Monarque de le secourir par
 la voye des armes, & de considérer qu'on ne
 pouvoit lui fournir une occasion plus favo-
 rable d'exercer sa bonté & sa puissance,
 qu'en l'invitant à prendre les intérêts du
 Clergé de France sous sa protection. Il lui
 recommandoit enfin, comme au plus puis-
 sant & au plus religieux des Princes, la di-
 gnité, le pouvoir, la vie & la fortune du pre-
 mier ordre du Royanme. Artus chargé de
 porter en Espagne cette Requête du Clergé
 de France communiquée à trop de gens pour
 demeurer secrète, fut arrêté auprès d'Or-
 leans, & amené à Catherine de Médicis, qui

Hist. Eccl.
 liv. 157. 2.
 46. & 47.

Ibid.

De Thou,
 liv. 28.

commit au Parlement la connoissance de cette affaire. Artus interrogé avoua quels étoient ses complices, mais le Parlement ne jugea pas à propos de faire une plus ample information à cause du grand nombre de gens impliqués dans cette conspiration, avant d'en avoir rendu compte à la Reine, qui par les mêmes considérations fut du même avis. On se borna donc à condamner seulement le Prêtre Artus Désiré, par l'Arrêt du 14 Juillet 1561. à faire amende honorable, & à déclarer qu'il avoit écrit sans raison, malicieusement & à mauvais dessein, la Requête dont on l'avoit trouvé saisi, qu'il avoit voulu la porter au Prince à qui elle étoit adressée, qu'il s'en repentoit de tout son cœur, & en demandoit pardon à Dieu, au Roi & au Parlement. On prit la précaution de lui faire dicter par un Huissier cette déclaration qu'il devoit répéter après lui. On ordonna ensuite que cette Requête du Clergé de France au Roi d'Espagne seroit lacérée publiquement devant le Prêtre Artus Désiré, qui seroit ensuite mis en prison dans le Couvent des Chartreux, pour y passer le reste de ses jours. Telle étoit la fermentation générale des esprits qui ne respiroient que la révolte & la guerre civile, lorsqu'après la fin du Colloque de Poissy, les Evêques y demeurèrent pour donner ordre au paiement des quatre décimes par chacune année pendant six ans, que le Clergé avoit offertes & promises au Roi * dans l'Assemblée des Etats Généraux à

Saint Germain en Laye : il y fut en effet pourvu par un abonnement du Clergé qui s'obligea de payer au Roi en douze payemens, dans l'espace de six ans, la somme de 9600000. l. par cotisations de décimes ou autrement, pour le rachat des Domaines de S. M. Aides & Gabelles, & celui tant du principal des quatre décimes, que des termes & payemens dicelles, à la charge de départir sur les Archevêques, Evêques, Chapitres & Bénéficiers, la somme qu'il conviendra lever par-dessus les quatre décimes accordées. Le Clergé s'obligea de plus de rembourser en dix ans le principal de 630000. liv. de rentes créées par le Roi sur l'Hôtel-de-Ville de Paris. Cet abonnement, appelé le contrat de Poissy, & dont il n'y avoit pas encore eu d'exemple, avoit été scellé & ratifié à Saint Germain en Laye le 21. Octobre 1561. lorsque Jean Tanquerel, Bachelier en Théologie, soutint dans une Thèse, que le Pape, Vicaire de J. C. & seul Monarque de l'Eglise, avoit tous les Princes Chrétiens pour sujets, non-seulement dans les choses spirituelles, mais encore dans les temporelles, & qu'il pouvoit les dépouiller de leurs Royaumes, Etats & Dignités, quand ils lui étoient rebelles. Sur l'information faite par le Président de Thou, Charles de Dormans & Barthelemy de la Faye, Conseillers, que le Chancelier de l'Hôpital avoit commis, le Parlement,

décimes, avoit donné des Lettres patentes en 1561. pour contraindre tous les Bénéficiers à donner une déclaration des revenus de leurs Bénéfices. Ces Lettres furent révoquées.

Hist. Eccl.
liv. 157. n.
48.

De Thou,
liv. 28.

D'Argentré,
collec. jud.
de nov. err.
tom. 1. append.
p. 52.

de l'Hist. de
France 3.

édit. 1. par.
p. 348

par Arrêt du 2. Décembre, condamna Jean Tanquerel à faire amende honorable, & déclarer publiquement en Sorbonne, toute la Faculté de Théologie assemblée, en présence du Procureur-Général & des Commissaires de la Cour, qu'il se repentoit d'avoir proposé cette Thèse, qu'il la reconnoissoit pour fausse, & qu'il supplioit très humblement le Roi de lui pardonner sa faute. Il défendit aussi d'agiter à l'avenir de semblables questions, & obligea la Faculté de Théologie de députer au Roi deux de ses membres pour lui demander pardon. Ainsi la révolte & le fanatisme attaquoient déjà publiquement, par des discours séditieux l'autorité Royale & les principes de la Monarchie, lorsque le massacre des Protestans à Vassy, par les gens du Duc de Guise, donna le 1. jour de Mars 1562. le signal des guerres de Religion. Le Prince de Condé, chef du Parti Protestant, publia au mois d'Avril un manifeste, & y joignit la copie d'une Lettre faite entre le Pape, le Roi d'Espagne & les Guises, pour exterminer les Sectateurs de la Reforme. La suite de la guerre de Religion ne fut pas si favorable au Clergé de France que l'avoient été ses principes. En effet, les pillages ayant mis les Ecclesiastiques hors d'Etat de payer les seize cens mille livres portées par le Contrat de Poissy, le Roi, pour leur fournir les moyens de remplir leurs engagements, fut obligé de donner au mois de Mai 1563. un Edit portant aliénation des biens d'Eglise jusqu'à

concurrence de cent mille écus. Cet Edit ,
 enregistré au Parlement le 17. Mai dans un
 Lit de Justice , avoit pour motif les besoins
 de l'Etat & l'épuisement général de tous
 les Ordres du Royaume.

L'Avocat Général, qui en requit l'Enregi-
 strement , observa que les Ecclesiastiques se
 ressouvenant de l'affection de leurs Prédé-
 cesseurs à la conservation de la Couronne ,
pour laquelle ils n'avoient rien épargné , fai-
 sant d'ailleurs attention que *de droit & de*
raison ils doivent subvention à leurs Patrons
& fondateurs qui sont les Rois de France , que
la plupart de leur bien leur est aumôné à cette
charge , & que les subventions qu'on leur de-
 mande ne sont employées qu'à mettre leurs
 personnes & leurs biens en liberté, repos &
 sûreté, ils ne doivent pas hésiter à aban-
 donner une petite partie de leurs biens pour
 sauver le surplus. Ainsi malgré le Contrat
 de Poissy, subsistoient encore tant dans le
 droit que dans le fait , les principes & les ma-
 ximes sur le droit de l'Etat, les devoirs des
 Ecclesiastiques , & l'usage immémorial de
 la Monarchie. Cependant, on avoit proposé
 à Trente dans des Congrégations particu-
 lieres la réformation des Princes réduite ,
 après bien des conférences & des contesta-
 tions , à douze articles ; voici ce que por-
 toit le huitième : „ *Que les Ecclesiastiques ne*
pourroient être obligés de payer les taxes ,
les gabelles, les décimes, péages, subsides
sous quelque nom que ce fût, non pas mê-
me sous celui de don gratuit ou de prêt ni

Preuves des
 lib. de l'Egl.
 Gall. ch. 39.

Hist. Eccl.
 liv. 166. n.
 xxxiv. &
 suiv.

Memoires
 pour le

Concile de
Trente, in
4°.

„ pour leurs biens d'Eglise , ni pour ceux de
„ leur patrimoine , & qu'on les laisseroit
jouir des *immunités* qui leur ont été accor-
dées par les saints Canons ; que néanmoins
dans les Provinces ou Royaumes où les
Ecclésiastiques seroient dans une possession
très-ancienne d'assister aux Etats où l'on est
dans l'usage de cotiser également les Sé-
culiers & les Clercs pour des nécessités pu-
bliques & très-pressantes , comme pour faire
la guerre contre les Turcs & autres , on
pourroit les obliger à ces subsides pour le
tems seulement que dureroient ces besoins.
Les Légats du Pape faisoient difficulté de
proposer ces articles au Concile général
par deux raisons ; l'une, qu'à la vérité ils
avoient quelque crédit & vivoient dans une
parfaite intelligence avec les Ambassadeurs
des Princes ; mais comme ceux-ci étoient
chargés des ordres de leurs maîtres , ils ne
pouvoient se dispenser de les executer ;
l'autre que le Cardinal de Lorraine, quo-
que très-uni avec les Espagnols , n'avoit pas
cependant assez d'autorité sur eux pour les
attirer dans son parti. Cependant ces articles
ayant été envoyés à Charles IX. le 11
Août 1563. par les sieurs du Ferrier & Pi-
brac , ses Ambassadeurs au Concile de Tren-
te , il leur répondit le 28. que loin de souf-
frir qu'on fît rien dans le Concile qui pût
diminuer l'autorité Royale & augmenter
celle du Clergé , ils vouloient qu'ils fissent
leurs remontrances , conformément au Mé-
moire qu'il leur envoyoit , & qu'ils em-
pêchassent

péchassent tout ce qui seroit préjudiciable à ses droits & à ceux de son Royaume , & qu'après ces remontrances , ils eussent à se retirer à Venise , où il leur feroit sçavoir ses intentions. Par ce Memoire , le Roi disoit en substance , qu'ayant vû les articles , & jugeant qu'ils tendoient tous à diminuer l'autorité des Rois , pour augmenter celle des Ecclésiastiques , il ne vouloit pas qu'on pût dire que par la présence de ses Ambassadeurs , il eût approuvé ce qui pourroit être fait au préjudice des Souverains. Il ajoutoit que par les articles de réformation , les Peres du Concile prétendoient ôter aux Rois & aux Princes *leurs droits, prérogatives & privilèges dont leurs prédécesseurs avoient joui de tems immémorial* ; qu'ils vouloient casser toutes les Ordonnances Royales , qu'ils comptoient anathématiser & excommunier les Souverains & les Sujets ; ce qui occasionneroit la désobéissance , la sédition & la rebellion , quoique tout le monde fût convaincu qu'il n'appartenoit pas aux Peres du Concile , dont le pouvoir étoit borné au spirituel , de se mêler du gouvernement civil & de la juridiction séculière qui n'étoit pas de leur ressort , & qui différoit en tout de la juridiction Ecclésiastique. Le Roi finissoit , en ordonnant à ses Ambassadeurs de déclarer aux Peres dans le Concile , qu'il les avoit chargés de s'oposer *fermement* à tout ce qui pourroit être décidé de contraire à ses *droits* & à tous autres *privilèges des Souverains* ; il leur enjoignoit

Ibid.

enfin , ainſi qu'à tous les Prélats François ,
 de ſe retirer ſans attendre de nouveaux or-
 dres ; ſi malgré leurs remonſtrances & oppo-
 ſitions , on vouloit commettre quelqu'un
 des *attentats* propoſés contre les *droits* de la
 France en particulier , & ceux de la Ro-
 yauté en général. Le Cardinal de Lorraine
 ayant reçu du Roi une Lettre conforme à
 ce Mémoire , la réponſe qu'il y fit eſt auffi
 remarquable que ſa conduite , imitée par preſ-
 que tous les Prélats François : „ Je puis
 „ vous aſſurer , Sire , dit-il au Roi , que les
 „ choſes ne ſe ſont pas paſſées comme on vous
 „ l'a fait entendre , & qu'il n'étoit pas beſoin
 „ que Votre Maieſté prît la peine de nous en
 „ écrire. Il n'eſt pas croyable que dans une
 „ ſi ſainte Compagnie que celle - ci , dans
 „ laquelle on ne propoſe rien que nous ne
 „ jugions être avantageux pour le repos &
 „ le bien de la Chrétienté , on oſât prendre
 „ de ſi fâcheuſes réſolutions ; aucun de vos
 „ Ambaſſadeurs , ni de nous autres , n'y vou-
 „ droit conſentir. *Nous ſommes tous trop bien*
 „ *inſtruits de ce que nous devons à notre Sou-*
 „ *verain* ; il eſt vrai que la réformation de
 „ Princes a été faite par les *Legats* qui
 „ l'ont pû refuſer *aux inſtances* de quelques
 „ *Evêques ſujets de certains Princes* , dont
 „ ſont ſi maltraités , contre les *droits & pri-*
 „ *vileges de l'Egliſe* , qu'ils ſouhaiteroient ſe
 „ qu'en faiſant une bonne & générale réfor-
 „ mation , on mit ordre à ces oppreſſions
 „ mais on ne pourra jamais prouver , Sire
 „ qu'on ait penſé ni voulu toucher au

„droits & à l'autorité des Souverains, & sur-
„tout aux vôtres, ni à aucune chose qui pût
„vous porter le moindre préjudice; les Am-
„bassadeurs de l'Empereur, ceux de Votre
„Majesté, celui du Roi Catholique & beau-
„coup d'autres ne souffriroient en aucune
„manière que l'on entreprît quelque chose
„contre votre service. Ne prêtez donc plus
„l'oreille, Sire, à de semblables bruits. Le
Cardinal partit pour Rome le lendemain de
cette réponse, avant que l'Ambassadeur du
Roi eût obtenu audience, & la plus grande
partie des Evêques de France abandonne-
rent aussi le Concile à son exemple. Après
leur départ, le sieur du Ferrier, conformé-
ment aux ordres & aux intentions de Char-
les IX. fit le 22. Septembre ses remontran-
ces & ses protestations au Concile assemblé.
Quelque légitimes & raisonnables qu'elles
fussent, elles irritèrent les Ultramontains
qui dominoient dans le Concile, sur-tout
depuis la retraite de plus de vingt Prélats
Français. Charles de Grassis, Boulonnois,
Evêque de Montefiascone, & depuis Car-
dinal, entreprit la réfutation du discours du
Sieur du Ferrier, qui de son côté en publia
une apologie plus forte que ses remon-
trances, & écrivit le 22. & le 23. Sep-
tembre deux Lettres au Cardinal de Lor-
raine, pour se justifier auprès de lui. Les
paroles de ces remontrances, qui avoient le
plus révolté, étoient celles-ci: *Que les Rois
Très-Chrétiens, en qualité de Souverains des
Français & de toute la France, avoient le*

droit & le pouvoir de s'aider des biens & revenus de tous leurs Sujets même Ecclesiastiques dans une pressante nécessité de l'Etat. On traitoit cette proposition d'hérétique ou du moins de suspecte d'herésie, scandaleuse & offensante les oreilles pieuses. Quoi qu'il en soit, le Sieur du Ferrier, conjointement avec le Sieur Pibrac, rendirent compte de tout au Roi, par une Lettre du 25. Septembre, dans laquelle ils marquerent que quoi qu'ils eussent exhorté les Evêques de France à demeurer au Concile jusqu'après le succès des remontrances, plusieurs d'entr'eux avoient mal observé les ordres du Roi, puisque le jour du départ du Cardinal de Lorraine, ou peu de jours après, ils étoient partis au nombre de vingt; en sorte qu'il n'en étoit resté en tout que sept. Ils rendent ensuite raison de leurs remontrances & de l'effet qu'elles avoient produit, & concluent en disant qu'ils attendront de nouveaux ordres de Sa Majesté. Il paroît que le Roi fut aussi satisfait de la conduite de ses Ambassadeurs, qu'il fut irrité de la persévérance des Peres du Concile à vouloir attenter sur les droits de sa Couronne; car il ordonna aux Sieurs du Ferrier & Pibrac de se retirer à Venise. Néanmoins les articles de la réformation des Princes, ou plutôt l'attentat contre les droits des Etats & des Souverains, & l'usurpation d'une exemption chimérique & injuste, n'eurent pas tout le succès que les Ecclesiastiques avoient désiré & espéré. Les douze

articles contredits également par les Ambassadeurs de tous les Princes , mais surtout par celui d'Espagne , furent réduits à un seul , qui quoique conçu d'une manière générale & équivoque , n'a jamais pû être reçu en France. Quelques efforts que le Clergé ait faits plus d'une fois , le Parlement, fidèle aux droits , maximes & usages de l'Etat , & à l'indépendance de la Souveraineté & de la Couronne , s'est toujours opposé avec autant de constance que de fermeté à ce que cet article du Concile de Trente fût publié dans le Royaume & y eût jamais force de loi. Les six années du Contrat de Poissy étant prêtes d'expirer , Charles IX. avoit ordonné de son autorité , qu'il continueroit pour six autres. Mais le Clergé assemblé au mois de Septembre 1567. obtint la révocation de cette Ordonnance , en passant le 22. Novembre avec les Prevôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris , un nouveau Contrat , par lequel il s'obligea de payer à l'acquit du Roi , 630000. liv. de rentes créées sur l'Hôtel-de-Ville , rachetables dans dix ans , pour la somme de 7560056. liv. les Receveurs des décimes établis par le Roi en 1557. & supprimés depuis le Contrat de Poissy , furent rétablis par Edit du mois de Janvier 1572. Ces Officiers préposés par le Roi , & comptables à la Chambre des Comptes , devinrent en 1573. l'objet des remontrances du Clergé , qui ayant obtenu la révocation des deux Edits de création & de rétablissement , en

Dans le Recueil des affaires générales du Clergé de France in-4. chez Vitray 1636. part. I. p. 14. & suiv.

obtint un autre , portant création de nouveaux Receveurs des Décimes dans chaque Diocèse. On laissa la nomination de ceux-ci aux Evêques , à condition que la Finance de leurs Offices seroit employée à acquitter la subvention accordée pour le voyage du Duc d'Anjou , Roi de Pologne. Telle étoit la position du Clergé pour ses contributions aux charges & aux besoins de l'Etat , tandis que la foiblesse du Gouvernement , la puissance & la division des Grands , la haine des Protestans & des Catholiques , la nécessité de se défendre des fureurs des deux Partis , & les guerres civiles de Religion , formoient dans le Royaume depuis 1559. plusieurs petites ligue particulières. Leur réunion fit enfin éclore en 1576. cette faction si nombreuse , si redoutable & si cruelle , que ses Auteurs appellerent la *Sainte-Union* , & que le Vulgaire nomma la *Ligue*. La révolte & le Fanatisme en furent le principe , l'âme & l'objet , lorsque la Religion en étoit le prétexte. Henri III. réduit à la signer lui-même , & à la faire signer à tous les Grands & au Peuple , de Roi , devint Chef de cabale , & de pere commun , ennemi & persécuteur d'une partie de ses Sujets. Néanmoins il jouissoit toujours des Décimes portées au Contrat de Poissy , & qui auroient dû cesser au dernier jour de l'année 1577. lorsque le Clergé dans ces circonstances demanda en 1579. la permission de s'assembler , & s'assembla en effet à Paris le 30. May. Mais s'y trouvant

Hist. Eccl.
liv. 175. n.
xiv. xv.
xvi. & suiv.
jusqu'au xxv.

trop près de la Cour, il se retira à Melun, où il tint sa première Séance le 20. Juin : l'Evêque de Bazas, nommé le 26. pour porter la parole au Roi, en eut Audience le 3. Juillet. Sa remontrance contenoit trois principaux Chefs. Par le premier, le Clergé demandoit le rétablissement de la discipline Ecclésiastique ; par le second, *la publication & l'observation des Décrets du Concile de Trente* ; par le troisième, *le rétablissement des Elections*. Henri III. répondit au premier Chef qu'il étoit animé du même zèle que le Clergé, mais qu'il n'étoit pas la cause du désordre ; sur le second, que dans les Décrets du Concile de Trente, il y avoit plusieurs articles contraires aux droits du Royaume, & aux libertés de l'Eglise Gallicane ; sur le troisième, que les élections ne se faisoient que par brigues & par simonie, qu'il avoit droit de nommer aux Evêchés & aux Abbayes, que ses Prédécesseurs avoient joui de ce droit, du consentement du Pape & de l'Eglise, qu'il ne vouloit point leur céder, ni en piété, ni en Religion, ni en zèle envers Dieu ; mais qu'il conserveroit ce droit comme eux. L'Evêque de Bazas repliqua au Roi, que *les élections étoient si nécessaires à l'Etat, qu'on remarquoit qu'il n'étoit jamais arrivé de changement de lignée à la Couronne, que lorsque les Rois avoient usurpé la nomination aux Bénéfices* ; que le Clergé ne prétendoit pas disputer contre Sa Majesté, mais seulement satisfaire à son devoir, & décharger sa conscience ; qu'au sur-

De Thon, liv. 68.
Spond. hœc anno n. 3.

Dans l'abrégé des actes & mémoires du Clergé de France in-4^o. pag. 479.

Actes & mémoires du Clergé, ut sup. pag. 9. & suiv.

plus, Dieu étoit le Juge entre les Evêques & leur Souverain. Le Roi ne répondit rien alors ; mais il envoya le Sieur de Bellièvre à l'Assemblée du Clergé lui proposer de continuer à payer les rentes qu'il s'étoit engagé d'acquitter pour le soulagement de l'Etat. Cette proposition déplut beaucoup, & les Evêques refuserent d'en délibérer jusqu'à ce que le Roi eût répondu aux remontrances de l'Evêque de Bazas. L'Archevêque de Lyon dit au Commissaire du Roi, que le Clergé avoit plus accordé pendant les vingt dernières années, que depuis douze cens ans. Il s'étendit beaucoup sur les Immunités des Ecclesiastiques, sans nier néanmoins qu'ils dussent assister l'Etat dans ses besoins pressans. Le Sieur de Bellièvre lui ayant opposé la Bulle de Boniface VIII. l'Archevêque répartit, que quand même elle accorderoit au Roi un privilege, ce privilege avoit été révoqué par le même Pape, qui avoit défendu au Roi de rien prendre sur le Clergé, nonobstant tout privilege contraire : il conclut que dans la crainte où étoient les Evêques qu'aux dernières Assemblées on n'eût donné atteinte à leurs libertés, ils ne vouloient rien confirmer qu'ils ne l'eussent examiné. Le Sieur de Bellièvre comprit bien alors que la résistance du Clergé, aussi singulière au fond que dans la forme, se ressentoit de la disposition générale des esprits. Il crut donc devoir céder au tems, & en disant que le Roi ne vouloit pas toucher aux immunités du Clergé, ni faire valoir ses contrats passés

Mémoire. &
des du Cler-
gé imprimés
en 646. tom.
I. p. 30. &
suiv.

avec la Ville de Paris en 1567. Il se borna à *prier* les Evêques d'avoir égard aux besoins du Roi, & de le secourir *volontairement & par bienveillance*. Il s'étendit sur les nécessités de l'Etat, & sur les pertes que Sa Majesté avoit souffertes pour la défense de la Religion; il représenta que les contrats avoient été faits & renouvelés dans une grande Assemblée après la plus mûre délibération; il assura enfin le Clergé que le Roi feroit réponse à ses demandes, & qu'on y avoit déjà travaillé. Mais cette condescendance ne fit que confirmer les Evêques dans leur résolution de refuser absolument & formellement au Roi & le don gratuit & le remboursement des Contrats sur l'Hôtel-de-Ville, qu'il s'obstina à regarder comme entièrement acquittés. Cependant comme le Prevôt des Marchands pressoit fort le paiement des Rentes, le Roi écrivit au Clergé de le satisfaire, & n'en essaya encore qu'un nouveau refus. Les Evêques continuèrent néanmoins leurs Séances, & y établirent la forme d'administration, qui a toujours subsisté depuis, & qui subsiste encore aujourd'hui. Le 25. Septembre ils renouvelèrent leurs protestations contre le paiement des rentes; & ayant remis l'Assemblée au 30. dans l'Abbaye de Saint Germain des Prez à Paris, ils y prirent les mêmes résolutions, & députèrent de nouveau au Roi l'Evêque de S. Brioux, assisté de quelques Archevêques & Evêques, pour insister sur les demandes faites par l'Evêque de Bazas. Dans

Actes & Vé-
moires du
Clergé, tom
1. in-fol. p
16. & suiv. D.
Thou, liv.
68. Spond.
hoc anno n.

l'Audience qu'eut l'Evêque de S. Brioux le 23. Octobre; il dit au Roi que la Religion étoit le *seul & véritable fondement des Monarchies*, particulièrement de celle de France; que Saint Remi baptisant Clovis lui avoit prédit que la Couronne dureroit autant de tems que les Rois seroient attachés à la Foi Catholique; que *l'unique moyen de rétablir l'ancienne discipline, étoit de publier le Concile de Trente, & de rendre les élections.* L'Evêque ajouta que *pour punir les entreprises contre l'Eglise du Seigneur, la Couronne de France avoit passé des descendants de Clovis dans la Maison de Charlemagne, & de celle de Charlemagne dans celle de Hugues Capet*; que depuis que les Rois avoient *usurpé la nomination aux Bénéfices par le Concordat*, les hérésies avoient commencé à ravager l'Etat, sans qu'il fût devenu ni plus riche, ni plus heureux; au lieu que pendant les élections l'Eglise avoit toujours été florissante; qu'il n'étoit ni juste ni raisonnable de forcer le Clergé à payer plus de douze cens mille francs par an, en vertu de certains Contrats dont plusieurs avoient été acquittés, & d'autres étant faits par des gens sans pouvoir, sans forme, *sans solemnités & autorités requises par les saints Décrets*, & sans cause légitime, n'étoient d'aucune valeur; que Sa Majesté & le feu Roi Charles IX. ayant reçu de l'Eglise environ quatre-vingt millions, le peuple n'en avoit pas été moins chargé, les finances moins épuisées, & les dettes moins augmentées. L'Evêque conclut que le moyen de ré-

guer sûrement & paisiblement, & d'avoir des Sujets soumis & obéissans, étoit que le Roi fit publier le Concile de Trente, & qu'il déchargeât sa conscience, en renonçant à la nomination aux Bénéfices, & en rétablissant les élections. Le Roi ayant répondu que pour cette fois seulement il vouloit que le Clergé payât la somme d'un million quatre cens mille livres par an, & qu'il ordonnoit aux Députés de se retirer chacun dans leurs Diocèses, & d'y faire sçavoir sa volonté ainsi qu'à tous les autres Diocèses du Royaume, l'Evêque de S. Brioux répartit que le Clergé en offrant un million deux cens mille livres excédoit déjà ses moyens, & qu'il ne pouvoit aller au-delà de cette offre; il ajouta que le Roi devoit prendre garde, qu'en étant par des impositions contraires à la justice ce qui appartient à Dieu & à ses membres, Dieu ne lui enlevât la Couronne qu'il lui avoit donnée. * Le Roi de son côté persista à demander qu'outre les 1400000. livres le Clergé acquitât les rentes sur l'Hôtel de Ville, & de plus 900000. livres dûs à différens particuliers. Mais le Clergé s'en tint toujours à son offre, & y joignit les conditions suivantes; 1^o. *Que le Roi déclareroit par*

H 6

Dans les
Actes & Mé-
moires du
Clergé, tom.
1. in-fol. p. 17.

* Traité de
l'autorité des
Rois par M.
Talon, t. p.
3. Dissert. p.
48.
Du Tillet,
chron. abr.
des Rois de
France, Ann.
560.

* En 558. ou 560. Injuriosus, Evêque de Tours, avoit déjà dit au Roi Clotaire I. dans ses Remontrances sur l'Edit, par lequel il obligeoit tous les Ecclesiastiques de payer à l'Etat, chaque année, le tiers des revenus de leurs Bénéfices: *Si vous pensez, Sire, ôter à Dieu ce qui est à lui, Dieu vous ôtera votre Couronne à vous-même.*

Dans les
Mémoires du
Clergé, usup.

Lettres patentes qu'il ne seroit fait aucune levée dans la suite sur le Clergé, sinon pour cause légitime proposée dans une assemblée générale & de son consentement. 2°. Que les Diocèses ne seroient point solidaires. 3°. Que le Clergé seroit indemnisé par Sa Majesté pour les non-valeurs. 4°. Que le Diocèse ou le Bénéficiaire qui ne jouiroit pas de son revenu, seroit déchargé au prorata de sa non-jouissance. 5°. Que la requête pour la levée des décimes seroit répondue suivant l'intention du Clergé. 6°. Que ce qui seroit présentement accordé, le seroit sans nouveau Contrat, & par forme de subvention pour six ans, pendant lequel tems Sa Majesté feroit assembler les Etats pour acquitter ses dettes. Les Evêques ayant ainsi fait la loi à leur Maître, voulurent encore la faire au public, en protestant contre le payement des rentes. Cette protestation signifiée le 11. Décembre, excita un soulèvement dans Paris, & le Prévôt des Marchands en ayant porté sa plainte au Parlement, les Chambres s'assemblèrent, & ordonnèrent que les Evêques Députés ne pourroient sortir de la Ville, & comparoître en personne devant le Procureur Général, & que les autres Prélats qui seroient déjà en chemin hors du ressort, seroient arrêtés dans le lieu où on leur signifieroit ces ordres. Le Clergé se plaignit au Roi de cet Arrêt, comme d'un outrage; mais le Roi obligea les Députés de consentir à continuer encore pendant dix ans le payement des rentes, appaisa ainsi les justes murmures du

De Thou,
liv. 68.

Peuple, & prévint la sédition. Cependant le Roi s'étant contenté de 1300000. livres, les Députés les lui accordèrent enfin le 14 Janvier 1580. à la charge que le Clergé jouiroit des conventions faites par les Contrats de 1561. & de 1567. sans approbation de ces Contrats, *& aux conditions portées par les offres, & que le Clergé en demanderoit la permission & le consentement au Pape.* La transaction entre le Roi & le Clergé fut passée le 20. Février 1580. elle est l'origine & le premier exemple de l'exemption prétendue par le Clergé, qui en a toujours fait inférer les clauses avec des additions plus favorables, suivant les circonstances, dans les Contrats passés depuis avec le Roi. Il faudroit les parcourir & les analyser tous pour établir l'exemption que le Clergé a usurpée insensiblement aux dépens du Roi & de l'Etat. Henri III. ne régna que sous l'autorité de la Ligue; il en vécut l'esclave, & il en mourut la victime. Il n'est pas douteux que le Clergé de ce tems-là, dont les biens étoient toujours l'objet de l'avidité des Protestans & du *Patriotisme* des politiques, fût Ligueur par intérêt autant que par principe & par goût. Il n'est donc pas étonnant que pendant le règne d'un Roi, Chef de la Ligue, il ait obtenu de lui, pour la forme de contribuer, l'établissement & la continuation d'une exemption qu'il achetoit d'ailleurs par un don gratuit. Henri IV. réduit à conquérir un Royaume héréditaire, forcé d'être le vainqueur de ses sujets rebelles pour pou-

Dans le
tom. 3. de la
Coll. & des
affaires du
Clergé de
Franco.

voir en devenir le Pere, triompha de la Ligue, & lui pardonna ; mais il n'en détruisit jamais l'esprit. Les divers attentats contre la personne du plus grand & du meilleur des Princes, & dont le dernier lui coûta la vie, ne prouvent que trop combien cet esprit subsista toujours, sur-tout parmi les Ecclesiastiques. Il n'étoit donc ni prudent, ni possible à Henri IV. de faire sur eux une entreprise, qui d'ailleurs n'eût pas manqué d'être relevée, combattue & condamnée par les gens d'Eglise, comme la preuve des soupçons injustes & séditieux qu'ils affectèrent de répandre jusqu'à sa mort sur la sincérité de sa conversion. Il étoit naturel & vraisemblable que les minorités de Louis XIII. & de Louis XIV. les ministères des Cardinaux de Richelieu & de Mazarin, ne portassent point d'atteinte à une exemption que l'usage avoit déjà consacrée. Du moment où le feu Roi, en 1661. prit par lui-même le gouvernement du Royaume jusqu'à sa mort, toujours désintéressé par des dons gratuits que lui procuroient des demandes qu'il n'étoit pas possible de refuser, ce Prince n'eut garde d'élever une question que le Clergé scût éluder ou prévenir par des dons. Mais ce qu'il y a de plus singulier, c'est que soit que ces dons fussent proportionnés ou non à ce que le Clergé pouvoit payer, ils l'ont successivement obéré, parce qu'ils ont presque toujours été faits par des emprunts & des constitutions de rentes ; en sorte que le Clergé a perpétuellement sacrifié l'intérêt véritable de ses biens desti-

nés aux pauvres & celui de ses successeurs, à l'objet présent & chimérique d'une exemption idéale & peu avantageuse. Ainsi subsista tacitement cette exemption née de l'esprit de la Ligue, & qui ne tomboit cependant que sur la forme de contribuer, sans que jusqu'en 1711. elle ait jamais été prétendue ou avancée formellement par le Clergé, ni par conséquent avouée ou contredite par nos Rois. Une possession si peu ancienne, & ainsi caractérisée, doit-elle, & peut-elle jamais prescrire contre l'usage immémorial établi dès le commencement de l'Eglise & de la Monarchie Française, & suivi constamment jusqu'au tems de la faction la plus fanatique & la plus rebelle; contre la Jurisprudence divine & humaine de tous les siècles; contre le droit naturel aussi inviolable qu'imprescriptible; enfin contre tous les principes & tous les faits qui se réunissent pour établir & démontrer le droit inaliénable de l'Etat sur les biens des Ecclésiastiques comme sur ceux des autres Sujets, & l'obligation indispensable imposée à tous les titres possibles aux Ecclésiastiques comme aux autres Citoyens, de contribuer réellement aux besoins & aux charges de l'Etat ? Nous voici parvenus, Monsieur, à l'Epoque où le Clergé prétend que son exemption a été reconnue & confirmée par l'autorité Royale elle-même; les titres de cette reconnaissance & de cette confirmation sont les deux Déclarations de 1711 & de 1726. dont je vous rendrai compte dans ma Lettre suivante. J'ai l'honneur d'être, &c.

L E T T R E I I I .

M O N S I E U R ,

Le Dixième venoit d'être imposé sur tous les revenus par la Déclaration du 14. Octobre 1710. comme elle s'expliquoit en termes fort généraux, les Payeurs des Rentes, les Receveurs, Fermiers, Locataires & autres débiteurs des Ecclésiastiques se crurent autorisés par-là à retenir le Dixième sur eux, ainsi que sur les autres sujets du Roi, & le retinrent en effet. Le Clergé qui ne contribuoit depuis long-tems que par des dons gratuits, fut alarmé de cette entreprise, dont il redoutoit les suites; & sentant d'ailleurs combien les circonstances du tems pouvoient lui être favorables, il essaya de s'en prévaloir. Ses remontrances obtinrent effectivement la Déclaration du mois d'Octobre 1711. qui s'explique en ces termes :

„ Les Cardinaux, Archevêques, Evêques & autres Bénéficiers, composant l'Assemblée du Clergé, nous ont remontré, (porte le préambule de cette Déclaration,) que *quoique dans notre Déclaration du 14 Octobre 1710. donnée pour l'établissement du Dixième, les biens Ecclésiastiques n'y aient point été compris, & que notre intention n'ait pas été de les y af-*

„ *sujettir, parce que ce sont biens consacrés à*
„ *Dieu, donnés à l'Eglise pour le culte Di-*
„ *vin, la nourriture des pauvres & leur sub-*
„ *sistance*, néanmoins sous prétexte que la-
„ dite Déclaration s'explique en des ter-
„ mes généraux, les Payeurs des Rentes de
„ notre bonne Ville de Paris, les Tréso-
„ riers des Etats, les Receveurs, Fermiers,
„ Locataires & autres débiteurs des Béné-
„ ficiers & Communautés Ecclésiastiques
„ retenoient pardevers eux le dixième du
„ revenu de tous lesdits biens, ce qui les
„ obligeoit de nous supplier de vouloir ex-
„ pliquer plus précisément nos inten-
„ tions.

Il faut observer, 1^o. Que ce préambule n'est qu'un simple exposé des prétentions du Clergé, qui y parle seul. 2^o. Que le Clergé y mêle adroitement la question de droit à la question de fait, pour discuter indirectement la première & parvenir à la faire décider. 3^o. Que le Clergé juge positivement que le Roi ne l'a pas compris dans sa Déclaration du Dixième, & qu'il n'a pas même voulu l'y comprendre. 4^o. Que le Clergé établit encore par quels motifs, & par quelles raisons le Roi n'a pas eu intention d'affujettir ses biens au Dixième, parce que ce sont, dit-il, biens consacrés à Dieu, donnés à l'Eglise pour le culte Divin, la nourriture des pauvres & leur subsistance. 5^o. Que le Clergé en décidant ainsi de ce que le Roi n'a pas fait, de ce qu'il n'a pas voulu faire, & de ses motifs, ne dit cependant pas un mot de

ses droits, privilèges, exemptions, de ses titres, ni de sa possession. Ce silence singulier sur des moyens aussi victorieux qu'intéressans, doit-il être attribué à l'ignorance ou à la discrétion, ou bien ne doit-on l'imputer qu'à la sincérité & à la bonne foi des Evêques de ce tems-là, qui n'osoient ni ne vouloient en imposer à leur Souverain, ou craignoient de n'y pas réussir ? Ma première & ma seconde Lettre peuvent donner aisément la solution de ce problème ; quoiqu'il en soit, voici comme le Roi s'explique :

„ Nous déclarons que tous les biens Ecclésiastiques n'ont été & n'ont pu être
 „ compris dans la Déclaration du 14. Octobre 1710. pour l'établissement du Dixième : Voulons que tous les biens qui
 „ appartiennent & appartiendront à l'Eglise
 „ en demeurent exempts à perpétuité, tant
 „ pour le passé, que pour l'avenir, sans qu'ils
 „ puissent jamais y être assujettis pour quelque
 „ que cause & occasion que ce soit ou puisse
 „ être, sans aucune exception ni réserve, le
 „ événement qu'il puisse arriver..... Mais
 „ qu'ils en demeurent déchargés, comme nous
 „ les en déchargeons, tant pour le passé que
 „ pour l'avenir.

Quoique ce dispositif porte bien expressément, que les biens Ecclésiastiques n'ont pu être compris dans la Déclaration pour l'établissement du Dixième, il ne fait cependant pas plus mention d'aucuns droits ou titres, ni d'aucune possession en faveur du Clergé, qu'il n'en avoit articulé lui-même

dans ses remontrances. Il paroît au contraire par ces mots : *Voulons qu'ils en demeurent exempts , & qu'ils en demeurent déchargés , comme nous les en déchargeons , &c.* que le Roi accorde plutôt au Clergé de la manière la plus étendue & la plus générale une exemption nouvelle , qu'il ne reconnoît & ne confirme en sa faveur une exemption anciennement établie par droits , titres ou possession , dont le Roi parle aussi peu que le Clergé. Enfin cette concession nouvelle du Roi n'a pour objet que le Dixième ; n'a de rapport & ne sçauroit avoir d'application qu'au Dixième , sans que l'on y fasse mention d'aucune autre imposition. Tel est le premier titre que le Clergé reclame ; il en sentit si bien lui-même l'insuffisance par rapport à l'exemption générale & absolue de toute contribution forcée , que dans des circonstances encore plus favorables , il songea à se procurer une autre Déclaration , qui pût lui faire un droit reconnu d'une usurpation méditée depuis le tems de la Ligue. La Déclaration de 1725. portant établissement du Cinquantième , amena ces circonstances , & fit tout à la fois éclore & réussir une prétention que le Clergé n'avoit osé jusques-là ni former , ni faire valoir. Les Evêques en 1519. s'étoient bien trouvés de faire la loi à leur Souverain ; ils usèrent avec plus de succès de la même politique en 1725. L'Assemblée du Clergé ayant refusé pour la première fois depuis qu'il avoit lieu le don gratuit ordinaire , obtint pour prix de

ce refus la Déclaration du 8 Octobre 1726. Voici ce que porte son préambule, où le Roi parle seul.

„ Les Rois nos prédécesseurs ont tous
 „ jours accordé une protection singulière
 „ tous les biens, *droits, franchises & im-*
 „ *munités appartenans à l'Eglise* ; & par une
 „ émulation digne des Rois Très - Chré-
 „ tiens & Fils aînés de l'Eglise, ils ont
 „ donné successivement *plusieurs Edits, Dé-*
 „ *clarations & Lettres - Patentes*, pour en
 „ assurer l'exécution, & les *affermir*
 „ plus en plus.

C'est la première fois, qu'à propos d'impositions, on ait entendu parler de droits de franchises & d'immunités appartenans à l'Eglise. Le Clergé dans le tems de la Ligue n'avoit commencé de jouir dans le fait de l'exemption de contribuer dans la même proportion & dans la même forme que les autres Sujets, qu'au moyen des offres qu'il fit alors : il n'avoit continué de jouir depuis de cette exemption qu'au même prix ; mais il ne prétendoit pas alors, & n'avoit jamais prétendu en avoir le droit, ni que ce fût une franchise, une immunité qui lui appartînt. Il s'étoit contenté de son usurpation sans oser la caractériser : le Roi reconnoît ici de son propre mouvement, que ses Prédécesseurs ont toujours protégé les droits, franchises & immunités qu'il dit appartenir à l'Eglise. Il appuie ainsi cette énonciation innouïe d'une possession avouée & protégée par ses Prédécesseurs. Il ajoute enfin

pour ne laisser aucun doute sur ces droits , franchises & immunités , que plusieurs Edits, Déclarations & Lettres Patentes, qu'on ne cite point , parce qu'il n'en existe aucune , en ont successivement assuré l'exécution , & les ont affermis de plus en plus. Le Clergé lui-même n'avoit pas été si loin dans le préambule de la Déclaration de 1711. qui ne fait cependant mention que de ses remontrances , & ne porte rien de la part du Roi.

„ Ces exemples de piété & de *justice* nous
„ ont fait envisager comme une obligation
„ essentielle , depuis que nous avons pris
„ par nous-même le gouvernement de notre
„ Etat, de donner une singulière attention à ce que les *immunités attachées aux*
„ *biens Ecclésiastiques* soient inviolablement
„ *conservées* , & qu'à l'avenir on ne puisse ,
„ *sous quelque prétexte que ce soit* , leur porter
„ aucune atteinte.

C'étoit peu que le Roi eût reconnu ces immunités comme appartenantes à l'Eglise, on les lui fait caractériser d'immunités attachées aux biens Ecclésiastiques , & qui en font partie. Cette qualification les rend pour leur origine & leur principe , indépendantes de l'autorité Royale. On ne veut pas non plus que leur conservation en dépende directement ; mais le Roi reconnoît seulement que les exemples de ses prédécesseurs lui imposent l'obligation essentielle , à titre de piété & de justice, de donner une attention singulière à ce que ces immunités attachées aux

biens Ecclésiastiques soient conservées.

„ Quoique par la Déclaration rendue le
 „ 27. Octobre 1711. en interprétation de
 „ celle pour l'établissement du Dixième,
 „ soit expressément porté que les biens Ec-
 „ clésiastiques n'y ont point été & *n'ont pu*
 „ être compris, même que le feu Roi y ait dé-
 „ claré en termes formels, que son intention
 „ n'avoit pas été de les y assujettir, parce
 „ que ce sont biens sacrés à Dieu, don-
 „ nez à l'Eglise pour le culte Divin, la
 „ nourriture des pauvres & leur subsistance
 „ ce, &c.

Le Roi fait dire ici à son Bisayeul, ce qui
 dans le préambule de la déclaration de 1711
 n'étoit que l'exposé des remontrances du
 Clergé & de ses prétentions.

Nous avons été informés qu'au préjudice
 des *immunités inséparables des biens de l'E-*
glise, &c.

La gradation de l'usurpation est ici déve-
 loppée de la façon la plus sensible & la plus
 forte; on n'avoit jamais parlé, pas même
 Clergé dans ses remontrances en 1711. d'im-
 munités à propos d'imposition. Le Roi le
 même les reconnoît, 1^o. Comme appartenant
 tes à l'Eglise. 2^o. Comme attachées aux biens
 Ecclésiastiques. 3^o. Comme inséparables de
 ces biens. N'est-il pas clair qu'on veut
 faire reconnoître au Roi, non-seulement
 comme faisant partie des biens d'Eglise
 mais comme étant de leur essence?

„ Voulant donner à la Religion &
 „ Clergé de notre Royaume, des marques

„ plus particulieres de notre justice & de
„ notre protection, pour conserver de plus
„ en plus *les immunités, franchises & li-*
„ *bertés* des biens & droits appartenans à
„ l'Eglise, & notamment l'exemption des
„ Ecclésiastiques pour les droits des péages,
„ usages & autres, lesquels droits étant i-
„ révocablement attachés à leurs Eglises,
„ n'ont jamais été & n'ont pû être sujets à
„ aucune taxe, soit pour confirmation ou
„ autre, de quelle nature que ce puisse être,
„ nous avons résolu . . . de déclarer que no-
„ tre intention n'a jamais été de les y com-
„ prendre, attendu que les droits dont jouis-
„ sent les Ecclésiastiques, à cause de leurs
„ Eglises, étant dédiés à Dieu & hors du
„ commerce des hommes, sont irrévoca-
„ bles, & par conséquent non sujets à con-
„ firmation, ni à aucune taxe pour raison
„ d'icelle.

On confond ici l'intérêt sacré, & pure-
ment spirituel de la Religion, avec l'intérêt
du temporel de ses Ministres. On fait dire au
Roi, que c'est donner une marque de pro-
tection & de justice à la Religion elle-mê-
me, que d'empêcher que les Ecclésiastiques
ne contribuent proportionnellement comme
les autres sujets, aux besoins & aux charges
de l'Etat, & d'en faire par-là retomber le
poids tout entier sur la Noblesse & sur le
peuple. Ainsi tous les Rois de France, &
particulièrement S. Louis & Louis XII. qui
ont exigé conséquemment à la justice distri-
butive dûe par les Souverains à leurs sujets,

des contributions proportionnelles du Clergé , non-seulement n'ont pas protégé la Religion , mais même ont été injustes envers elle. A toutes les qualifications déjà données à l'exemption des biens Ecclésiastiques , on ajoute encore celle de libertés. Je ne connois , & tout bon Français ne connoît comme moi , des libertés appartenantes au Clergé de France , que les libertés de l'Eglise Gallicane , ces principes , ces maximes , ces droits , ces usages aussi anciens que l'établissement du Christianisme , & consacrés d'ailleurs par la tradition la plus constante & la plus respectable. Ces libertés qui ne sont autre chose que la discipline de la primitive Eglise conservée dans toute sa pureté , ont pour principe ce prétexte de Jesus-Christ même , *rendez à César ce qui appartient à César , & à Dieu ce qui appartient à Dieu* ; ces libertés conformes à la doctrine des Apôtres S. Pierre & S. Paul sur l'obéissance due aux Princes , même Payens , établissent par tout l'indépendance des Souverains par rapport au temporel , le droit de l'Etat & des Souverains sur les biens de l'Eglise , comme sur ceux des autres sujets ; enfin le devoir imposé aux Ecclésiastiques comme aux autres citoyens , d'aider l'Etat & le Roi dans leurs besoins , en y contribuant proportionnellement de ces biens temporels que les gens d'Eglise ne tiennent que de la piété & de la libéralité des Rois & des Peuples , & qu'ils ne conservent que par eux. Telles sont ces libertés qui seroient peut-être ignorées ou

abandonnées aujourd'hui , si leur conservation & leur manutention n'étoient confiées à la vigilance intrépide d'un Corps aussi bon sujet que bon citoyen. Que les Ecclésiastiques apprennent donc en quoi elles consistent dans le Chapitre XXXIX. des preuves de nos libertés, ils y verront les monumens aussi nombreux qu'authentiques des contributions proportionnelles que nos Rois ont exigé des Ecclésiastiques , & que les Ecclésiastiques ont été obligés de leur payer depuis le commencement de la Monarchie Française jusqu'à la Ligue. Peut-il être après cela quelque Français qui ne soit confondu & indigné de voir prostituer le nom de libertés à des exemptions qu'un Clergé ligueur extorqua pour la première fois en 1580. d'un Roi forcé par des sujets rebelles à se faire le chef d'une association formée contre lui-même ? Mais si la qualification de libertés, donnée aux exemptions des biens d'Eglise ne sçauroit avoir de rapport aux libertés de l'Eglise Gallicane , elle n'en peut avoir , & n'en a en effet qu'à cette liberté Ecclésiastique , confondue autrefois par Boniface VIII. avec la liberté acquise par la rédemption purement spirituelle , qui n'est autre chose que la délivrance du joug du péché , & qui convient ainsi aux Laïcs comme aux Ecclésiastiques. Rassemblons donc tous les caractères que la Déclaration de 1726. donne aux exemptions des biens Ecclésiastiques. Ces exemptions sont des immunités appartenantes à l'Eglise ; l'Eglise a donc de

droit ces exemptions ? elles forment donc un droit en faveur de l'Eglise ? Or le Roi est obligé , à titre de devoir & de justice , de conserver les droits de tous ses sujets. Il est donc obligé de conserver , à plus forte raison , aux mêmes titres de devoir & de justice, les exemptions des biens Ecclésiastiques. Ces exemptions sont des immunités attachées aux biens Ecclésiastiques , & qui en sont inséparables , & les biens Ecclésiastiques sont biens dédiés à Dieu , consacrés à l'Eglise. Donc le Roi , s'il ne conservoit pas ces exemptions , comme il y est obligé à titre de devoir & de justice , seroit ravisseur & sacrilège. Le Roi en conservant ces exemptions , donne une preuve de sa justice envers la Religion. Donc si le Roi ne conservoit pas les exemptions des biens Ecclésiastiques , il seroit injuste non-seulement envers le Clergé , mais envers l'Eglise , & envers la Religion elle-même. Enfin les exemptions des biens dédiés à Dieu & consacrés à l'Eglise , ces exemptions dont la conservation intéresse la Religion , sont de plus des libertés. Or la liberté Ecclésiastique est acquise à l'Eglise par la rédemption de Jesus-Christ. Les exemptions sont par conséquent enfin de droit divin. Que d'absurdités , & quel fanatisme ! ou plutôt quel bonheur pour l'Etat & le Roi , que les fabricateurs de cette Déclaration en aient si fort outré les termes & les dispositions , que la révocation en est devenue indispensable pour la gloire du Prince , si indignement séduit , & le bon

heur de tous ses sujets , sacrifiés au petit nombre de ceux qu'ils avoient déjà enrichis à leurs dépens !

„ Et comme ces différentes atteintes aux
„ immunités de l'Eglise & du Clergé , &
„ aux *franchises* , *libertés* & *exemptions* des
„ biens & droits qui lui appartiennent , sont
„ entièrement opposées à nos intentions , &
„ que suivant l'exemple des Rois nos pré-
„ decesseurs , bien loin de souffrir qu'il soit
„ entrepris quelque chose au contraire, nous
„ serons toujours portés à les maintenir &
„ même à les *augmenter*. Nous avons re-
„ gardé comme un *devoir essentiel* & con-
„ forme à la protection que nous devons à
„ l'Eglise , de pourvoir sur le tout , tant
„ pour le présent que *pour l'avenir* , par un
„ Règlement *perpétuel* & *irrévocable*.

On voit encore ici l'affectation de confondre l'Eglise , dont le Roi n'est pas souverain avec le Clergé dont il l'est , de faire regarder au Roi , comme un devoir essentiel de sa part envers l'Eglise , la conservation perpétuelle & irrévocable d'exemptions des biens Ecclésiastiques , qualifiées d'immunités & de libertés appartenantes à l'Eglise. Le dispositif de la déclaration de 1726. remplit parfaitement le projet de son préambule.

„ Nous ordonnons & déclarons que tous
„ les biens Ecclésiastiques n'ont été & *n'ont*
„ *pu* être compris dans la Déclaration du 5.
„ Juin 1725. pour la levée du Cinquan-
„ tième.

Il étoit naturel d'en demeurer là, puisqu'il n'étoit question que du Cinquantième, qui d'ailleurs n'eut pas plus lieu pour les Laïcs que pour les Ecclésiastiques. La Déclaration de 1711. donnée à l'occasion du dixième, n'avoit pas été plus loin ; mais ce n'étoit pas le projet du Clergé ; il comptoit tirer un meilleur parti de la faveur des circonstances : on fait donc ajouter au Roi.

„ Voulons que tous les biens Ecclésiastiques généralement quelconques demeurent
 „ exempts, & les déclarons exempts à perpétuité, tant pour le passé que pour l'avenir,
 „ de toutes autres taxes, impositions & levées, soit en deniers, soit en fruits, sous
 „ quelques qualifications & dénominations
 „ qu'elles pourroient être établies, sans qu'ils
 „ puissent jamais y être assujettis pour quelque cause ou occasion que ce soit ou puisse
 „ être, sans aucune exception ni réserve, tel
 „ événement qui puisse arriver, sous quelques termes généraux que puissent être énoncés les Edits, Déclarations & Arrêts rendus & à rendre ; & quand même les Ecclésiastiques y seroient nommément compris, desquelles taxes & impositions faites
 „ ou à faire, nous les avons dès-à-présent déclarés exempts, comme ne pouvant le
 „ dits biens y être jamais compris, & sans
 „ qu'il soit besoin d'obtenir autre déclaration ni décharge que ces Présentes.

La rédaction précise & exacte de ce dispositif, copié pour l'esprit & la lettre dans la constitution *Clericis Laicos* ; ce monument

edieux du Despotisme spirituel, désavoué par son Auteur, prouve évidemment que le projet du Clergé étoit de soustraire à jamais ses biens à l'autorité Royale, ainsi qu'aux charges & aux besoins de l'Etat. Le Clergé ne veut pas que le Roi exempte les biens d'Eglise, ce seroit convenir que leur exemption n'est pas de droit, qu'elle ne peut être qu'une concession du Prince temporel, sujette par conséquent à confirmation, ou à révocation de sa part. On fait seulement dire au Roi que les biens Ecclésiastiques sont & seront toujours exempts. Aveu de la part du Roi, qui ne fait que reconnoître & consacrer le droit que le Clergé usurpe, & la possession imaginaire dont il l'appuye. Tous les genres, & toutes les formes d'impositions, tous les événemens qui pourroient les produire, sont si bien prévûs & parés, que les besoins les plus pressans de l'Etat, l'invasion du Royaume, & le renversement prochain de la Monarchie, ne pourroient même servir de prétexte pour exiger les moindres secours des Ecclésiastiques. Ainsi par la Déclaration de 1726. se trouve détruite cette loi fondamentale du Royaume, consacrée par un usage immémorial & constant, que le Roi dans les cas de nécessité, dont il est seul juge, peut, pour la défense & l'administration de l'Etat, s'aider des biens Ecclésiastiques, comme de ceux de ses autres Sujets. Maxime que Boniface VIII. avoit reconnue lui-même, dans le tems qu'il se croyoit maître absolu du temporel des Rois. Mais si cette exemption

du Clergé ainsi caractérisée , & ainsi reconnue , est un attentat à l'autorité Royale , à la souveraineté & à l'indépendance du Roi , elle n'est pas moins la destruction de l'usage le plus constant & le plus inviolablement observé ; elle n'est pas moins l'infraction de la loi divine , en vertu de laquelle les premiers successeurs des Apôtres , fidèles à leurs préceptes & à ceux de Jésus-Christ payoient les tributs aux Empereurs même payens , persécuteurs de l'Eglise & de la Foi. N'est-elle pas enfin l'infraction & l'anéantissement de la loi naturelle , qui oblige indispensablement tous les hommes , de quelque profession qu'ils soient , de contribuer de leurs biens aux charges & aux besoins d'une Société , dont ils sont membres , & dont ils retirent tous les avantages ? Telle est la Déclaration de 1726. Le Clergé qui l'avoit composée , rédigée & extorquée , craignit avec raison les lumières du Parlement assemblé & sur tout son attachement fidèle , inviolable & scrupuleux à maintenir les loix de l'Etat & l'indépendance de l'autorité Royale , & à la mettre à l'abri de l'atteinte la plus légère & la plus éloignée. Il comprit que ce Corps respectable aussi éclairé qu'incorruptible sur ses devoirs , sentiroit aisément les principes odieux & inouis de cette Déclaration , & les dangereuses conséquences qu'elle entraînoit après elle. Il jugea que tous les Membres du Parlement , qui par leur intégrité & leur état sont également à l'abri de la crainte & de l'espérance , ne manqueroient pas de représenter

au Roi tous les inconvéniens de la Déclaration de 1726. avec cette liberté fidèle & courageuse, qui fait tout à la fois le devoir, le caractère & l'éloge des premiers Magistrats. Cette Déclaration ne fut donc présentée que le dernier jour de la Chambre des Vacations, qui l'enregistra purement & simplement.

Quoi qu'il en soit, si les abus de la Déclaration de 1726. démontrent la nécessité & la facilité de la révoquer pour la forme, l'atteinte qu'elle porte à la puissance Royale, aux Loix fondamentales & aux usages constans du Royaume, & à la Loi naturelle, l'anéantit d'avance quant au fond. Quelle peut être en effet l'autorité d'une Loi lorsqu'elle est tout à la fois contraire à tous les principes, à tous les usages, au droit divin & humain, enfin au droit naturel ? C'est par toutes ces contradictions que la Déclaration de 1726. décide une question que le crédit & l'autorité du Cardinal de Lorraine n'avoient osé & n'avoient pû qu'éluder ; question que la puissance de la Ligue n'avoit pas eu l'audace d'élever, ni contre un Roi, qui ayant perdu son autorité, n'avoit eu d'autre ressource que de se rendre chef de faction, ni contre son Successeur, que l'esprit subsistant de cette même faction, qui l'assassina, ainsi que son Prédécesseur, rendit jusqu'à sa mort suspect aux Ecclésiastiques, & mettoit par-là dans la nécessité de ne leur rien refuser ; question que les Ministères des Cardinaux de Richelieu & de Mazarin n'avoient pas fait naître, quelques favorables que dussent paroître les cir-

constances ; question que le Clergé avoit toujours jugé à propos depuis 1661. jusqu'en 1711. de prévenir par des offres considérables & fréquentes ; question enfin qu'en 1711. le Clergé ne crut pas devoir agiter , quoique les dernières années de la vie du feu Roi ne dussent pas paroître les moins propres à la risquer & à la faire réussir. Mais mettons pour un moment à part toutes ces réflexions , & examinons quel droit peut donner au Clergé la Déclaration de 1726. & si ce droit est aussi irrévocable qu'il est injuste & odieux. La Déclaration de 1726. ne peut être en faveur du Clergé que constitutive d'une exemption qu'il n'avoit pas auparavant , ou confirmative d'une exemption qu'il prétend avoir. Dans le premier cas , l'autorité Royale & législative dont le Clergé tient son exemption , peut & doit la lui ôter , puisqu'elle a seule pu la lui donner , quoiqu'elle ne l'ait jamais dû ; dans le second cas , celui qui confirme peut par conséquent abroger & détruire. Il y a plus , celui qui confirme ne donne rien ; si le Clergé n'avoit pas d'exemption , le Roi par la Déclaration de 1726. ne lui en a donc pas donné. Or l'Histoire de la Monarchie Française depuis sa fondation jusqu'à la ligue , détruit par une suite de faits l'existence de cette exemption , comme les Loix fondamentales de cette même Monarchie , les principes du Droit divin & humain , & ceux du Droit naturel en détruisent la possibilité , & en démontrent l'absurdité & l'injustice. Il s'ensuit donc nécessairement , ou que la Dé-

claration de 1726. ne donne aucune exemption au Clergé, ou que si elle lui donne quelque privilège, l'autorité dont elle est émanée peut autant la révoquer qu'elle le doit. Mais après cette alternative également destructive de la prétention du Clergé, & à laquelle il ne sçauroit échapper, examinons ce qui résulte en effet de la Déclaration de 1726. Bien loin qu'elle paroisse en aucune façon porter la concession d'une exemption nouvelle, il est évident que le Clergé a affecté avec soin & scrupule d'éviter tout ce qui pouvoit même ressembler le moins à la confirmation d'une exemption ancienne: le Clergé sentoit trop alors que la possibilité de la révocation étoit une conséquence nécessaire de la confirmation, & c'est-ce qu'il a voulu précisément prévenir & parer. En effet cette Déclaration qui ne parle partout avec tant d'emphase que de franchises, exemptions, immunités & libertés appartenantes à l'Eglise, attachées aux biens Ecclésiastiques & inséparables d'eux, ne porte en aucun endroit que le Roi exempte ces mêmes biens, elle se borne seulement à les déclarer exempts. Cette énonciation si précise, si affectée, & qu'on ne trouve point dans la Déclaration de 1711. ne prouve-t-elle pas que le Clergé, craignant même les dangers d'une confirmation, a cru mieux trouver son compte dans une reconnaissance claire, générale & authentique, de franchises, exemptions, immunités & libertés appartenantes à l'Eglise, attachées aux biens Ecclésiastiques. Or si ces franchises,

exemptions, immunités & libertés n'existent pas, n'ont jamais existé, ni pû exister, & ne sont qu'un être de raison, quelle force & quel effet peut avoir la Déclaration qui les reconnoît? Donc après la lettre & l'esprit de la Déclaration de 1726. & dans le système du Clergé lui-même, elle ne sçauroit jamais produire ni établir en sa faveur l'exemption qu'il prétend.

J'ai plaidé jusqu'ici devant vous, Monsieur, la cause de l'Etat, de la Patrie, de la Noblesse, des Peuples, & si je l'ose dire, celle du Roi lui-même, du Droit naturel, des Loix divines & humaines, des Loix fondamentales du Royaume, des libertés de l'Eglise Gallicane, & de l'usage constant & immémorial de la Monarchie Française depuis sa fondation jusqu'à la Ligue, il est juste que le Clergé se défende à son tour. Je joins donc ici la copie des Remontrances que le Clergé a faites au Roi l'année dernière, avec des observations en marge, relatives aux principes & aux faits exposés dans mes Lettres : Lisez & jugez.

J'ai l'honneur d'être, &c.

LETTRE DERNIERE.

MONSIEUR,

Je me flatte d'avoir démontré dans ma première Lettre que l'Etat a par la loi naturelle un droit inaliénable & imprescriptible sur les biens de tous ses Membres, & qu'il en résulte nécessairement pour chacun d'eux une obligation générale, essentielle & indispensable de contribuer à ses besoins & à ses charges, proportionnellement aux biens dont chaque Membre a la possession ou la jouissance. J'ai prouvé pareillement que l'Etat politique ne pouvant subsister que par la réunion des forces personnelles & réelles, les Ecclésiastiques qui ne peuvent le maintenir par la contribution personnelle, étoient par-là d'autant plus obligés à y satisfaire par la contribution réelle. J'ai établi dans ma seconde Lettre que la Doctrine de Jesus-Christ, des Apôtres & des Saints Peres, & les Loix des Empereurs avoient confirmé sur ce point la Loi naturelle. J'y ai prouvé encore par une suite de faits aussi nombreux qu'autentiques, 1^o Que depuis l'établissement de la Religion Chrétienne, les Ecclésiastiques avoient été constamment en possession de contribuer personnellement, ou du moins réellement, aux charges & aux be-

soins de l'Etat, tant que l'Univers n'en fit qu'un sous la domination des Empereurs Romains. 2^o Que les Papes eux-mêmes avoient été tributaires des Empereurs Romains ou Grecs jusqu'à la fin du huitième siècle. 3^o Que les Ecclésiastiques de France, en vertu des Loix, maximes & usages de la Monarchie Française, avoient toujours depuis la fondation jusqu'en 1561. contribué personnellement & réellement aux charges de la Patrie, dans la même forme & dans la même proportion que les autres Sujets. 4^o Que cette possession immémoriale & constante, où le Clergé de France a toujours été pendant plus de onze cens ans, n'a été interrompue pour la première fois qu'au tems de la Ligue par le Contrat de Poissy, & n'a cessé absolument que dans un tems plus critique encore, & des circonstances plus suspectes par le Contrat de Melun en 1580. J'ai analysé dans ma troisième Lettre la déclaration de 1711. & celle de 1726. qui sont les deux titres uniques de l'exemption prétendue par le Clergé. Les remontrances qu'il a faites au Roi au mois de Mai dernier, n'ont pas, je crois, porté d'atteinte aux principes, aux autorités & aux faits exposés dans mes trois Lettres, ni au droit & à la possession qu'elles établissent. Il ne me reste plus, Monsieur, qu'à tirer de ces principes, de ces autorités, & de ces faits, les conséquences qui en résultent.

La contribution aux charges & aux besoins de la Patrie, étant un droit de l'Etat qui

Lettre dernière. 205

l'exige, & une obligation des Citoyens qui la doivent, suivant le droit naturel & le droit politique qui lui donnent ces deux caractères, il s'ensuit qu'elle n'est point arbitraire, ni dans son principe, ni pour la quotité générale. En effet, le droit naturel n'est que le droit d'égalité ou de proportion, qui est la même chose. Le droit politique en formant les Etats par la soumission volontaire des hommes, qui originairement égaux & libres, se sont rendus sujets, & le droit de conquête, en les agrandissant par l'assujettissement des Peuples vaincus, ne sont pas moins l'un & l'autre un droit d'égalité ou de proportion. Cette proportion exigée par le droit naturel, par le droit politique, & même par le droit de conquête, constitue la Justice distributive que l'Etat & le Souverain doivent à tous les Citoyens. Or cette Justice distributive impose à l'Etat & au Monarque deux obligations inviolables. La première est, que la contribution dûe par tous les Sujets, soit toujours proportionnée pour sa quotité générale aux charges & aux besoins de la Patrie; de façon que les Sujets ne contribuent jamais plus que les charges & besoins de la Patrie ne le demandent. C'est à l'Etat ou au Monarque seuls, suivant les différentes formes de gouvernement, à juger de ces besoins & de ces charges; mais ils ne doivent les régler que d'après l'examen le plus exact & le plus scrupuleux, & y proportionner pour la quotité générale, la contribution des Sujets avec la même exactitu-

de & le même scrupule. Ainsi l'excès en cette matière , la déprédation ou le mauvais emploi des deniers publics , sont de la part de ceux qui les commettent ou les occasionnent , autant de vols faits à la Société en général , autant d'infractions de la Justice distributive dûe à tous les sujets. S'ils doivent dans les cas urgens à la Patrie ou au Prince leurs vies & leurs biens ; s'ils ne peuvent ni les refuser ni en demander compte , ils ne doivent dans les autres que ce qui est nécessaire & convenable. Aussi Louis le Gros disoit-il en

Nouvel abrégé chr. de l'histoire de France, 3. édit. 1. part. p. 133.

mourant à Louis le Jeune : „ Souvenez-
 „ vous , mon Fils , & ayez toujours devant
 „ les yeux que l'autorité Royale n'est qu'une
 „ charge publique dont vous rendrez un
 „ compte très-exact après votre mort. “ Aussi
 la moindre négligence , suivant un Auteur
 célèbre , est en fait d'administration une
 vraie cruauté , parce que quand les Pasteurs
 cessent de veiller , le troupeau reste en proie
 aux loups ravissans. Si donc le pouvoir suprême
 est borné dans le cœur des Monarques le
 plus absolus par leur propre équité & par leur
 affection paternelle , il l'est encore aux yeux du
 Souverain Maître des Rois par le principe de
 la Justice distributive , qui impose aux Monarques
 pour premier devoir , l'obligation de
 proportionner les contributions que leurs sujets
 ne peuvent ni ne doivent jamais leur refuser
 aux besoins réels & indispensables de la
 Patrie. Mais les Monarques , en vertu du
 droit naturel , du droit politique , & du droit
 même de conquête , ne doivent pas moins

justice distributive à chacun de leurs sujets en particulier , qu'à tous en général. Chaque Citoyen en conséquence de l'essence de l'homme , du droit naturel & du droit politique , n'a pû , ni voulu engager sa foi & sa liberté que sous la condition expresse ou tacite d'être gouverné par les Loix de la justice distributive : chaque Citoyen asservi par la conquête , n'a pû l'être que sous cette même condition qui représente l'essence de l'homme né originairement égal & libre. Or la justice distributive exige que la répartition particulière de chaque Citoyen soit proportionnée à ses forces réelles & personnelles , comme elle exige que la contribution générale de tous les Citoyens soit proportionnée aux besoins de la Patrie. Les vices de la répartition sont un vol fait à chaque Citoyen en particulier , une infraction de la justice distributive que l'Etat ou le Monarque lui doivent , comme l'excès ou l'inutilité de la contribution générale sont un vol fait à la société , une infraction à la justice distributive due à tous les Sujets en général. Mais quand l'Etat ou le Monarque ont la voie de l'autorité souveraine pour faire remplir à tous les Citoyens en général , & à chacun en particulier , leurs obligations indispensables envers la Patrie par les contributions , les Citoyens en général & chacun d'eux en particulier , n'ont pour réclamer la justice distributive qui leur est due , que la voie de la représentation. Le Patriote ne voit en effet dans le Frondeur qu'un mauvais Citoyen qui ré-

vélé par indiscretion , sans titre & sans fruit , les maux de sa Patrie , ou les grossit par malignité. Le Déclamateur républicain seroit peut-être un Despote à la place du Supérieur qu'il attaque , parce que l'amour violent & fastueux de la liberté ne cache que trop communément le désir de l'indépendance ; & le même caractère qui donne ce désir à l'homme privé , le conduiroit à l'abus du pouvoir , s'il en étoit revêtu. Dans les pays , dont l'on vante la liberté , le Ministre des Autels , le Seigneur , l'Artisan & le Laboureur payent les mêmes impôts & les mêmes droits. L'opinion générale de ces peuples libres , que le Frondeur cite emphatiquement comme tels , c'est que la liberté ne consiste point à protéger des exemptions particulières. On y pense communément que c'est rendre le fardeau des impositions plus pesant pour ceux qui le portent , que de vouloir en ôter le tout ou partie à ceux qui devroient les partager ; tous les Citoyens y sont convaincus que ce que les privilégiés payeroient de moins , retomberoit toujours en surcharge sur les autres toutes les fois que les besoins de la Patrie augmentent , parce qu'il n'est pas toujours possible de fixer la dépense sur la recette , ni de consulter les facultés de ceux qui restent pour payer , & qui seront à la fin dans l'impuissance de secourir l'Etat , quand les autres seront toujours soulagés à leurs dépens. Ainsi ces Peuples dont le Frondeur exalte , & semble envier la condition , croient , qu'au lieu de dépens de leur propre intérêt & de celui de la

Lettre dernière. 209

Patrie, ils feroient la dupe de l'intérêt particulier de ces Privilégiés, s'ils adoptoient ou protégeoient leurs exemptions sur une charge naturellement commune & proportionnelle, sur une charge dont l'objet peut être d'établir pour le bonheur des Peuples, la proportion qu'exige la justice distributive en diminuant l'arbitraire des impôts. L'Etat le plus heureux n'est donc pas, suivant ces Peuples, celui où tous les hommes feroient parfaitement égaux & indépendans; car qui réuniroit les forces particulières contre les violences du dedans ou dehors? Mais cet Etat heureux seroit celui, où sous un Maître également juste & puissant, tout seroit, en fait de charges communes, le plus rapproché de la proportion, en observant les distinctions nécessaires & légitimes entre les différens ordres de Citoyens. Ainsi l'Etat ou le Monarque obligés, en vertu de la justice distributive qu'ils doivent à chacun de leurs sujets, à proportionner la répartition particulière de chaque Citoyen à ses facultés, y sont encore intéressés; & cette conséquence me conduit naturellement à parler des privilèges.

Le Clergé accoutumé dans des siècles moins éclairés à confondre la puissance spirituelle avec la temporelle, l'Eglise & sa liberté avec les seuls Ecclésiastiques & leurs exemptions, l'honneur de l'Episcopat, la Dignité du Sacerdoce & l'intérêt de la Religion avec l'intérêt purement temporel des Gens d'Eglise, a confondu aussi originairement ses privilèges avec ceux de la Noblesse

& des Pays d'Etats. „ Si nous n'avions point
 „ de privilèges , disoient autrefois les Evê-
 „ ques , que deviendroient ceux des autres
 „ Ordres du Royaume ? “ Il n'est pas éton-
 nant qu'un pareil raisonnement ait pû en im-
 poser au grand nombre qui n'approfondit
 pas , & qu'il ait fait au Clergé des Partisans de
 ceux même qui gagneroient à la réduction
 de ses privilèges qui augmentent leurs pro-
 pres charges. Mais cette confusion si peu
 fondée & si favorable au Clergé , l'est-elle au-
 tant à la Noblesse , aux Pays d'Etats , &c. S'il
 n'étoit question pour avoir raison que de con-
 fondre les objets , je dirois : si l'on conserve
 au Clergé le privilège qu'il prétend avoir de
 ne point contribuer du tout , ou de ne pas
 contribuer proportionnellement en n'offrant
 que des dons gratuits dont il veut qu'on
 ignore à jamais la proportion , soit avec ses
 biens , soit avec la contribution réelle des
 autres Sujets , il est impossible que les pri-
 vilèges de la Noblesse & des Pays d'Etats
 subsistent ; & c'est-là le vrai moyen de dé-
 truire dans le fait ce qu'il y a de plus légiti-
 me & de plus inviolable. Mais en attendant
 que je démontre cette proposition , je vais
 essayer de fixer les principes , la nature , l'o-
 rigine & les effets de tous les privilèges en
 général , & de chacun d'eux en particulier.

Il seroit à souhaiter que l'homme de gé-
 nie , & le bon citoyen qui a raisonné avec
 tant d'érudition & de philosophie sur l'esprit
 des Loix , eût aussi approfondi l'esprit des
 privilèges. Pourquoi faut-il que celui qui de

Lettre dernière. 211

voit mesurer les pyramides d'Egypte , se soit contenté d'y jeter un coup d'œil ? Néanmoins quelques pages de César sont des volumes , & Tacite est court parce qu'il voyoit tout. Je vais donc chercher l'esprit des privilèges dans l'esprit des Loix.

Il sembleroit que la Justice distributive exigeant que la contribution des Citoyens soit toujours proportionnée aux forces de chacun , elle dût exclure les privilèges. C'est elle au contraire qui en est l'origine , le principe , le titre & le gage. En effet , la contribution des Citoyens , qui n'est autre chose , ainsi que je l'ai dit dans ma première Lettre , que la réunion de leurs forces particulières , est par conséquent de deux sortes , c'est-à-dire personnelle & réelle. Or la Justice distributive qui exige que la réunion des forces personnelles & réelles soit proportionnée aux besoins de l'Etat & aux forces particulières de chaque Citoyen , établit encore relativement à ces deux sortes de contribution , une proportion entre l'une & l'autre. Car l'Etat ayant un droit égal sur la contribution personnelle & sur la contribution réelle , son droit peut être rempli , ou concurremment par l'une & par l'autre , en supposant que la contribution réelle de quelques membres de l'Etat , soit égale à leur contribution personnelle ; ou exclusivement par l'une ou par l'autre , en supposant que la contribution ou réelle ou personnelle , remplisse seule le double droit de l'Etat. Il résulte de là trois conséquences. La première , qu'au-

cun Citoyen ne peut être tout-à-la fois exempt de la contribution personnelle & de la réelle ; ainsi les Ecclésiastiques qui ne contribuent point personnellement ne sauroient être encore dispensés de la contribution réelle. La seconde , qu'aucun Citoyen ne peut être exempt de la contribution personnelle , qu'à la charge & au prix de la contribution réelle qui doit être plus forte , & pour remplir seule le double droit de l'Etat , & pour établir la proportion entre cette contribution unique & la contribution réelle & personnelle des autres Citoyens ; ainsi les Ecclésiastiques , exempts de contribuer personnellement , ne peuvent l'être sans infraction de la Justice distributive dûe à tous les autres Sujets en général , & à chacun d'eux en particulier , qu'autant qu'ils contribuent réellement dans une proportion plus forte que tous les autres Citoyens. Enfin la troisième conséquence , c'est que ceux des Citoyens qui contribuent le plus personnellement doivent contribuer le moins réellement. Ainsi la Noblesse & le peuple, dont la contribution personnelle est la plus forte, doivent relativement au Clergé , dispensé de toute contribution personnelle , contribuer réellement moins que lui. Telle est dans le droit naturel & dans la Justice distributive, l'origine de tous les privilèges , & surtout de ceux de la Noblesse. Mais n'en trouve-t-on pas un principe aussi respectable dans le génie même , & dans les mœurs de la Nation Française ? Le plus ancien & le premier degré

Lettre dernière. 213

des Nobles en France a pris sa source dans l'honneur & l'avantage d'être attaché à la personne du Prince, & de le suivre par-tout, mais principalement à la guerre. Le mot latin * qui désignoit cet état a fait le premier titre de Noblesse. „ Chacun des Princes con-
 „ quérans des Gaules avoit une troupe de
 „ gens qui s'attachoient à lui. Il y avoit en-
 „ tr'eux une émulation singulière pour ob-
 „ tenir quelque distinction auprès du Prin-
 „ ce ; il y avoit dans le Prince une pareille
 „ émulation sur le nombre & la valeur de
 „ ses compagnons. Sa puissance & sa dignité
 „ consistoient à être toujours entouré d'une
 „ foule de gens choisis par lui, & à qui leur
 „ courage avoit mérité cette distinction. Le
 „ Prince & la Nation les regardoient com-
 „ me un ornement dans la paix & un rem-
 „ part dans la guerre. Il étoit honteux à cet-
 „ te Troupe choisie, de ne point égaler dans
 „ le combat la valeur du Prince, c'étoit une
 „ infamie éternelle de l'avoir abandonné.
 „ Le Prince combattoit pour la victoire,
 „ ses Compagnons ne combattoient que
 „ pour sa sûreté & pour sa gloire. “ Lors-
 „ que Tacite peint ainsi les Conquérans des
 „ Gaules, ne reconnoît-on pas dans ce ta-
 „ bleau cette noblesse occupée depuis 1300.
 „ ans au péril de sa vie, du devoir glorieux
 „ de servir ses Souverains, & qui vient d'en
 „ donner récemment aux yeux de son Maître
 „ des preuves si éclatantes ? Consultons encore
 „ Tacite, nous y trouverons le caractère de
 „ la Noblesse & de la Nation, le germe de

* *Comites*,
 Compagnons
 ou Comtes.

Tacite.
 De moribus
 germ. num.
 13. & 14.

l'histoire de la première race & les principes de nos loix militaires, civiles & politiques. „ Les Compagnons du Prince, Membres de „ son Conseil, dit cet Historien Philosophe, „ sont aussi dans les Villes & dans les Villages les ministres de son autorité militaire & civile. Mais ils ne traitent aucunes affaires „ qu'ils n'ayent embrassé la profession des armes. L'habit militaire est pour eux la robe virile ; ils ne sont jusques-là que membres de familles particulières, ils appartiennent alors à la Patrie & à la Nation * dont ils deviennent les Membres & les Défenseurs. Les Nobles servent le plus souvent l'Etat à leurs dépens, les distinctions glorieuses sont une espèce de solde pour eux. La noblesse où les services des pères procurent à leurs enfans dès l'âge le plus tendre la faveur du Prince, & leur rendent les titres, les droits, les honneurs, & les récompenses héréditaires. On voit dans ce passage, ainsi que dans le premier, que si le dévouement inviolable au Roi & à la Patrie étoit le caractère des Nobles, celui des Princes étoit la sensibilité & la reconnaissance ; & ce sont les deux principes des privilèges de la Noblesse. Faut-il en chercher les titres & les effets ? On les trouve dans les premiers usages & les premières loix de notre Monarchie. La Loi Salique & celle des Ripuaires parlent des privilèges de la Noblesse, & ils devoient être bien considérables dès le cinquième siècle, puisqu'alors on changeoit son alev en fief, &

* *Gentis homines, Gentils-hommes.*

qu'
sacr
plus
poss
cult
chan
bien
la s
Priv
sonn
je m
Le 1
& le
leurs
l'Eta
presq
la for
qu'au
sens
suivar
me u
du P
nécess
titres
racter
caise
qu'aff
désire
de fair
tenir ?
* Tou
blesse d
Roi des
et ann.
Anal.
Tm

qui étoit le moyen de devenir Noble, & on sacrifioit par-là la propriété à un usufruit plus honorable & plus avantageux pour le possesseur. On voit dans le recueil de Marculfe les formules & les avantages de ces changemens d'Alieu en Fief, qui devinrent bien plus communs depuis jusqu'à la fin de la seconde Race. Mais sans parler ici des Privilèges, uniquement relatifs à la personne, & qui ne sont pas de mon sujet, je me borne à ceux qui concernent les biens. Le service militaire rendu par les Nobles & les propriétaires personnellement, & à leurs dépens; les présens faits au Roi & à l'Etat par les uns & par les autres ont été presque la seule contribution réelle depuis la fondation de la Monarchie Française jusqu'au treizième siècle. Par rapport aux présens, le génie de la Noblesse de France, suivant Tacite, les lui faisoit regarder comme *un tribut d'honneur & de respect à l'égard du Prince*, & comme *un secours utile & nécessaire à l'égard de la Patrie*. A ces deux titres n'étoit-il pas contradictoire avec le caractère & les mœurs de la Noblesse Française, aussi désintéressée pour elle-même, qu'affectionnée à son maître & à l'Etat de désirer, comme une distinction l'exemption de faire ces présens, & d'être flattée de l'obtenir? * A l'égard du service militaire, en-

Tacit. de
Moribus
Germano-
rum, num.
15.

* Toutes nos anciennes Annales attestent l'usage où la Noblesse de France a toujours été de faire tous les ans au Roi des dons gratuits & proportionnels. *Annal. Franc.* ann. 751. apud *verum Gall. & Franc. script.* tom. 2. p. 647. *Annal. fuld.* eodem tomo p. 676. *Annal. watens. ibid.* p. 680. *Ang. Tyr. lib. 6. cap. 45.*

tant qu'il emportoit avec lui par ses frais , une contribution réelle , la Noblesse , par la même raison , ne s'est jamais distinguée non plus qu'en le faisant avec plus de dépense que le reste de la Nation , en y prodiguant sa fortune comme elle y prodiguoit son sang & sa vie. Mais c'est dans la manière d'exiger ce service que l'on trouve le Privilège unique & distinctif des Nobles. Fidèles à la voix de l'honneur par principe , par goût & par habitude , étoit-il besoin qu'une autre Loi , moins forte & moins puissante , les appellât à la défense de la Patrie & du Souverain ? Aussi lorsque les Capitulaires de Charlemagne , ces Loix primitives & fondamentales de la Nation qui en attestoient & consacroient l'usage & les mœurs , portoient une amende contre les propriétaires Laïcs ou Ecclésiastiques qui ne se seroient pas rendus à l'armée , ils ne prononçoient aucune peine contre la Noblesse pour un délit que l'on ne pouvoit pas même supposer. Ainsi , depuis le commencement de la Monarchie , la Noblesse n'a jamais été sujette à cette amende appelée *Hériban* , *Airban* , & par corruption *Arriere-ban* , que nos Rois l'avoient chargée au contraire d'exiger des propriétaires Laïcs ou Ecclésiastiques , & qu'ils partageoient avec elle. Telle est la première prérogative des Nobles.

Lorsque Philippe-Auguste sentit l'avantage & la nécessité d'avoir des troupes réglées , le service militaire dû par les propriétaires & les Ecclésiastiques , à peine d'une

amende

amende , fut converti par ce Prince en une contribution réelle. La Noblesse qui n'étoit point sujette à l'amende , ne le fut point non plus à la contribution qui la représentoit , *parce qu'elle continua de servir personnellement* ; & quand cette contribution devint ordinaire sous le nom de *Tailles* , les Nobles en furent encore exempts par la même raison. Telle est l'origine de l'exemption de la Taille en faveur de la Noblesse , & on voit par-là que cette exemption , toujours méritée de la part des Nobles par un service personnel aussi assidu qu'utile à la Patrie , remonte pour son origine & pour ses titres jusqu'aux premières Loix & aux premiers usages de notre Monarchie. A l'égard des contributions extraordinaires qu'exigeoient les besoins de l'Etat , nos Rois ont toujours distingué la Noblesse ; & pour n'en citer ici qu'un seul exemple entre tous ceux que fournit notre Histoire , lorsque François I. en 1534. prenoit pour les besoins de l'Etat *le tiers des biens des Evêques & des Abbés , & la moitié de ceux des autres Ecclesiastiques* , il ne touchoit point à ceux de la Noblesse. Ce Prince en allégué lui-même deux raisons dans son Ordonnance ; l'une, que les Nobles défendent le Royaume ; l'autre, que leurs revenus , qu'ils prodiguent aux frais de la guerre , y suffisent à peine ; témoignage bien authentique & bien glorieux du zèle des uns & de la reconnoissance de l'autre. La Noblesse avoit donc , depuis onze siècles , des Priviléges par rapport aux im-

positions , & ces Privilèges étoient fondés sur le droit naturel , les mœurs de la Nation , les Loix primitives de l'Etat , & une possession immémoriale consacrée par le Souverain en conséquence des services de ce preinier Corps de l'Etat ; tandis que le Clergé étoit encore depuis la fondation de la Monarchie , soumis à toutes les contributions réelles. Pourroit-on me soupçonner d'être assez aveugle & assez mauvais Citoyen pour confondre de pareils Privilèges , juste récompense de ces généreux Citoyens que nos Rois n'ont si long-tems designés que sous le titre de leurs *Fidèles* * , avec l'exemption qu'obtint pour la première fois en 1580. le Clergé de ce tems-là ? Mais les Privilèges de la Noblesse ne sont pas les seuls que le Patriotisme ait consacrés pour le bien de l'Etat , & qui lui soient chers à ce titre.

Malgré les principes & la forme d'administration que le génie de Charlemagne lui fit imaginer , & qui s'éclipserent par sa mort, avec la gloire de son règne , l'Etat ne fut que militaire jusqu'au onzième siècle. Les guerres qui désoloient le Royaume depuis deux cens ans , firent alors sentir qu'il devoit aussi être civil pour se maintenir. La Nation Française , instruite par une longue suite de malheurs , comprit enfin qu'un Royaume qui n'avoit à défendre que des campagnes arides

* Les Nobles dans tous les Capitulaires ne sont presque jamais appellés que du nom de *Fideles* ou *leales* à leode scilicet *fideles*. Hieron. Bignoni Notæ ad Marculf. Capitul. tom. 2. p. 928.

& incultes , des Villes pauvres & dépeuplées , avoit toujours besoin d'être défendu , fans en avoir jamais les moyens , & que pour les trouver , il falloit enrichir les campagnes & les Villes , les Cultivateurs , les Commerçans & les artisans qui en pouvoient faire la seule & véritable richesse. De là vint dans les Villes & dans les Villages l'établissement des Communes , qui eut aussi pour objet de donner un frein à la violence & à l'indocilité des Seigneurs particuliers. Les Rois non moins jaloux que chargés de procurer l'avantage de la Patrie , formerent ces Communes , les protégerent & leur donnerent enfin , pour exciter leurs travaux & leur industrie , plusieurs privilèges qui en étoient la récompense. Confondrois-je encore ces privilèges au moyen desquels , les Cultivateurs , les Commerçans & les artisans enrichissent & peuplent le Royaume , avec l'exemption moderne , usurpée & onéreuse de ceux qui appauvrissent l'Etat par leurs richesses , & le dépeuplent incessamment par leur multitude , * par le célibat dont leur profession leur fait un devoir dès

* Les loix des Empereurs Grecs , les Capitulaires & les Ordonnances même récentes de nos Rois , avoient pourvû à cet abus en reculant l'âge des professions , les uns à 40. ans , & les autres à 25. & à 22. L'on ignore pourquoi ces différentes loix si favorables à la Religion même & à l'Etat , ne s'observent pas dans les pays Catholiques qui se dépeuplent continuellement par le célibat des Ecclésiastiques , des Moines , & des Religieuses , tandis que les pays Calvinistes & Luthériens se peuplent par la raison contraire.

l'âge de seize ans , & par leur respectable régularité à en garder le vœu.

L'Etat , en France , Militaire & civil tout ensemble , devoit aussi devenir judiciaire pour la conservation des droits respectifs de la Noblesse & du Peuple. L'administration de la Justice , cet exercice si noble , si important & si pénible de la Souveraineté , avoit été originairement partagé par Charlemagne entre les Juges Royaux , les Juges des Seigneurs & les Juges des Ecclésiastiques. Ces derniers plus appliqués , plus instruits , plus puissans & plus accrédités , par la confiance des Rois , des Seigneurs & des peuples , par ascendant ou par usurpation l'avoient insensiblement envahie presque toute entière , & l'exerçoient d'après ce qu'ils sçavoient le mieux , & ce qui leur convenoit le plus. Les Loix Romaines perdues , presque depuis leur naissance jusqu'au douzième siècle , n'avoient été remplacées que par les Décrétales , tant fausses que vraies. Les Ecclésiastiques qui seuls en étoient les dépositaires & les organes , les interprétoient ou les appliquoient encore suivant leurs caprices & leurs intérêts particuliers. C'est ainsi que la justice fut administrée en France pendant plus de quatre cents ans , lorsqu'au commencement du treizième siècle une espèce de clarté rendit enfin aussi sensibles qu'intolérables les abus*

* On peut voir l'excès & le nombre de ces abus dans *Beaumanoir* , chap. 11. page 56. dans *Boutillier* , *somme rurale* tit. 9. & dans les *Ordonnances* de nos Rois de ce temps-là. Je ne citerai

de cette administration. Ils excitoient depuis long-tems les plaintes de la Noblesse & des peuples.

Philippe - Auguste commença à réprimer ces abus par ses Réglemens & par son *établissement entre les Clercs, le Roi & les Barons*. Mais travailler plus sérieusement à cette réforme, fut le mérite de S. Louis; y réussir fut la récompense de ses bonnes intentions, de ses lumières, de son courage & de sa prudence. Les *établissements* que Saint Louis ne fit d'abord que pour les Juges de ses Domaines étoient si sages & si avantageux, qu'ils gagnèrent insensiblement par tout le Royaume. L'intérêt des Peuples fit plus sur eux en faveur de ces *établissements* que n'auroit pu faire l'autorité. On voit par le silence du Clergé de ce tems-là qu'il alla lui-même au-devant de cette correction dans l'administration judiciaire. Peut-on douter que le Clergé d'aujourd'hui, aussi bon Su-

qu'un exemple de ces abus dont *d'Argenté, Pasquier & autres* ont parlé avec autant d'érudition que de profondeur. Tout homme qui mourroit sans donner une partie de ses biens à l'Eglise, ce qui s'appelloit mourir *déconsez*, étoit privé de la Communion & de la sépulture. Si l'on mourroit sans faire de testament, il falloit pour effacer cette tache, que les héritiers obtinssent de l'Evêque, qu'il nommât concurremment avec eux des arbitres pour fixer ce que le défunt auroit dû donner à l'Eglise en cas qu'il eût testé, au moyen dequoi il étoit censé mort dans les règles & en bon Chrétien. L'Auteur de l'Esprit des Loix dont j'emprunte cette citation, ajoute que les nouveaux mariés ne pouvoient coucher ensemble, sans avoir acheté la permission de l'Evêque Diocésain.

jet que bon Citoyen , ne profite d'un si bel exemple , & qu'il n'aille aussi au devant de la réforme sur la répartition des impôts , en proportionnant ses contributions à celles de ses freres & de ses compatriotes ? Saint Louis avoit fait traduire & publier en France le Digeste de Justinien , retrouvé en 1137. Ce fut-là l'aurore du jour de la Justice ; le droit Romain s'établit dans plusieurs Provinces ; d'autres lui préférèrent des Coûtures & des Usages qu'elles commencerent à rédiger. La Jurisprudence qui se forma alors étoit déjà trop variée , trop compliquée & trop étendue , soit dans le fond , soit dans la forme , pour qu'elle n'exigeât pas l'application unique & exclusive de ceux qui étoient chargés de décider d'après tant d'oracles différens de la vie & de la fortune des Citoyens. L'étude des Loix devint donc une science & une profession ; les Citoyens qui s'y devoient formèrent un nouvel ordre dans l'Etat. Philippe le Bel sépara le premier l'Ordre des Magistrats de l'Ordre Ecclésiastique , par son Ordonnance de 1287. Elle porte que les Baillifs ne pourront être pris que parmi les Laïcs. Il n'étoit ni naturel ni juste que nos Rois , premiers Magistrats , ne songeassent pas à favoriser , exciter & récompenser par des privilèges les Ministres de leur Puissance , qui consacrent leurs patrimoines & leurs veilles à se rendre capables de devenir , sous l'autorité Souveraine , les organes & les dispensateurs de la Justice. Les Magistrats ne sont-ils pas en effet con-

tinuellement les Défenseurs de leurs compatriotes dans les guerres intestines que l'intérêt particulier, l'avidité & la mauvaise foi excitent sans cesse entre eux, comme les Nobles & les Guerriers sont les vengeurs de l'Etat & de tous ses Membres dans les guerres étrangères que l'ambition produit entre les Princes. Chargés de plus du dépôt & de la manutention des Loix & des Usages du Royaume & des Privilèges de tous les Citoyens; placés entre le Souverain & les Sujets pour être les organes des volontés de l'un, des besoins & des représentations des autres; que de titres pour assurer aux Magistrats des prérogatives qu'ils méritent depuis si long-tems, & qu'ils ne cessent de mériter par leur zèle à remplir tant de devoirs envers le Roi, l'Etat & les Peuples!

L'étude & le goût des Lettres commencent à renaître en France, de l'étude & du goût de la Jurisprudence & des Loix qui les avoient déjà précédé en Italie, lorsque François Premier devint le Restaurateur & le Protecteur du Génie, des Arts, des Talens. Ainsi par ses bienfaits se forma à l'ombre de la faveur Royale un nouvel ordre dans l'Etat. Cet ordre qui devoit rendre les Français aussi recommandables par le mérite littéraire qu'ils le sont par la valeur, devoit sans doute pour la gloire & l'intérêt de la Patrie être excité par des privilèges. Il en obtint en effet plusieurs que je ne confonds point avec ceux des Ecclésiastiques. Ces derniers, toujours à l'abri du besoin par

leur état, qui leur procure, avant qu'ils aient eu le tems de désirer, les biens temporels de l'Eglise, naissent, pour ainsi dire, récompensés; au lieu que les Gens de Lettres, méritant toujours de l'être, meurent souvent sans l'avoir été. Les Gens d'Eglise doivent néanmoins participer aux privilèges des Gens de Lettres, tant que par leur application aux Sciences humaines, & plus encore par l'étude des langues sçavantes, de l'Ecriture-Sainte, des Peres, des Conciles, & des libertés de l'Eglise Gallicane * ils se rendront capables d'éclairer la Société dont ils sont membres. Les secours spirituels qu'ils lui donnent

* Les exemptions & libertés prétendues par le Clergé, tendroient à diminuer sa dépendance de l'autorité Royale, & l'objet principal des libertés de l'Eglise Gallicane est de prouver qu'elle ne dépend que de nos Rois pour le temporel, & que nos Rois ne dépendent que de Dieu. C'est ce qui peut expliquer la différence d'opinion & de sentiment du Clergé & des Parlemens sur ces deux espèces de libertés. Mais doit-il y avoir là-dessus quelque difficulté depuis 1682. Le Clergé de France assemblé décida entre autres par les quatre propositions qu'il dressa pour lors, que le précis des libertés de l'Eglise Gallicane étoit contenu dans ses paroles de Jesus-Christ, *Rendez à César ce qui est à César, & à Dieu ce qui est à Dieu.* Louis XIV, par sa Déclaration enregistrée du 19. Mars, ordonna que ces quatre propositions fussent enseignées dans toutes les Ecoles, & soutenues dans toutes les Thèses. Peut-on douter que la Sorbonne n'enseigne & ne fasse soutenir ces quatre propositions devenues ainsi une Loi de l'Eglise & de l'Etat? Il faudroit donc douter aussi que les successeurs des Evêques qui les ont dirigées, eussent succédé à leur zèle pour une doctrine que le dernier Pere de l'Eglise, la plus grande lumière du Clergé de France, a si solidement établie dans son Traité intitulé, *Defensio Cleri Gallicani.*

Lettre dernière. 225

par leurs travaux Apostoliques pour l'instruction & la sanctification des ames, ne sont-ils pas en effet de leur part une contribution personnelle que la Patrie doit compen'er avec leur contribution réelle ? Cette partie du second Ordre du Clergé, qui dans la Vigne du Seigneur, porte avec tant de zèle & de disproportion tout le poids du jour, ne sçauroit donc être trop ménagée sur des impôts que ceux qui répartissent les Décimes prennent souvent sur son nécessaire. C'est à la Société, c'est au Souverain à juger si la partie la plus opulente du Clergé, les Moines, les Bénéficiers, &c. est aussi favorable, & mérite autant d'être privilégiée.

Les privilèges les plus forts & les plus authentiques, après ceux de la Noblesse, sont sans contredit ceux des Pays d'Etats : car l'on verroit si l'on cherchoit dans les sources, qu'ils ne sont autres que la forme du Gouvernement établie par Charlemagne. Suivant cette forme chaque Province avoit ses Assemblées particulières, dont elle envoyoit des Députés à l'Assemblée générale pour y porter les présens qui étoient les impôts des Francs, & les tributs des Peuples conquis, & des Eglises que ces Assemblées particulières, ou leurs Représentans avoient répartis & levés sur les Contribuables. L'on pourroit même remonter jusqu'au premier contrat tacite, ou formel passé entre les Francs & Clovis, ou ses Prédécesseurs : car Charlemagne ne fit que consolider les usages de la première Race, & la plupart des Provinces

226 *Lettre dernière.*

rentrées sous la domination de nos Rois, avoient été originairement soumises à ce Prince, ou même à Clovis, & ne furent démembrées que par l'usurpation des Grands & la foiblesse des Rois. Ainsi, elles ont rapporté en rentrant sous leur ancien Maître, les mêmes usages & les mêmes droits qu'elles tenoient de l'ancienne Constitution, & qu'elles avoient conservés sous leurs Princes particuliers. Elles y ont encore été maintenues par des Traités & des Capitulations qui ont établi leur forme d'administration, & cette forme est précieuse au Souverain & aux Sujets, parce qu'elle rappelle le titre original qui les lie réciproquement. La quotité de leurs impositions n'a point été déterminée par les Traités, ni par les Capitulations, & n'a pû l'être, puisqu'elle est nécessairement dépendante des circonstances des besoins, de la valeur & de la quantité de l'argent, & que toutes ces choses sont sujettes à variation. En effet, toutes les fois qu'il est survenu de nouveaux besoins qui ont forcé à de nouveaux impôts, les Pays privilégiés y ont contribué, quoique dans une forme différente; & voilà quel est leur privilège.

Il consiste à être gouvernés dans la même forme qu'ils l'étoient sous leurs derniers Seigneurs, par des Assemblées qui représentent les principaux Corps du Pays, suivant l'établissement de Charlemagne; à lever sur eux-mêmes, par le Ministère de ces Assemblées, ou de ceux qui les présentent, les impôts demandés par le Roi, & à les lui donner par

don g
ce Pr
Il
l'un
avec
l'adm
à cet
del'a
les ti
trop
rêts
que
par l
sur t
sans
réfo
cont
qui
L
quan
roier
d'au
ont
mê
son
sur
Fra
tion
Ga
& p
jam
Aff
Na
tuit

don gratuit, comme cela se pratiquoit sous ce Prince.

Il y a dans cette forme deux avantages : l'un de payer d'une façon moins coûteuse & avec moins de frais ; l'autre de participer à l'administration , & d'être en quelque sorte, à cet égard , les Ministres & les Dépositaires de l'autorité Royale. Les Pays d'Etats dont les titres sont si légitimes , sont en même tems trop justes & trop éclairés sur les vrais intérêts de leurs membres , pour ne pas désirer que la répartition qu'ils sont chargés de faire par leur privilège , soit faite avec proportion sur tous leurs Citoyens ; & ils profiteront , sans doute de l'occasion qui se présente pour réformer les inégalités qui peuvent s'y rencontrer, en soulageant ceux de leurs Habitans qui se trouvent plus chargés que les autres.

Les privilèges prétendus par le Clergé , quand ils seroient aussi bien fondés , pourroient-ils être d'une autre espèce ou avoir d'autres avantages & d'autres effets ? Mais ont-ils la même origine , la même cause & les mêmes titres ? Les privilèges des Pays d'Etats sont établis sur les actes les plus solennels , sur l'ancienne forme du Gouvernement Français & sur le premier Contrat de la Nation avec Clovis. Les Ecclésiastiques , tous Gaulois & Romains du tems de la conquête , & par conséquent sujets aux tributs , n'ont jamais été pendant la première race admis aux Assemblées générales ni particulières de la Nation , & n'ont point offert leur Don gratuit comme la Noblesse & le Peuple Fran-

* Histoire
de France du
P. Daniel sur
la fin du ré-
gne de Thieri
III.

Chap. 43.
& 44.

çais. * Lorsque Pepin sur la fin du 7^e. siècle eut donné entrée aux Ecclésiastiques dans les Assemblées générales, lorsque Charlemagne la leur eut conservée dans les Parlemens, ils étoient encore presque tous serfs. On trouve dans la vie de Louis le Débonnaire, écrite par *Thégan*, Corévêque de Trêves, que les Evêques furent les principaux auteurs de la dégradation de cet Empereur, sur tous ceux qui avoient été serfs, & qui étoient nés parmi les barbares. Pouvoient-ils par conséquent avoir part aux privilèges des Francs & des Nobles? Enfin depuis la fondation de la Monarchie jusqu'au regne de Henri III. jamais le Clergé de France n'a été autorisé à tenir des Assemblées particulières pour délibérer sur ses impôts, qui ont toujours été confondus avec ceux des autres Sujets. Il eut même bien de la peine à obtenir de ce Prince en 1579. dans le tems des troubles & de la puissance de la ligue, la permission de s'assembler pour la première fois, au sujet de ses affaires temporelles. Car on ne doit pas compter au nombre des assemblées qui ont eu depuis cet objet unique le Colloque de Poissy tenu en 1561. pour une dispute de controverse avec les Protestans, & sur la fin duquel les Evêques délibérèrent par occasion de la manière dont ils payeroient au Roi les quatre décimes qu'ils lui avoient accordées par chacune année pendant six ans aux Etats de Saint Germain en-Laye. En effet quoique le Clergé par le Contrat de Poissy eût usurpé alors pour la première fois la forme

nouvelle de faire au Roi des *Dons gratuits*, cette forme ne fut pas encore établie en sa faveur, puisqu'en 1567. Charles IX. sans consulter le Clergé, ordonna de sa seule autorité que ce contrat continueroit pour six autres années. Il continua en effet en vertu d'un Edit, jusqu'à ce que le Clergé, après bien des instances, ayant enfin obtenu de s'assembler en 1579. passa avec Henri III. en 1580. un nouveau contrat par lequel *au moyen des conditions qu'il imposa au Roi*, il s'arrogea la forme de *Don gratuit* qu'il a toujours conservée depuis. Mais ces *Dons gratuits* établis alors pour la première fois, & devenus ensuite ordinaires, ont d'abord tenu lieu des tailles & autres impositions payées par le reste des Sujets, & les impôts survenus depuis, tels que la capitation & le Dixième, ont fait la matière de différens abonnemens particuliers, que les Privilegiés ont payés pour en être exempts & qui ont dû toujours être proportionnés, & à la contribution des autres, & aux biens de chacun. Le Clergé n'a donc point les mêmes privilèges que les Pays d'Etats. Mais quand même il les auroit, il y a toujours dans cette question, comme dans toutes les autres, deux objets différens, le fond & la forme. Le fond est que les privilégiés doivent payer ainsi que tous les autres Sujets, & dans une proportion égale aux facultés de chacun, les impôts que les besoins de l'Etat rendent justes & nécessaires, à l'exception des exemptions de la Noblesse sur la Taille, & des parties des biens Ecclé-

siaistiques affectées aux services des Autels, ou à la subsistance des pauvres & des membres du bas Clergé.

La forme est que depuis certaines époques les uns ou les autres ont acquis ou usurpé à différens titres, le privilège de payer par forme de don gratuit, les sommes qui leur ont été demandées, & de les lever eux-mêmes sur leurs Membres. Les Ecclésiastiques ont confondu le fonds avec la forme, afin de détruire l'un par l'autre, & d'anéantir l'obligation de payer ou de diminuer la quotité du paiement par la forme gratuite de le faire. Ce seroit donner lieu à leurs plaintes, que de faire la même confusion, & de vouloir anéantir la forme qui constitue leurs privilèges par le fonds qui fait leur obligation. Mais cette forme ne peut déroger au droit que le Souverain a d'imposer & de juger des besoins qui l'y obligent, ni à celui des Sujets, qui consiste à n'être pas chargés avec disproportion & inégalité. Le Souverain lui-même ne peut ni renoncer à l'un ni détruire l'autre, parce que n'étant que dépositaire du pouvoir, dont la propriété appartient à ses successeurs & à la société qui s'est donnée pour toujours à eux; il ne peut ni priver l'Etat des secours que chacun lui doit en proportion de ses facultés, ni soulager une partie de ses membres aux dépens des autres, s'il a dans certains tems, ou par erreur fait, ou sur l'allégation d'un droit supposé sans titres & sans preuves, accordé des exemptions contraires aux droits de la Souveraineté.

Lettre dernière. 231

neté & de la Nation , la même autorité qui les a donné , n'a-t-elle pas le pouvoir de les révoquer comme elle le doit ? Comment donc les Ecclésiastiques peuvent ils les soutenir ? Quels titres peuvent-ils avoir pour payer moins que les autres , ou pour refuser à leur Souverain la déclaration * des biens qu'ils possèdent & tiennent tous de la libéralité des Rois & des Peuples. La demande de ces déclarations semblable à celle que fit autrefois Auguste , a sans doute pour objet de proportionner suivant le droit naturel & la justice distributive , les charges aux facultés de chacun. On ne peut fixer cette proportion que sur la connoissance des biens de chaque Propriétaire ou Usufruitier ; la voye des déclarations est la seule pour les connoître : par quelle raison le Clergé pourroit-il s'en dispenser , puisqu'il reconnoît lui-même l'obligation de donner des déclarations par la demande qu'il fait tous les cinq ans , d'un Arrêt pour en être exempt ? Mais si les déclarations sont dûes , elles doivent être sincères. Le Prince ainsi que les Sujets , dont l'intérêt commun est qu'elles le soient , ont

* J'ai vû dans les mémoires d'un bon Citoyen , faits sur ceux du tems que le Clergé sous Charles VI. divisa lui-même ses revenus en trois parts , une pour l'entretien des Eglises & Bâtimens, l'autre pour les Ecclésiastiques , & la troisième pour aider le Roi dans ses guerres contre les Anglois. On voit aussi qu'en 1316. sous le règne de François I. il paya une taxe qui fut faite par le Prévôt Pascal , d'où elle tira son nom de *Pascaline* , & qu'en 1543. il donna des déclarations de ses revenus , qui demeurèrent sans vérification & sans effet.

droit d'en demander & d'en faire la vérification, & si l'on refusoit les déclarations ou leur vérification, ne seroit-ce pas donner lieu de soupçonner qu'on veut cacher la vérité ou diminuer ses impositions au préjudice de ses compatriotes & de ses freres ? Lorsque tous ces préambules auront été remplis de la part des Ecclésiastiques, comme ils l'ont été déjà par les autres privilégiés, il dépendra du Souverain de leur conserver, s'il le juge à propos, la forme dont ils jouissent, en leur permettant de lever sur eux-mêmes le montant de la contribution déterminée par lui, & de lui en faire l'offre, *pourvu que la répartition soit faite sous ses yeux, suivant les facultés & les revenus des contribuables.* Il a droit & intérêt, comme chef de la Société, d'exiger que cette proportion soit exactement observée entre tous ses sujets, & de vérifier si elle l'est ; tous les Membres du Clergé ont aussi le même droit & le même intérêt pour être assurés de n'être pas plus chargés les uns que les autres ; le Corps entier doit le desirer pour rendre justice à tous ses membres, & se justifier des plaintes peut-être injustes, que l'on fait depuis si long-tems sur le vice de cette répartition. Car si elle est régulière, ainsi que l'administration des deniers du Clergé, il doit imposer silence à ceux qui les décrient : si au contraire il s'y étoit glissé quelques erreurs, il a ainsi que l'Etat, le plus grand intérêt d'y remédier. En effet la surcharge des Bénéficiers entraîne nécessairement la ruine des Bénéfices, qui faute d'en-

retien & de réparation , diminueront pour l'avenir aux dépens du Corps Ecclésiastique ; mais si les Bénéficiers voyent diminuer leur usufruit de jour en jour par la dégradation de leurs biens , & si le Corps entier s'appauvrit par les Capitaux & les intérêts * des *dons gratuits* substitués à une imposition annuelle qui auroit couté moins cher aux Contribuables , comment pourra-t'il rembourser ce qu'il doit , en payer les intérêts & fournir aux nouvelles demandes que les besoins du Royaume peuvent exiger ? Le Clergé , ressource de l'Etat , en aura donc besoin lui-même pour soutenir son crédit , & s'empêcher de manquer à ses Créanciers ; & pourra-t'il en trouver dans un Royaume que les terres du Clergé , devenues enfin incultes , ses bâtimens tombés en ruine , ses fermes diminuées & les villages dépeuplés , auront alors privé du tiers au moins des richesses qu'il possède ?

L

* En 1695. le Clergé s'abonna pour la Capitation à vingt-quatre millions une fois payés. Comme il a emprunté cette somme , il en a payé chaque année 1200000. livres d'intérêts , qu'il a fallu imposer. S'il avoit payé annuellement par imposition , il n'auroit dû ni capital ni intérêt. Le Roi auroit eu davantage chaque année , & auroit pu sur ce fonds emprunter , s'il en avoit eu besoin. On peut faire le même raisonnement sur tous les dons gratuits extraordinaires dont le montant a été emprunté par le Clergé , qui ne payant par imposition que la rente des sommes demandées , s'obere continuellement par les capitaux & les intérêts.

Suivant les Mémoires de M. de Bag-nols Intendant de Flandres , le Clergé dans l'espace de dix - huit lieues le long de la Scarpe , possède dix-sept cent mille livres de rentes , & dans le Cambresis quatorze cens charuës sur dix-sept cens. Mais comme il n'est pas si riche dans les autres Provinces, on peut n'évaluer ses biens qu'au tiers des biens fonds du Royaume. Les Propriétaires Laïcs des deux autres tiers , ont payé annuellement pendant la dernière guerre trente-six millions de Dixième & vingt - millions de Capitation, ce qui fait cinquante-six millions pour le montant de ces deux impôts par chaque année. Si les Ecclésiastiques avoient payé le Dixième & la Capitation au prorata du tiers des biens fonds qu'ils possèdent dans le Royaume , ces deux impôts auroient monté tous les ans à quatre-vingt-quatre millions au lieu de cinquante - six , & le Clergé en auroit payé vingt - huit millions pour son tiers , au lieu qu'il n'en a payé que sept au plus, puisque suivant ses propres remontrances, il n'a fourni au Roy que cinquante-quatre millions pendant les huit années de la dernière Guerre. Or si le Clergé avoit payé vingt - huit millions tous les ans au lieu de sept , le Roy auroit eu de ce seul article pendant la durée de la guerre cent soixante-huit millions de plus ; il auroit par conséquent emprunté ou levé sur ses Sujets Laïcs cent soixante-huit millions de moins, & il ne se feroit pas trouvé forcé à la fin

de l
dette
pour
ble
caus
& su
oblig
sonn
ront
char
& m
que
prop
poss
mer
au t
clar
& q
faço
céri
à ce
reun
tend
yau
tiers
prov
poin
autr
bien

J
Loi
te q

de la guerre , d'emprunter pour payer les dettes exigibles , & d'imposer le Vingtième pour rembourser ses emprunts. Ainsi la foible contribution du Clergé est en partie la cause des dettes, des emprunts , des impôts & surtout du vingtième que le Roy a été obligé d'établir. Il faut faire le même raisonnement sur tous les besoins qui pourront occasionner à l'avenir de nouvelles charges , puisqu'elles deviendront plus rares & moins fortes pour les autres sujets , lorsque les Ecclésiastiques payeront en même proportion qu'eux au prorata de ce qu'ils possèdent. Si le Clergé trouve que c'est estimer trop haut ses revenus que de les estimer au tiers des revenus du Royaume , les déclarations qu'on lui demande de ses biens , & qui pour faire foi , doivent être vérifiées de façon à ne laisser aucun doute sur leur sincérité au Roy & à l'Etat, également intéressés à ce qu'elles soient exactes ; feront voir l'erreur de cette estimation. Si le Clergé prétend que possédant le tiers des biens du Royaume , il n'est point tenu de supporter le tiers des charges de la Patrie , il faut qu'il prouve que les Ecclésiastiques ne doivent point contribuer à ces charges comme les autres Citoyens proportionnellement aux biens qu'ils possèdent.

Je finis comme l'Auteur de *l'Esprit des Loix* a commencé. *Si je pouvois faire en sorte que les hommes pussent se guérir de leurs*

*préjugés.... qu'ils eussent de nouvelles raisons
d'aimer leurs devoirs , leur Prince , leur Pa-
trie & leurs Loix , je m'estimerois le plus
heureux des mortels.*

J'ai l'honneur d'être , &c.